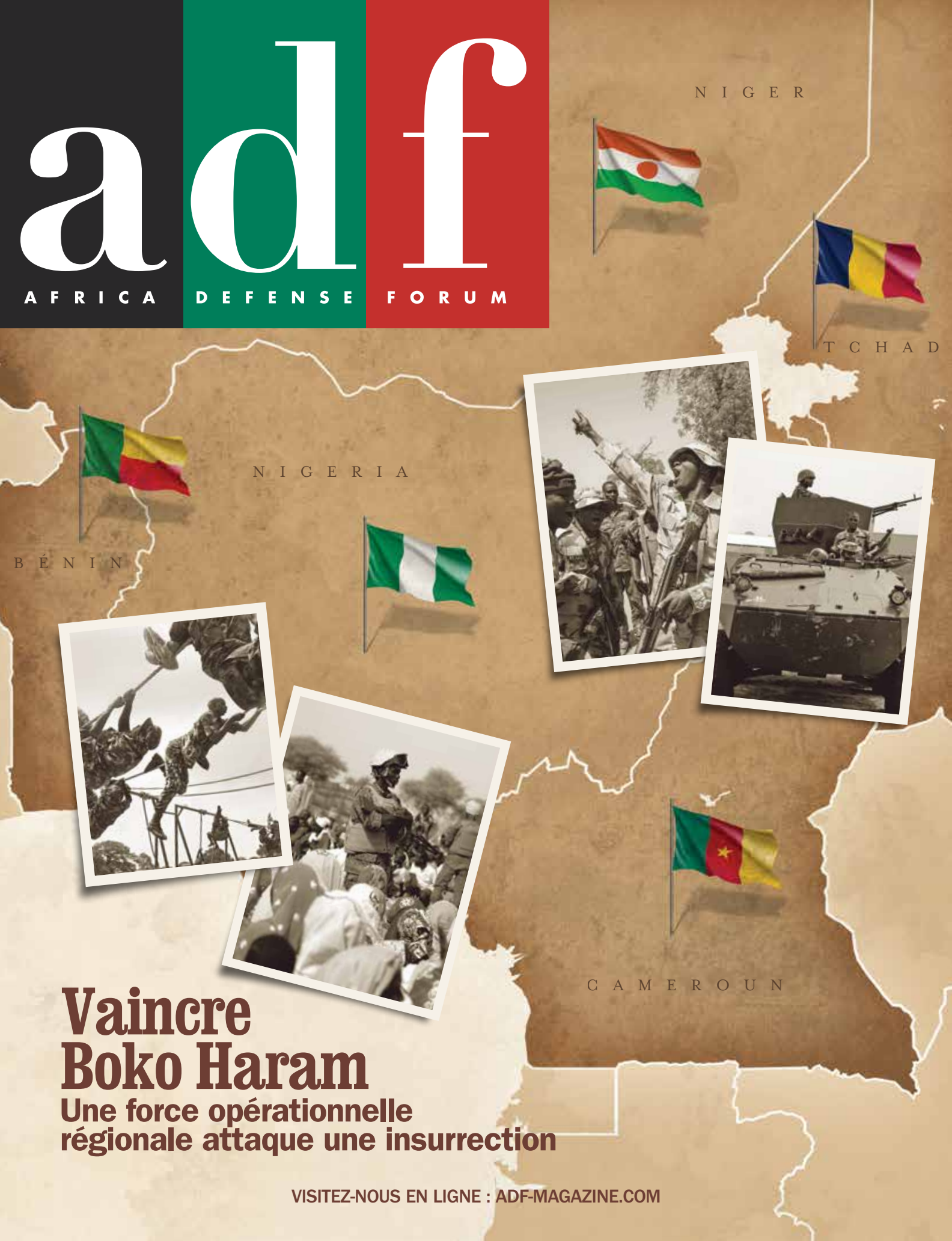
adf
AFRICA DEFENSE FORUM



Vaincre Boko Haram

Une force opérationnelle régionale attaque une insurrection

VISITEZ-NOUS EN LIGNE : ADF-MAGAZINE.COM

TABLE DES MATIÈRES

articles

8 La lutte contre Boko Haram
Les efforts nigérians et régionaux permettent de reprendre le dessus dans la lutte contre cette insurrection.

16 Maintien de l'élan
Le commandant d'une force régionale pense que la stabilité et la paix embelliront l'avenir du bassin du lac Tchad.

20 Une région se rallie
La Force multinationale mixte montre les points forts et les limites de l'action collective de sécurité.

26 Le Niger offre aux ex-combattants une deuxième chance
L'État de Diffa lance un programme pour réintégrer les insurgés et rétablir la paix dans ses villages.

34 L'effort final
L'opération Lafiya Dole met à portée la paix durable pour le Nord-Est du Nigeria.

40 Après l'insurrection
Le Dr Hussein Solomon explique que la force des armes à elle seule n'éliminera pas Boko Haram.

44 L'Armée de l'air du Nigeria défend la région
La puissance aérienne est un outil crucial pour arrêter Boko Haram.

50 Des messages au chaos
L'étude des communications publiques de Boko Haram peut éclairer sa stratégie.

34

rubriques

4 Point de vue

5 Perspective africaine

6 L'Afrique aujourd'hui

32 Battement du cœur de l'Afrique

56 Culture et sports

58 Point de vue mondial

60 Défense et sécurité

62 Chemins de l'espoir

64 Croissance et progrès

66 Image du passé

67 Où suis-je ?

***Africa Defense Forum* est à présent disponible en ligne.**

Veuillez nous rendre visite sur le site adf-magazine.com

EN COUVERTURE : Cette illustration d'ADF inclut les drapeaux nationaux des pays participant à la Force multinationale mixte et montrent des photos des soldats participant à la lutte contre Boko Haram.

PHOTOS : AFP/GETTY IMAGES, REUTERS

POINT DE VUE

Alors que la plupart des gens ne faisaient pas attention, Boko Haram s'est développé pour devenir l'organisation terroriste la plus létale du monde. En 2014, ce groupe est responsable pour 6.664 morts et domine un territoire de plus de 30.000 kilomètres carrés au Nord-Est du Nigeria. Son but est d'établir un califat qui durerait des siècles.

Au lieu d'attendre une intervention de l'étranger, les pays de la région unissent leurs forces pour contre-attaquer. En 2014, les pays du bassin du lac Tchad activent la Force multinationale mixte, un effort militaire engageant 10.000 personnes pour vaincre Boko Haram. L'année suivante, le Nigeria change sa stratégie militaire nationale avec l'Opération Lafiya Dole, en ajoutant une nouvelle division stationnée dans le Nord-Est, en transférant le quartier général du commandement vers les premières lignes et en renforçant ses efforts de lutte anti-insurrectionnelle et sa puissance aérienne. De ce fait, les forces alliées reconquissent du territoire, y compris la forêt de Sambisa qui avait été pendant longtemps un sanctuaire pour les extrémistes.

Aujourd'hui, Boko Haram est fortement dégradé et doit recourir à des tactiques asymétriques comme les attentats suicides. Le leadership du groupe est fracturé et son soutien parmi les civils est pratiquement inexistant.

Les leaders militaires et civils reconnaissent qu'ils doivent saisir cette opportunité pour éliminer le groupe terroriste une fois pour toutes. En maintenant la pression sur les vestiges de Boko Haram, les forces armées peuvent donner aux civils la stabilité nécessaire pour rentrer chez eux et reconstruire. Grâce aux opérations civilo-militaires telles que les projets d'ingénierie, elles peuvent établir la base de la croissance économique. Et ce qui est peut-être le plus important, grâce à un accent soutenu sur le professionnalisme, les armées de la région peuvent montrer aux civils qu'ils n'ont rien à craindre des forces armées. Une conduite professionnelle et éthique permettra de gagner de nouveaux alliés dans la lutte contre l'extrémisme.

La lutte contre Boko Haram est loin d'être finie mais tout est aligné pour l'effort final. Si les pays de la région maintiennent leur focalisation, les jours du groupe terroriste seront comptés.

Personnel de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique

Un jeune garçon pousse une charrette remplie de conteneurs d'eau devant un soldat à Gamboru Ngala au Nigeria. REUTERS

adf AFRICA DEFENSE FORUM

Vaincre Boko Haram

Volume 11, 1er trimestre

L'ÉTAT MAJOR UNIFIÉ DES ÉTATS UNIS POUR L'AFRIQUE

POUR NOUS CONTACTER

U.S. AFRICA COMMAND
Attn: J3/Africa Defense Forum
Unit 29951
APO-AE 09751 U.S.A.
ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com

HEADQUARTERS
U.S. AFRICA COMMAND
ATTN: J3/AFRICA DEFENSE FORUM
GEB 3315, ZIMMER 53
PLIENINGER STRASSE 289
70567 STUTTGART
GERMANY

ADF est un magazine militaire professionnel trimestriel publié par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique qui permet au personnel militaire africain de bénéficier d'un cadre international propice aux échanges. Les opinions exprimées dans ce magazine ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de cette organisation ni d'aucune autre agence du gouvernement des États-Unis. Certains articles sont écrits par l'équipe d'*ADF*, tout autre contenu est noté avec la source d'origine. Le Secrétaire de la Défense a déterminé que la publication de ce magazine est nécessaire à la conduite des affaires publiques, conformément aux obligations légales du Département de la Défense.

« Nous ne lâcherons pas »

Le président nigérian Muhammadu Buhari

a adressé le Nigeria le 1er octobre 2017 pour célébrer la fête de l'Indépendance. Il a mentionné les progrès enregistrés dans la lutte contre le groupe d'insurgés Boko Haram et contre la corruption. Ses commentaires ont été modifiés pour les adapter à ce format.

Le 1er octobre reste une date spéciale pour tous les Nigérians, car elle marque le jour où nous avons obtenu l'un des plus précieux désirs humains : la liberté.

Au fil des ans, le pays a fait face à des tribulations, mais le 1er octobre est toujours une journée de célébration.

C'est un jour d'action de grâce, de réflexion et de réengagement.

En ce qui concerne la sécurité, les Nigérians doivent remercier leurs vaillantes Forces armées pour repousser les frontières du terrorisme de Boko Haram, pour les vaincre et pour les réduire à de lâches attaques contre des cibles faciles et vulnérables.

Le Nigeria remercie ses voisins et la communauté internationale pour les efforts collectifs en vue de vaincre le fléau mondial du terrorisme.

Même les forces de police et de sécurité les mieux organisées et les mieux équipées du monde ne peuvent pas échapper à la menace du terrorisme moderne, comme nous l'avons vu récemment en Europe et dans d'autres régions du monde.

Mais nous ne lâcherons pas. Dans un effort d'améliorer la capacité opérationnelle des troupes de l'Opération Lafiya Dole, nos Forces armées ont créé des équipes de frappe mobiles dans le Nord-Est. Elles assureront la conduite d'un effort final pour anéantir les vestiges de Boko Haram.

En outre, avec des frappes aériennes ciblées, la plupart du leadership et des bases et routes logistiques identifiées des insurgés ont été neutralisés. Les Forces armées ont établi une présence navale dans le bassin du lac Tchad dans le cadre des efforts militaires coordonnés pour freiner les mouvements ou la résurgence de la secte dans la région.

Le gouvernement travaille sans relâche pour assurer la libération du reste des jeunes filles de Chibok, ainsi que d'autres personnes prisonnières de Boko Haram. Le gouvernement continuera à soutenir les Forces armées et les autres agences de sécurité pour lutter non seulement contre le terrorisme mais aussi contre les kidnappings, les vols à main armée, la violence entre les bergers et les agriculteurs, et pour assurer la paix, la stabilité et la sécurité dans notre pays.

Nous savions parfaitement que la lutte contre la corruption n'allait pas être une tâche facile. Nous avions anticipé que les individus corrompus utiliseraient toutes les armes à leur disposition pour riposter, principalement l'obstruction judiciaire et la diversion politique. Mais nous sommes déterminés à éliminer la corruption de nos institutions politiques.

Nous avons signé des accords de coopération multilatéraux concernant les affaires criminelles avec les pays amis. Il y a des signes d'une meilleure coopération dans le domaine judiciaire. Récemment, le juge en chef de la fédération a ordonné aux présidents de tous les tribunaux de première instance et d'appel d'accélérer les audiences dans les affaires de corruption et de mettre à pied tous les officiers de justice qui seraient découverts compromis.

Des recrues s'exercent au dépôt militaire nigérian de Zaria dans l'État de Kaduna le 5 octobre 2017. AFP/GETTY IMAGES

Je félicite l'Assemblée nationale pour se refocaliser sur ses comités de supervision. Elle devrait en outre assurer l'adoption rapide des lois anti-corruption. Mais la lutte contre la corruption est un processus de bas en haut. Je demande à tous les Nigérians de combattre la corruption à chaque tournant. Si vous ne demandez pas et vous refusez d'accepter un pot-de-vin, si vous signalez les pratiques contraires à l'éthique, si vous faites une dénonciation, nous pourrons ensemble vaincre la corruption. Pour sa part, le gouvernement ciblera la responsabilité à tous les niveaux : fédéral, état, local. Le changement deviendra ainsi une réalité.

Alors que nous commençons la deuxième moitié de notre mandat, nous avons l'intention d'accélérer les progrès et d'intensifier notre détermination pour résoudre les défis et les problèmes du pays.

Le Malawi applaudit le transfert historique de 520 ÉLÉPHANTS

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le Malawi a achevé avec succès un projet de deux ans pour transférer 520 éléphants sous sédatif dans une réserve où ces animaux avaient presque été anéantis par le braconnage.

Dans l'un des plus grands transferts d'animaux sauvages de l'histoire, les éléphants ont été transportés par camion sur 350 kilomètres en août 2017 depuis deux parcs du Sud vers la réserve de Nkhotakota au centre du pays.

« Nous avons pris des mesures extraordinaires pour assurer l'avenir des éléphants du Malawi et, en même temps, pour aider ceux qui travaillent près de ces zones sauvages crucialement importantes », déclare Brighton Kumchedwa du service des parcs nationaux.

La population d'éléphants à Nkhotakota a chuté de 1.500 à seulement 100 en 2015. Depuis lors, les efforts de sécurité et les programmes de relations publiques ont sécurisé la réserve pour les animaux sauvages.

Des employés transfèrent des éléphants à la réserve de Nkhotakota au Malawi. AFP/GETTY IMAGES

L'organisation écologiste Africa Parks qui a dirigé cet effort le décrit comme un événement historique, en ajoutant que 261 éléphants ont été transférés en 2016 et le reste en 2017.

Les éléphants ont été ciblés avec des fléchettes tranquillisantes du haut d'un hélicoptère avant d'être hissés par un treuil attaché à leurs jambes dans des caisses placées sur la plateforme de camions de 30 tonnes.

Ils ont été conduits pendant la nuit depuis les deux parcs, qui ont une surpopulation d'éléphants, vers leur nouveau domicile à Nkhotakota, qui est entouré d'une barrière électrifiée et qui renferme aussi des buffles, des antilopes, des phacochères et des zèbres.

« Ce transfert réussi est un moment décisif pour le Malawi », déclare Peter Fearnhead, directeur d'African Parks. « Relocaliser plus de 500 éléphants et savoir qu'ils prospéreront à Nkhotakota est une histoire d'espoir et de survie, un véritable exemple de ce qui est possible avec une bonne collaboration. »

Les organisateurs du projet déclarent qu'il y avait plus de 10 millions d'éléphants en Afrique il y a un siècle, mais on estime qu'il n'en reste que 450.000 aujourd'hui. Environ 40.000 sont victimes du braconnage chaque année pour satisfaire à la demande insatiable de l'ivoire.

LA MINISTRE DE LA SANTÉ DE MADAGASCAR SÉPARE

des jumelles siamoises

AGENCE FRANCE-PRESSE

Dans la plupart des pays, les ministres de la Santé sont considérés comme des bureaucrates qui s'intéressent plus à la paperasse qu'aux miracles médicaux. Mais à Madagascar, Mamy Lalatiana Andriamanarivo a récemment pris un scalpel et séparé des jumelles siamoises, une intervention sans précédent dans cette nation insulaire.

L'intervention a été effectuée à l'hôpital Joseph Ravoahangy Andrianavalona le 13 septembre 2017 pour séparer des sœurs jumelles liées au niveau de l'abdomen et du thorax inférieur, déclare Jean Marie Rasamimanana, directeur technique adjoint de l'hôpital dans la capitale de Tananarive.

« La séparation des jumelles Mitia et Fitia âgées de 5 mois, qui pesaient 13 kilogrammes et sont nées par césarienne, nécessita la séparation de leur foie, leurs côtes et leur diaphragme », déclare-t-il, en ajoutant que les jumelle- sont bien supporté l'intervention.

Celle-ci était une nouveauté pour Madagascar. Une équipe de ce pays avait séparé avec succès des jumeaux siamois en 2009 mais, suite à une carence d'équipement dans les hôpitaux de l'île, l'intervention avait eu lieu à Paris.

La ministre Andriamanarivo et le chirurgien pédiatre ont fait les louanges de ce succès et ont déclaré qu'il avait fait économiser une fortune à l'île, étant donné qu'une intervention comparable aurait coûté 120.000 dollars outre-mer.

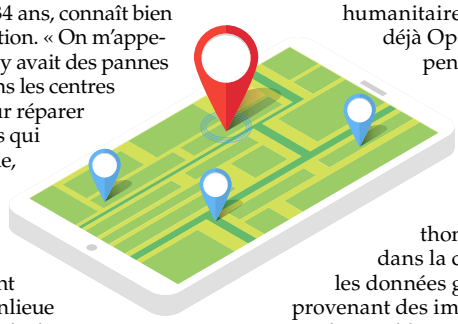
Marché de Tokpa à Cotonou au Bénin
AFP/GETTY IMAGES

LA CARTOGRAPHIE MET DE L'ORDRE DANS LES RUES DU BÉNIN

AGENCE FRANCE-PRESSE

Dans Cotonou, capitale économique du Bénin, comme dans beaucoup d'autres villes d'Afrique, la recherche d'une maison, d'un bureau ou d'un restaurant est souvent comparable à une chasse au trésor. Il faut de la chance, et peut-être même un miracle, parce que les noms des rues et les numéros des adresses ne sont généralement pas affichés. La plupart des habitants de Cotonou utilisent des combinaisons compliquées de repères et de directions pour naviguer dans la ville.

Sam Agbadonou, technicien médical de 34 ans, connaît bien cette frustration. « On m'appelait lorsqu'il y avait des pannes et j'allais dans les centres de santé pour réparer les machines qui sauvent la vie, déclare-t-il. Mais certains centres sont vraiment en pleine banlieue et il est difficile d'y aller. »



Pour mettre fin à ce problème, les habitants se tournent vers des applications de cartographie participatives qui font concurrence à Google Maps pour la domination du continent.

En 2013, lorsque M. Agbadonou entend parler d'OpenStreetMap, projet international fondé en 2004 pour créer une carte du monde gratuite, il comprend que c'est une bonne idée. M. Agbadonou fonde la branche du projet au Bénin, laquelle se vante d'avoir aujourd'hui 30 membres.

Avec son ami Saliou Abdou, géographe professionnel, M. Agbadonou organise régulièrement des « fêtes de carte », visites sur le terrain pour identifier les données géographiques de la ville. Ils commencent par les données de base – noms des rues et numéros des adresses – puis ils passent à d'autres détails.

« Nous relevons tout : les arbres, les points d'eau, le rechapeur de pneus au coin de la rue, la boutique du tailleur », déclare M. Agbadonou.

Grâce à ses efforts au cours des quatre dernières années, Cotonou se dévoile lentement. Par exemple le district Ladji, qui n'apparaissait jamais sur la plupart des cartes, s'y trouve maintenant. Les organismes humanitaires utilisent déjà OpenStreetMap pendant les épidémies. Les cartographes amateurs participant à des « mapathons » ont saisi dans la carte en ligne les données géographiques provenant des images satellitaires disponibles sur l'Internet.

Dans les zones reculées d'un pays, les cartes montrent seulement le schéma des routes. Les cartographes ajoutent les maisons et, crucialement, les points d'eau, qui sont essentiels pour endiguer les épidémies.

Pour les bénévoles ou les créateurs de l'appli, la cartographie n'est pas seulement une passion, elle fait maintenant partie de la vie citoyenne. Comme le déclare M. Abdou, la création des cartes est une façon de « contribuer au développement de mon pays ».

LA LUTTE CONTRE BOKO HARAM

LES EFFORTS NIGÉRIANS ET RÉGIONAUX PERMETTENT DE REPRENDRE LE DESSUS DANS LA LUTTE CONTRE CETTE INSURRECTION

PERSONNEL D'*ADF*

Un soldat nigérian monte la garde près du fleuve Yobe qui sépare le Nigeria du Niger, à l'extérieur de Damasak au Nord-Est du Nigeria. AFP/GETTY IMAGES

Boko Haram a laissé son empreinte sanglante et destructive au Nigeria et dans les pays voisins. Ce groupe militant islamiste a tué plus de 20.000 personnes depuis son émergence comme force terroriste dangereuse en 2009. La série de destructions est presque indescriptible.

Son impact catastrophique est particulièrement apparent dans l'État de Borno au Nord-Est du Nigeria. La dévastation économique et sociale est difficile à calculer mais un représentant du gouvernement de l'état a publié une liste des pertes en août 2017 à Maiduguri.

Yerima Saleh, secrétaire permanent au ministère de la Réhabilitation, de la Reconstruction et du Repeuplement de l'État de Borno, a déclaré au journal *Premium Times* du Nigeria que Boko Haram avait détruit :

- Environ 1 million de logements et d'édifices publics dans les 27 régions administratives locales de l'état
- Des biens d'une valeur de 5,3 milliards de dollars depuis 2011
- 5.335 salles de classe, 201 centres médicaux, 1.630 installations d'eau et 726 centrales électriques et transformateurs.
- 800 édifices publics, notamment des bureaux, des prisons, des postes de police et d'autres bâtiments.

« L'ampleur de la destruction provoquée par les insurgés est gigantesque et a conduit à une crise humanitaire grave, déclare M. Saleh. Ces dégâts exigent une intervention sérieuse de la part des agences de l'état et des organismes de développement et d'aide humanitaire. »

Grâce à la création du ministère de la Réhabilitation, de la Reconstruction et du Repeuplement, le gouvernement a reconstruit plus de 25.000 logements dans les communautés affectées. Il a aussi construit des salles de classe, des cliniques, des postes de police, des marchés, des routes, des palais de justice et des lieux de culte dans les communautés libérées, déclare M. Saleh. Cet effort se poursuit.

L'histoire de Boko Haram est relativement récente mais ses méfaits meurtriers sont nombreux. Comment le groupe d'insurgés est-il devenu une force si létale ?

Des Nigérians d'un camp de réfugiés présentent une affiche réclamant la paix lors de la visite du vice-président du Nigeria Yemi Osinbajo en juin 2017. AFP/GETTY IMAGES

CHRONOLOGIE DE BOKO HARAM

2002 — Boko Haram est organisé sous la direction du prédicateur musulman Mohamed Yusuf à Maiduguri, capitale de l'État de Borno.

Décembre 2003 — Lors de la première attaque reconnue de Boko Haram, environ 200 militants donnent l'assaut à plusieurs postes de police dans l'État de Yobe.

Juillet 2009 — Boko Haram tue des dizaines de policiers dans les États de Borno, Kano et Yobe. Une force militaire opérationnelle interarmées anéantit plus de 700 militants et détruit la mosquée à la base de leurs opérations. La police capture Mohamed Yusuf, chef du groupe, qui meurt plus tard alors qu'il est en garde à vue. La police déclare qu'ils ont tiré sur lui lors d'une tentative de fuite mais Boko Haram affirme qu'il s'agissait d'une exécution extra-judiciaire.

7 septembre 2010 — Cinquante militants de Boko Haram attaquent une prison dans l'État de Bauchi en tuant cinq personnes et en libérant plus de 700 détenus.

16 juin 2011 — Boko Haram tue deux personnes lors d'un attentat à la voiture piégée contre le bureau de l'Inspecteur général des forces de police du Nigeria à Abuja. On pense qu'il s'agit du premier attentat suicide au Nigeria.

26 août 2011 — Une voiture piégée de Boko Haram explose pour tuer 23 personnes et blesser plus de 75 lors d'une attaque du complexe des Nations unies à Abuja.

BOKO HARAM : UN BREF HISTORIQUE

Les racines de Boko Haram remontent à plusieurs générations au Nigeria. Toutefois, ses antécédents plus récents et publics peuvent être tracés à 2002. Son nom arabe officiel est : « Jama'atu Ahlis Sunna Lidda'Awati Wal-Jihad », ce qui veut dire Groupe dédié à la propagation des enseignements du Prophète et au djihad. Son nom haoussa plus connu signifie simplement : L'Éducation occidentale est interdite.

Pendant ses sept premières années, le groupe a consolidé sa base à Maiduguri et a proclamé son mépris pour la corruption de l'état et l'éducation occidentale. Il accomplit cela principalement en créant des écoles alternatives et en attaquant notamment les postes de police pour combattre les « symboles du pouvoir public », selon un reportage d'Al Jazeera en 2013.

Tout change en 2009 lorsque Mohamed Yusuf, leader du groupe, est tué alors qu'il est détenu par la police à la suite d'un raid. Boko Haram s'attaque à la police dans quatre états. Dès 2010, la violence commence à s'intensifier et en 2013 Goodluck Jonathan, qui est alors président, déclare l'état d'urgence dans les trois états les plus affectés par Boko Haram.

Après la mort de Mohamed Yusuf, Boko Haram se réorganise sous la direction d'Abubakar Muhammad Shekau, reconnu pour orienter le groupe sur une voie plus extrémiste dans l'espoir d'établir un état islamique dans le pays. Il communique avec des messages vidéo qui, selon certains, sont similaires aux messages d'Oussama ben Laden. On croit à plusieurs reprises qu'il est tué par les forces de sécurité et, depuis 2009, on ne le voit plus en public.

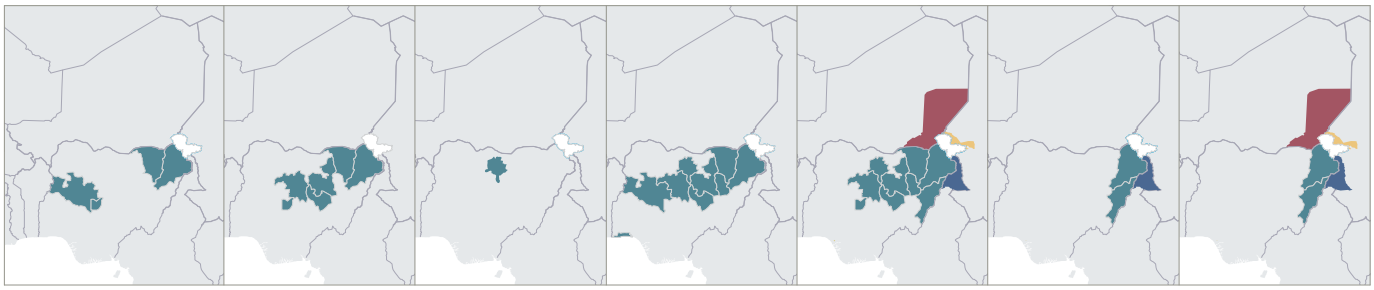
On dit qu'Abubakar Shekau communique seulement avec un groupe limité de chefs de cellule, et même ces contacts sont réduits au minimum, selon le journaliste nigérian Ahmed Salkida lors d'une interview à la BBC en 2014. « Bon nombre de ceux qui se disent leaders du groupe n'ont même pas de contact avec lui », a-t-il déclaré.

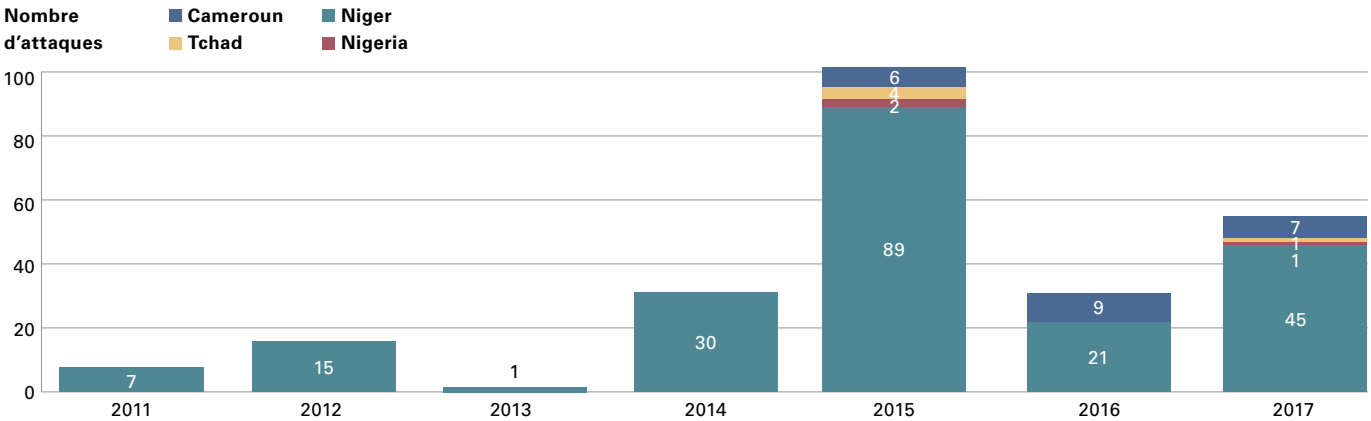
Pourtant, sa cruauté est apparente. Un clip vidéo de 2014 le montre en train de rire tout en revendiquant la responsabilité pour le rapt de plus de 200 lycéennes nigérianes à Chibok. « J'ai enlevé vos filles », déclare-t-il selon la BBC. « Je les vendrai au marché, au nom d'Allah. Je les vendrai et je leur donnerai un mari. »

À compter de 2015, le leadership de Boko Haram présente des signes de changement. Abou Mosab al-Barnaoui, fils du fondateur Mohamed Yusuf, est présenté en janvier 2015 comme porte-parole du groupe, moins de deux mois avant qu'Abubakar Shekau ne prête allégeance à l'État islamique. À la fin

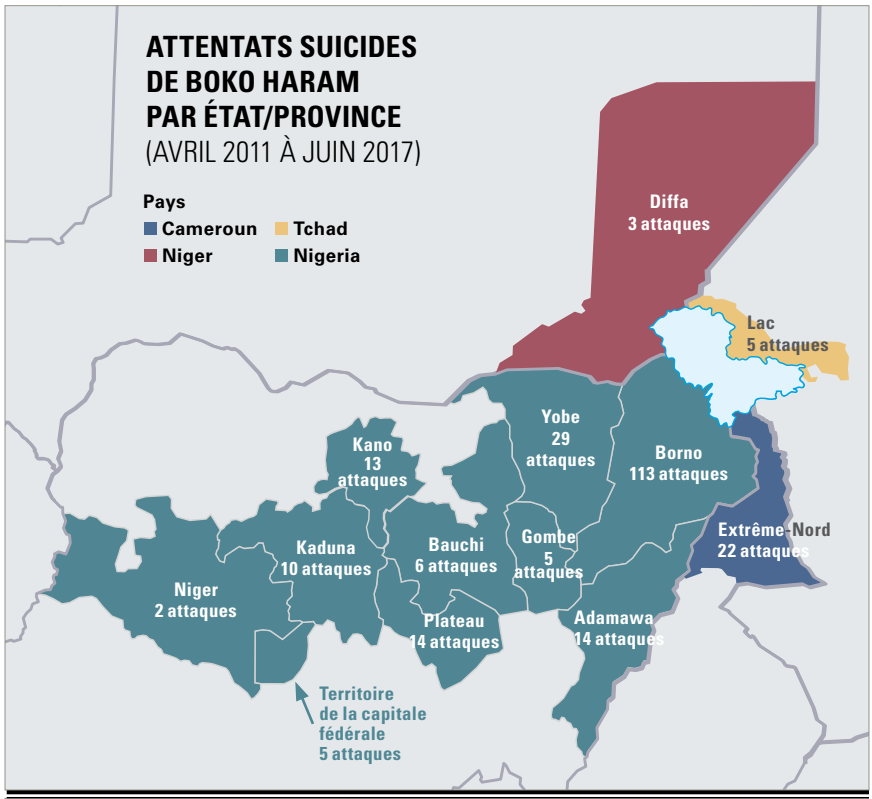
Suite à la page 14

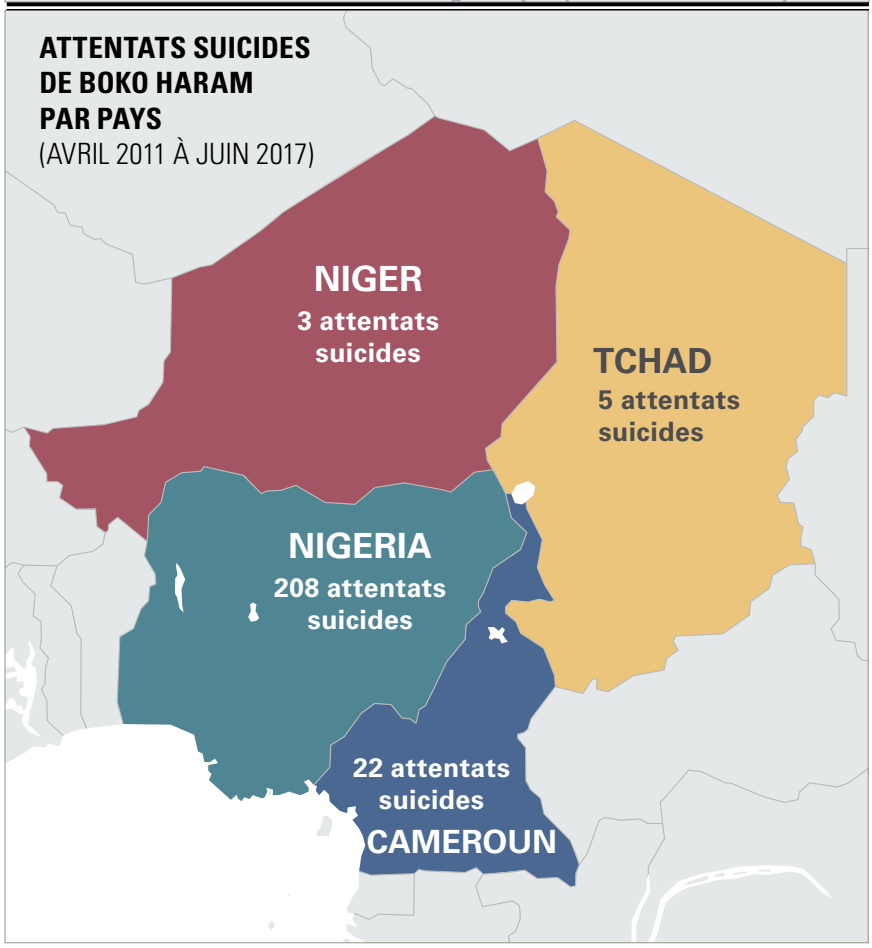
EXPANSION GÉOGRAPHIQUE DES ATTAQUES AU COURS DU TEMPS (AVRIL 2011 À JUIN 2017)





Source : rapport du Centre de lutte contre le terrorisme intitulé « Explosion des stéréotypes : caractéristiques opérationnelles et démographiques inattendues des kamikazes de Boko Haram »
ILLUSTRATION *ADF*





Source : rapport du Centre de lutte contre le terrorisme intitulé « Explosion des stéréotypes : caractéristiques opérationnelles et démographiques inattendues des kamikazes de Boko Haram » ILLUSTRATION *ADF*

4 novembre 2011 — Des militants font exploser des engins explosifs improvisés et des voitures piégées en ciblant les forces de sécurité et leurs bureaux, les marchés et 11 églises, en tuant plus de 100 personnes dans les États de Yobe, Damaturu et Borno.

20 janvier 2012 — Boko Haram lance des attaques coordonnées contre les forces armées, les forces de police, une prison et d'autres cibles dans l'État de Kano, en tuant plus de 200 personnes.

30 avril 2012 — La Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) réactive et amplifie le mandat de la Force multinationale mixte (MNJTF) pour qu'elle puisse lutter contre Boko Haram.

19 avril 2013 — Boko Haram lutte contre les forces de sécurité du Tchad, du Niger et du Nigeria à Baga dans l'État de Borno, faisant près de 200 morts.

4 juin 2013 — Le président nigérian Goodluck Jonathan déclare que Boko Haram et le groupe dissident Ansaru sont des organisations terroristes.

14 août 2013 — Le ministère de la Défense du Nigeria annonce que Momodu Bama (connu sous le nom d'Abou Saad), numéro deux de Boko Haram, a été tué.

14 avril 2014 — Des militants de Boko Haram enlèvent 276 lycéennes d'un pensionnat de Chibok, dans l'État de Borno, ce qui provoque une indignation générale et une campagne sur les réseaux sociaux.

13 mai 2014 — Des centaines de militants lancent un assaut contre trois villages dans l'État de Borno. Les villageois résistent et tuent plus de 200 combattants de Boko Haram.

17-20 juillet 2014 — Boko Haram lance un raid contre la ville nigériane de Damboa en tuant 66 résidents. Plus de 15.000 personnes s'enfuient.

BOKO HARAM SE TOURNE VERS LES FEMMES ET LES ENFANTS POUR LES ATTENTATS SUICIDES

PERSONNEL D'*ADF*

Alors que Boko Haram fait face à des pertes de territoire dues aux opérations militaires, le groupe d'insurgés islamistes commence à adopter des tactiques asymétriques, notamment les attentats suicides. En soi, cela n'est pas particulièrement inhabituel pour des terroristes.

Par contre, l'emploi de femmes et d'enfants l'est.

Jason Warner et Hilary Matfess du Centre de lutte contre le terrorisme à West Point étudient cette tactique dans « Explosion des stéréotypes : caractéristiques opérationnelles et démographiques inattendues des kamikazes de Boko Haram ». Leur étude montre qu'entre le 11 avril 2011 et le 30 juin 2017 Boko Haram a employé 434 kamikazes contre 247 cibles lors de 238 attaques séparées.

Au moins 56 pour cent de ces kamikazes sont des femmes et au moins 81 se sont révélés être des adolescents ou des enfants. « Non seulement Boko Haram déploie plus de femmes kamikazes que tout autre groupe terroriste de l'histoire, mais en outre un pourcentage plus grand de ses cadres kamikazes sont des femmes », écrivent M. Warner et Mme Matfess.

Le rapport filles/garçons est d'environ 4 à 1. L'étude montre que, parmi les 81 enfants ou ados kamikazes, 23 sont des fillettes et 42 sont des adolescentes. En comparaison, cinq petits garçons et 11 adolescents furent utilisés.

Le *New York Times* a interviewé 18 jeunes filles pour un reportage sur l'emploi des filles comme kamikazes en octobre 2017. Les jeunes filles ont raconté comment les combattants attachaient des bombes à leur corps et les envoyaient vers les foules des marchés, des arrêts de bus, des camps et autres cibles vulnérables. L'intention insidieuse de cette tactique ne peut pas être exagérée. « Explosion des stéréotypes » suggère que, au moment où Boko Haram expérimente avec l'emploi des enfants kamikazes, en particulier les jeunes filles, celles-ci ont été « étonnamment efficaces, en surpassant le nombre de victimes de leurs homologues adultes ».

Boko Haram commença à utiliser des femmes kamikazes en 2014, trois ans après son premier attentat suicide, et jusqu'au milieu de 2017 il avait employé 244 femmes. Son nombre de femmes kamikazes est supérieur à celui de tout autre groupe d'insurgés de l'histoire. M. Warner et Mme Matfess écrivent que la deuxième place est occupée par les 44 femmes employées par les Tigres tamouls du Sri Lanka sur une période de 10 ans.

« Explosion des stéréotypes » indique que le rapt des lycéennes de Chibok et la notoriété mondiale qui l'a accompagné ont pu montrer que les femmes kamikazes présentaient des « avantages certains sur les hommes ».

Avec un pourcentage de 56,2, les femmes kamikazes de Boko Haram sont plus nombreuses, et ce chiffre semble augmenter. Au cours des six premiers mois de 2017, près des deux tiers des kamikazes pour lesquels le sexe est connu sont des femmes, selon l'étude. Il est aussi plus probable que les femmes soient envoyées contre les cibles civiles.

L'emploi d'enfants et d'ados répond à deux objectifs. Premièrement, les jeunes gens sont en général plus difficiles à détecter et ils peuvent pénétrer plus facilement dans les zones sécuritaires. En outre, leur emploi dans les attentats suicides est un signal du sérieux et de la brutalité potentielle de Boko Haram, selon le rapport.

L'étude de M. Warner et Mme Matfess présente trois fillettes kamikazes âgées de 7 ans ou moins. Deux d'entre elles se sont fait exploser dans un marché nigérian de Maiduguri en décembre 2016, en tuant une autre personne et en blessant au moins 17, selon l'*Evening Standard*. Précédemment, une autre fillette de 7 ans avait tué cinq personnes et blessé 19 dans un marché de Potiskum au Nigeria en février 2015, selon le *Daily Mail*.

L'étude indique que les jeunes kamikazes sont un peu plus efficaces que la moyenne de

La mère d'une lycéenne kidnappée de Chibok montre une photo de sa fille.
THE ASSOCIATED PRESS

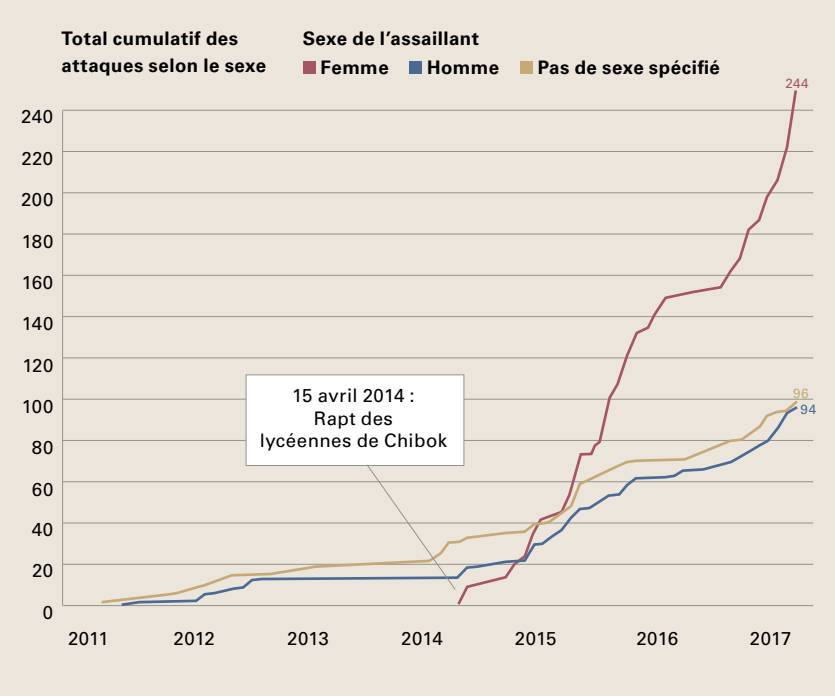
Boko Haram, qui est de 9,4 victimes par attaque. « Ils sont le plus efficace lorsqu'ils sont déployés de façon individuelle, avec un taux de 11,3 victimes par kamikaze, précise l'étude. Cependant, leur taux d'échec est aussi élevé. Néanmoins, lorsque de jeunes kamikazes sont envoyés ensemble, ils peuvent être particulièrement meurtriers, sans doute en partie à cause de leur capacité à s'encourager mutuellement à se faire exploser. »

Un reportage de Reuters en décembre 2016 montre la létalité potentielle des jeunes kamikazes. Deux lycéennes ont tué 56 personnes et blessé 57 lors d'une attaque dans un marché de la ville de Madagali au Nord-Est du Nigeria.

Les attaques jumelées commises par des kamikazes qui sont jeunes et du sexe féminin, combinées au ciblage des espaces civils, donnent à Boko Haram l'opportunité d'être encore plus meurtrier. M. Warner et Mme Matfess écrivent que les attentats suicides de Boko Haram ont traversé quatre phases successives, dans une période commençant en janvier 2016 et prenant fin en mai 2017. Pendant cette période, le pourcentage d'attentats suicides commis par des femmes ou des jeunes est passé d'environ 60 à près de 68 pour cent.

Les forces de sécurité doivent s'attendre à ce que Boko Haram continue à adapter ses tactiques d'attentat suicide à l'environnement opérationnel. La diffusion des messages de mise en garde en vue d'éviter les attentats suicides peut aider, y compris pour informer les communautés sur le nombre de victimes civiles – et musulmanes – de ces attentats, selon l'étude. Les responsables de la sécurité et des communautés pourraient aussi offrir une « voie de sortie immédiate » à ceux qui sont enrôlés comme kamikazes, pour leur montrer comment déserter. Cela aiderait les communautés à reconnaître les kamikazes potentiels et à offrir des options à ceux qui auraient pu rejoindre Boko Haram pour des raisons non idéologiques.

ATTENTATS SUICIDES DE BOKO HARAM SELON LE SEXE
(AVRIL 2011 À JUIN 2017)



Source : rapport du Centre de lutte contre le terrorisme intitulé « Explosion des stéréotypes : caractéristiques opérationnelles et démographiques inattendues des kamikazes de Boko Haram » ILLUSTRATION *ADF*

24 août 2014 — Dans une vidéo, Abubakar Muhammad Shekau, leader de Boko Haram, proclame un califat dans le Nord du Nigeria.

7 octobre 2014 — La CBLT crée la MNJTF sous sa forme actuelle à Niamey, au Niger.

25 novembre 2014 — Le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine approuve l'activation de la MNJTF.

3 janvier 2015 — Des centaines d'hommes armés de Boko Haram saisissent la ville de Baga et les villages voisins au Nord du Nigeria, ainsi qu'une base militaire multinationale, lors d'un raid de plusieurs jours, provoquant la mort de près de 2.000 personnes.

29 janvier 2015 — Le CPS approuve officiellement le déploiement de la MNJTF pour 12 mois, ce qui sera renouvelé ultérieurement.

7 mars 2015 — Lors d'un message audio soi-disant d'Abubakar Shekau, Boko Haram prête allégeance à EIIL.

12 mars 2015 — Un porte-parole d'EIIL annonce que le califat s'est étendu à l'Afrique occidentale et qu'Abou Bakr al-Baghdadi a accepté le serment d'allégeance de Boko Haram.

28-30 avril 2015 — Les troupes nigérianes sauvent environ 450 femmes et jeunes filles dans la forêt de Sambisa lors d'une opération visant à détruire les camps de Boko Haram et à secourir les civils.

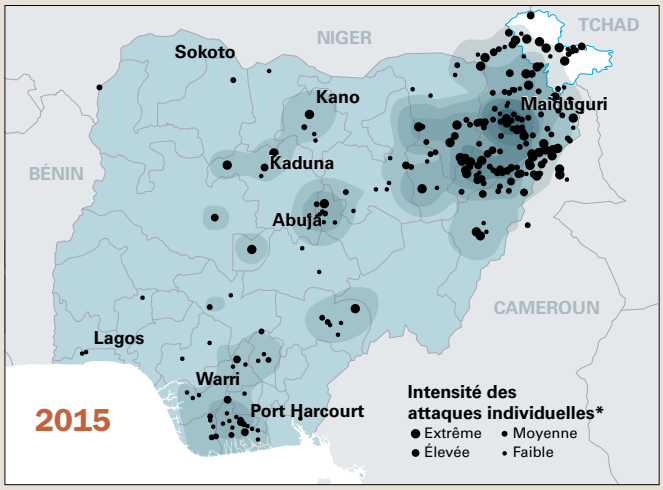
25 mai 2015 — Le quartier général du commandement de la MNJTF est inauguré à N'Djaména, au Tchad.

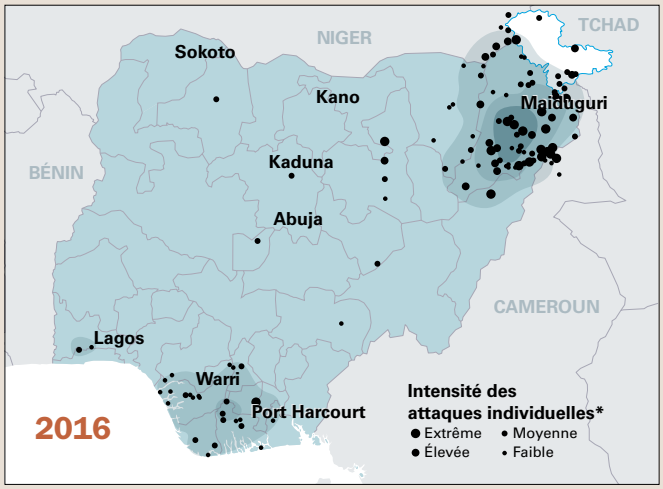
19 juillet 2015 — L'armée du Nigeria lance l'Opération « Lafiya Dole », ce qui signifie La Paix par la Force en haoussa, pour lutter contre Boko Haram. Elle remplace l'Opération « Zaman Lafiya ».

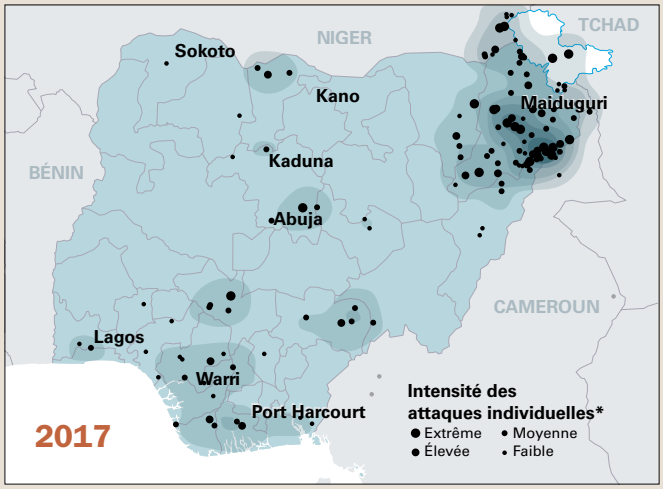
23 septembre 2015 — Les

RISQUE LOCALISÉ SELON LES INCIDENTS TERRORISTES SIGNALÉS*

Faible — Extrême







*Intensité des attaques signalées en fonction du nombre de victimes qui sont décédées ou qui ont été blessées ou prises en otage

Source: Verisk Maplecroft

ILLUSTRATION *ADF*

Suite de la page 10

de l'été 2016, l'État islamique annonce qu'Abou Mosab al-Barnaoui est le nouveau chef de Boko Haram. Le sort d'Abubakar Shekau reste incertain, bien qu'il soit apparu dans des messages vidéo prétendant qu'il n'avait pas été remplacé, selon un reportage de la BBC. On dit qu'il dirige maintenant un clan de Boko Haram séparé et moins important.

M. al-Barnaoui prend la direction du groupe au moment où les forces armées nigérianes et celles d'autres pays du bassin du lac Tchad font des progrès contre le groupe extrémiste.

LA FORCE MULTINATIONALE MIXTE

Les préoccupations dues à la sécurité dans le Nord du Nigeria et dans les pays environnants ne présentent rien de nouveau. En 1994, la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) avait décidé de créer la Force de sécurité multinationale mixte pour combattre le banditisme transfrontalier dans la région. Mais la force ne fut formée que quatre ans plus tard. « La force est restée relativement léthargique, en se limitant à l'organisation de quelques patrouilles », selon un rapport de l'ISS (Institute for Security Studies, Institut pour les études sur la sécurité) de septembre 2016.

En 2012, la CBLT actualise le mandat de la force pour combattre Boko Haram. En octobre 2014, la force prend le nom de MNJTF (Multinational Joint Task Force, Force mixte) lors de la réunion des pays de la CBLT (Cameroun, Tchad, Niger et Nigeria) et du Bénin à Niamey, au Niger, pour des discussions sur le déploiement d'une force multinationale et la création d'un quartier général du commandement pour la lutte contre Boko Haram. Dès cette époque, les extrémistes étaient devenus un problème régional, plus seulement une préoccupation du Nigeria.

Vers le milieu 2015, les chefs d'état et de gouvernement de la CBLT et du Bénin se réunissent à Abuja, au Nigeria, et adoptent un concept des opérations, une structure de commandement et un quartier général du commandement, selon l'ISS. Le Nigeria obtient le droit de commander la force pendant la durée de

son mandat, puisque Boko Haram est principalement actif au Nigeria. Le Cameroun assume le poste du commandement adjoint de la force et le quartier général du commandement de la MNJTF est créé à N'Djaména, au Tchad.

La taille de la MNJTF a varié depuis sa création, en commençant avec un personnel de 7.500, puis en passant à 8.700 pour se stabiliser à environ 10.000. En date d'août 2015, l'ISS estime que les contributions de chaque pays sont les suivantes : Bénin : 150 ; Cameroun : 2.450 ; Tchad : 3.000 ; Niger : 1.000 ; Nigeria : 3.000.

L'ISS signale que les patrouilles de la MNJTF ont commencé en novembre 2015, mais que ses opérations de grande envergure ont commencé en février 2016. La MNJTF attire maintenant l'attention hors de l'Afrique. Des fonctionnaires français se sont rendus à N'Djaména en juillet 2017 pour rencontrer les commandants de la force mixte. La ministre française des Armées Florence Parly a déclaré que la visite avait pour objet de féliciter la MNJTF et d'apprendre comment administrer les efforts de lutte contre l'instabilité dans la région du Sahel avec la Force conjointe du G5 Sahel, selon le Global Sentinel. Le brigadier-général Moussa Mahamat Djoui, commandant adjoint de la MNJTF, a déclaré que son succès était fondé sur la confiance, l'engagement, et le partage en temps voulu des renseignements entre les membres du groupe.

DES PROGRÈS ONT ÉTÉ FAIT ; DU TRAVAIL RESTE À FAIRE

Le travail des forces armées nigérianes et de la MNJTF a été crucial pour saper Boko Haram en tant que force combattante de première ligne détentrice d'un territoire. David Doukhan, associé de recherche à l'Institut international pour la lutte contre le terrorisme, écrit en octobre 2017 que les opérations militaires ont provoqué la perte de terrain, de munitions, d'équipement, de bases et d'effectifs pour Boko Haram. Les résidents déplacés commencent à retourner dans la région.

Bien que ces avancées constituent un progrès, M. Doukhan avertit qu'elles ne devraient pas être considérées comme des victoires. En fait, il reste à faire beaucoup de travail, en plus des simples opérations militaires, pour remporter la victoire finale contre Boko Haram. « Ces changements structurels, qui s'ajoutent à l'offensive des forces armées nigérianes appuyées par la MNJTF, ont forcé le groupe terroriste à reprendre sa structure organisationnelle décentralisée initiale, ce qui complique les opérations militaires, écrit-il, mais l'idéologie radicale est implantée profondément dans la population. »

Boko Haram, explique-t-il, a démontré une capacité remarquable à se regrouper après chaque revers. L'éradication des insurgés peut exiger une force importante participant à une guerre d'usure contre des partisans dispersés, engagés dans des tactiques de guérilla. Le Nigeria devra aussi entreprendre un programme de démobilisation, désarmement et réhabilitation, et un programme de réconciliation comme l'Opération Corridor de sécurité, par lequel l'état réhabilite et réintègre dans la société les combattants repentants de Boko Haram.

« L'armée nigériane et la MNJTF ont remporté des victoires mais elles n'ont pas provoqué de défaite décisive. Le chemin de la paix est long, écrit M. Doukhan. Il est possible d'éliminer l'idéologie djihadiste radicale dans la région seulement par un traitement complet à long terme des facteurs politiques, sociaux et économiques qui suscitent la sympathie pour le groupe et son idéologie radicale. » ❑

forces armées nigérianes lancent des raids contre des camps de Boko Haram dans deux villages, en sauvant 241 femmes et enfants et en faisant prisonniers 43 militants.

11-14 février 2016 — Le Cameroun attaque une base de Boko Haram à Ngoshe, au Nigeria, en neutralisant 162 militants, en libérant environ 100 otages et en saisissant des armes lors de l'Opération Flèche 5

Mars 2016 — Des milliers de soldats du Cameroun et du Nigeria lancent l'Opération Tentacule pour éradiquer Boko Haram dans la forêt de Sambisa.

Avril 2016 — Le Nigeria lance l'Opération Corridor de sécurité pour réhabiliter les combattants de Boko Haram qui se sont repentis et se sont rendus.

Avril 2016 — Le Nigeria lance l'Opération Châtiment pour éliminer Boko Haram de la forêt de Sambisa et des zones frontalières environnantes.

Juin 2016 —L'Armée de l'air nigériane lance l'Opération « Gama Aiki », ce qui signifie Finissez le travail en haoussa, suite à l'Opération Châtiment.

3 août 2016 — Al-Naba, publication d'EIIL, déclare qu'Abou Mosab al-Barnaoui est le nouveau chef de Boko Haram.

13 octobre 2016 — Les militants de Boko Haram mettent en liberté 21 lycéennes de Chibok à la suite de négociations avec le gouvernement nigérian. C'est la première libération en masse pour les plus de 200 jeunes filles kidnappées en avril 2014.

6 mai 2017 — Boko Haram libère 82 lycéennes de Chibok à la suite de négociations avec le gouvernement nigérian.

Sources : Union africaine, BBC, CNN, ISS, *The Nation,* J. Peter Pham, Pulse.ng, This Day Live, Vanguard, Voice of America

Maintien de L'ÉLAN

Le commandant d'une force régionale pense que la stabilité et la paix embelliront l'avenir du bassin du lac Tchad

PERSONNEL D'*ADF*

REUTERS

Le major-général Lucky Irabor de l'Armée de terre du Nigeria *est commandant de la Force multinationale mixte (MNJTF) dont le quartier général se trouve à N'Djaména au Tchad. En 2016 et 2017, il était le commandant de théâtre de l'Opération Lafiya Dole, mission militaire nigériane pour vaincre Boko Haram. Il est officier des transmissions et a participé à de nombreuses missions de maintien de la paix, notamment le Groupe de surveillance de la communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest en Sierra Leone. Il était aussi commandant de la brigade des transmissions de la 3ème division au Nord-Est du Nigeria et, à la demande du président, il a établi le Centre de commandement et de contrôle à Maiduguri en 2015 pour coordonner les efforts anti-terroristes. Il a parlé par téléphone à* ADF *en novembre 2017 au quartier général de la MNJTF. Ses remarques ont été modifiées pour les adapter à ce format.*

ADF : *En mars 2016, vous avez été nommé commandant de théâtre de l'Opération Lafiya Dole. Quelles furent vos pensées lorsque vous avez reçu cette affectation et qu'est-ce que cette opération a représenté en termes de nouvelle stratégie ?*

Major-général Irabor : En janvier de cette année, j'avais assumé le poste de commandant de théâtre adjoint ; donc, en seulement trois mois, j'ai été nommé commandant de théâtre. Alors, bien sûr, j'ai fait face à un défi tout nouveau, bien que j'en connaisse les enjeux. Je savais déjà ce qu'était l'intention du chef d'état-major de l'Armée de terre en ce qui concerne cette approche. J'ai pu rapidement comprendre ce que je devais faire dans le théâtre en termes de réalignement de la philosophie du commandement, et aussi des questions concernant la logistique, le moral des troupes et les exigences de formation. Nous devions avoir une excellente relation avec les supérieurs hiérarchiques : le chef d'état-major de l'Armée de terre et le chef d'état-major de la Défense. Cette relation devait être correctement comprise pour assurer que toute action suivie sur le terrain ait l'impact souhaité. Il y avait quelques défis à relever et, si vous comprenez bien cet aspect de l'opération, il est probable que vous ferez des progrès.

ADF : *Lorsque Lafiya Dole a été annoncée, une grande partie du territoire du Nord-Est du Nigeria était en cours de libération ou avait déjà été libérée. Entre février et mai 2015, 36 villes ont été reprises des mains de Boko Haram. Il semble que ce qui était la chose la plus importante pour Lafiya Dole, c'était de conserver et de sécuriser le territoire. Est-ce correct ?*

Des soldats du Tchad s'envolent pour Diffa au Niger pour participer aux efforts internationaux visant à vaincre Boko Haram.
THE ASSOCIATED PRESS

Major-général Irabor : Cela exigeait réellement un changement stratégique. Ce que nous avons découvert, c'est l'existence d'un besoin de nous rapprocher davantage des troupes de première ligne afin d'améliorer la disposition logistique des troupes. Il existait aussi un besoin d'améliorer la motivation générale des soldats au niveau de leur bien-être. Bien sûr, à l'époque où j'ai pris la relève, nous commencions déjà à constater le revirement des pertes. Mais la cadence était beaucoup plus lente. Lorsque nous avons pris la relève, il fut nécessaire d'accélérer la récupération des territoires. En soutenant cet élan, nous avons récupéré 18 gouvernements locaux dans l'État de Borno, ainsi que trois gouvernements locaux dans l'État d'Adamawa et deux gouvernements locaux dans l'État de Yobe, qui tous étaient entièrement contrôlés par Boko Haram. Au moment de mon départ, tous les gouvernements locaux dans l'ensemble du Nord-Est avaient été libérés. Donc tout ce qui nous restait à faire, c'était de maintenir la pression et d'assurer que les petits repaires des jungles soient détruits. Au cours du temps, la menace s'est transformée en ce que vous avez maintenant. Dans un effort de pertinence, Boko Haram a recouru à l'utilisation des engins explosifs improvisés (EEI) en plus grands nombres, ainsi que des EEI montés sur véhicule (EEIMV) et des EEI sur personne.

ADF : ***La pire année des attentats suicides fut 2015, où Boko Haram en conduisit 101. L'année suivante, le nombre a diminué et il n'est pas remonté au chiffre record précédent. Avez-vous utilisé des stratégies pour combattre la menace asymétrique ?***

Major-général Irabor : Nous avons acheté un équipement pour contrecarrer les EEI, ce qui a eu beaucoup d'impact sur les soldats. Chaque fois que nous avions un incident avec une attaque par EEIMV sur les soldats, c'était très démoralisant ; c'était tout à fait dévastateur. Nous avons donc fait des efforts pour acheter des équipements anti-EEI, ce qui a amélioré le moral des soldats et réduit l'impact des attaques. Nous avons aussi amélioré notre collecte de renseignements pour connaître les sources des matériaux des EEI et savoir où ils étaient situés. Nous avons fait un effort concerté pour les localiser et les détruire. Cela a aidé à réduire le nombre d'incidents, jusqu'à ce qu'ils aient recours à l'emploi de fillettes comme moyens pour transporter ces engins afin de contourner certaines des mesures que nous prenions.

ADF : ***En décembre 2016, les forces nigérianes récupérèrent Camp Zairo, base des opérations de Boko Haram dans la forêt de Sambisa. Quelle en était l'importance symbolique et stratégique ?***

Major-général Irabor : Je m'en souviens très vivement. C'était une opération que j'avais planifiée, en compagnie de mes commandants et de mon état-major. Nous avons pris le temps de délibérer et de savoir ce qu'il fallait faire. C'était très stratégique. Avant cette opération, Boko Haram et son leader Abubakar Shekau tout particulièrement, semblaient être compétents et

dangereux. Lorsque nous sommes entrés dans la forêt de Sambisa et dans Camp Zairo précisément, le mythe qui entourait la forêt et le leadership de Boko Haram fut rompu. Ce sens d'inviolabilité de sa structure de commandement fut rompu. Nous lui avons donné le nom de code Opération Sauvetage final. Elle a eu un grand impact. Elle a précipité la libération d'autres jeunes filles de Chibok. Après cela, le leadership de Boko Haram était soumis à une pression beaucoup plus forte. Ils n'avaient pas d'autre choix que d'accélérer les négociations avec le gouvernement fédéral et de libérer rapidement quelques-unes des jeunes filles de Chibok. De notre côté, nous avons pensé que nous avions enregistré un gain important en pénétrant dans cette forêt et les troupes étaient vraiment motivées. Toute victoire de ce type rehausse le moral, ce qui nous aide à galvaniser les troupes plus encore. Elle a aussi affaibli les terroristes de Boko Haram, en particulier la faction Shekau. Après cette opération, Abubakar Shekau et son leadership n'ont plus été vu. En ce qui concerne l'importance de la récupération de Camp Zairo, nous déclarons qu'elle était tout à fait stratégique ; c'était en fait le point culminant de l'opération pendant que j'étais le commandant de théâtre.

« Ils comprennent que l'on ne peut tout simplement pas être limité à ses frontières, puisque la menace ne respecte pas les frontières. … La coopération se fait au mieux et j'espère que cela va durer au-delà du confinement de cette menace. »

ADF : *La Force multinationale mixte a été activée en 2015 et vous êtes devenu commandant de la force en 2017. Les pays travaillent-ils maintenant ensemble dans des opérations combinées ? Partagent-ils le renseignement ? Comment la MNJTF a-t-elle améliorée les relations de sécurité bilatérales et multilatérales dans la région ?*

Major-général Irabor : La relation s'est non seulement améliorée, elle fonctionne maintenant au mieux. L'accord et la coopération avec le leadership politique se sont propagés vers le bas de l'ensemble de la chaîne de commandement. Sur le terrain, les commandants de secteur ont l'obligation d'organiser des opérations bilatérales avec différentes opérations nationales. Ils comprennent que l'on ne peut tout simplement pas être limité à ses frontières, puisque la menace ne respecte pas les frontières. Nous avons changé la configuration de tuyau de poêle qui existait auparavant. Cela nous aide à surmonter le peu de confiance qui existait depuis longtemps. En outre, les agences de renseignement partagent maintenant leurs informations. Nous avons une plateforme commune où il existe des échanges de renseignements sur les questions qui concernent cette opération. La coopération se fait au mieux et j'espère que cela va durer au-delà du confinement de cette menace. Je pense que c'est quelque chose dont nous pourrions bénéficier à l'avenir en termes de développement.

Des secouristes transportent un cadavre d'une ambulance après un attentat suicide dans un marché à l'extérieur de Maiduguri au Nigeria. THE ASSOCIATED PRESS

ADF : *La MNJTF souffre-t-elle d'une faiblesse qui doit être corrigée ?*

Major-général Irabor : Bien entendu, dans tout engagement vous découvrez toujours des défis. Pour le moment, les ressources constituent un défi énorme. En plus des ressources qui concernent la logistique, nous constatons aussi un défi au niveau du renseignement. Le renseignement ne peut jamais être suffisant. L'opération que nous conduisons est poussée par le renseignement. Pour avoir un impact important, il est nécessaire d'utiliser le renseignement pour perfectionner les opérations et être plus décisif. Nous savons aussi que les capacités des pays qui contribuent des soldats ne sont pas toutes les mêmes. Ce n'est pas uniforme pour tous. Mais bien sûr cela nous offre l'opportunité de commencer à connaître ce dont nous avons besoin pour nous uniformiser à l'avenir.

Il existe aussi des questions qui sont liées à d'autres parties prenantes hors des pays de la CBLT [Commission du bassin du lac Tchad] qui, en fonction des préjugés qu'elles avaient auparavant, rendent difficile l'obtention du type de soutien en termes de la quantité et du moment où il est souhaité. Tout le monde commence maintenant à comprendre que la MNJTF n'est pas ce qu'on pensait. Les choses sont bien meilleures. Nous espérons que cette façon de penser sera renforcée et affinée pour obtenir un plus grand soutien afin de relever ce défi. Mais je n'abandonne pas face à de tels défis. Je pense qu'il existe toujours une opportunité d'améliorer quoi que ce soit que nous ayons. Je crois qu'il est possible de convaincre ceux qui ont des doutes pour qu'ils reconnaissent l'excellence de ce que nous avons ici.

Des jeunes filles discutent devant une école à Maiduguri au Nigeria. L'école a été forcée de fermer à cause des attaques de Boko Haram dans la région. THE ASSOCIATED PRESS

ADF : ***Considérez-vous la MNJTF comme un modèle pour d'autres régions qui affrontent des groupes extrémistes transnationaux similaires ?***

Major-général Irabor : Oui, je considère la MNJTF comme un modèle. Il y a seulement deux mois, le leadership du G5 Sahel était ici pour examiner ce que nous faisons et déterminer ce dont ils ont besoin pour assurer de bien faire les choses. J'espère leur rendre visite parce que je pense que leur force va complémenter ce que nous faisons ici.

Dans la gestion des menaces, il faut bien comprendre les caractéristiques locales des diverses régions ou sous-régions. Les pays de la CBLT ont une compréhension commune de la menace et de son impact. Il faut aussi savoir que personne n'est isolé ; nous sommes mieux ensemble et l'approche conjointe est nécessaire pour résoudre un problème. Cela aide à galvaniser la coopération. À l'avenir, si d'autres régions où il existe des menaces similaires peuvent partager cette compréhension pour savoir que la prospérité est liée aux intérêts communs de toutes les nations, il sera plus facile d'élaborer des mécanismes de gestion des conflits. Nous avons ici un bon modèle que les autres peuvent copier. Bien sûr, des améliorations sont toujours possibles et nous commençons déjà à examiner le concept des opérations pour déterminer à quel niveau nous pourrons le renforcer. Mais le modèle est bon.

ADF : ***Maintenant que l'insurrection est dégradée, que doit-il se passer au cours de la prochaine année pour consolider ces gains et poser les jalons d'une paix durable ?***

Major-général Irabor : D'abord et surtout, nous ne suspendons pas notre opération militaire, nous allons plutôt la poursuivre. Ceci est crucial pour toute autre mesure que nous allons prendre. [En novembre 2017] nous avons tenu la première réunion sur la stabilisation du bassin du lac Tchad. Nous commençons à examiner comment développer une stratégie pour stabiliser la région. Nous devons mettre en œuvre des mesures pour améliorer les structures gouvernementales locales au sein des divers états. Nous devons faire plus pour assurer qu'une priorité soit donnée à l'éducation. Le bassin du lac Tchad était resté pendant longtemps une étendue non gouvernée. Nous pensons que la responsabilisation des gens, en particulier celle des femmes et des enfants, sera cruciale. Nous croyons aussi que les mécanismes traditionnels locaux de gestion des conflits peuvent être intégrés aux activités futures. Il doit aussi exister un engagement sérieux de la part des jeunes. Si vous visitez les lieux ici, vous découvrez un bon nombre de jeunes en bonne santé qui sont plus ou moins oisifs. Donc des mesures qui les éloigneraient de la rue pour qu'ils puissent être occupés de façon plus constructive seraient très utiles.

Il est tout à fait crucial que les autres partenaires stratégiques hors de la région comprennent les enjeux et le type de soutien qu'il est nécessaire de fournir. Il faut que ce soit très transparent, axé sur les objectifs, ciblé. Le soutien donné à la MNJTF n'est pas seulement pour cette force ; c'est un soutien en vue de renforcer la paix et la sécurité du monde entier. Si un plus grand soutien est fourni pour le type d'engagement que nous avons ici, il aura un impact sur les autres parties du monde. Les terroristes peuvent apparaître partout et se déplacer pour commettre leurs méfaits vers d'autres régions du monde. Lorsqu'un soutien tout à fait objectif et transparent sera fourni pour ce que nous faisons ici, nous renforcerons la paix et la sécurité mondiales. ❑

UNE RÉGION SE RALLIE

La Force multinationale mixte montre les points forts et les limites de l'action collective de sécurité

PERSONNEL *D'ADF*

Boko Haram, démontrant sa capacité à franchir les frontières et à exploiter les points faibles des quatre pays limitrophes du lac Tchad, a bénéficié d'une région divisée pour se renforcer. Les pays affectés ont décidé qu'il n'existait qu'une seule façon d'affronter ce problème : unir leurs forces.

Résultat : la MNJTF (Multinational Joint Task Force, Force multinationale mixte), effort militaire régional de 10.500 personnes conçu pour éradiquer Boko Haram une fois pour toutes.

La MNJTF est créée par la CBLT (Commission du bassin du lac Tchad) en 1998 pour lutter contre le banditisme routier et d'autres crimes transfrontaliers. Elle est réactivée en 2014 et autorisée par l'Union africaine à mener des opérations de combat contre Boko Haram, à intercepter le trafic d'armes, à libérer les otages et à encourager les défections.

Elle devient opérationnelle en 2015 mais conduit sa première mission seulement en 2016. Quatre états membres de la CBLT, le Cameroun, le Tchad, le Niger et le Nigeria, ainsi que le Bénin, y contribuent des soldats. Chacun des quatre pays riverains du lac a un quartier général régional, et le quartier général de la mission est situé à N'Djaména, au Tchad.

La MNJTF a eu des faux départs et a subi des revers, y compris le problème important du budget de 700 millions de dollars sans source fiable de financement. Mais les observateurs sont encouragés par ce qu'elle représente : une solution véritablement africaine à un problème de sécurité africain.

Un garçon salue les membres de l'armée du Nigeria en patrouille dans Maiduguri.

REUTERS

Les chefs militaires et civils se réunissent pour l'inauguration du quartier général de la Force opérationnelle multinationale interarmées à N'Djaména, au Tchad.
UNION AFRICAINE

« Pour la première fois, nous constatons que cinq pays africains gèrent leurs problèmes réels de sécurité », déclare Hans de Marie Heungoup, expert camerounais de la sécurité auprès de l'International Crisis Group. « Boko Haram n'est pas seulement une petite chose : il s'agit d'un groupe qui avait [des milliers] de combattants, donc c'est une menace sérieuse. Les pays africains ont été capables de la gérer pratiquement sans aucun soutien des pays occidentaux. C'est une très importante leçon qui a été apprise. »

Succès précoce

La première preuve concrète de la stratégie de la MNJTF se manifeste en été 2016 avec l'Opération « Gama Aiki », ce qui veut dire Finissez le travail dans la langue haoussa du Nord du Nigeria. La coalition commence à frapper les places fortes de Boko Haram autour du bassin du lac Tchad.

En provenance du Nord et du Nord-Ouest du lac, les forces du Tchad et du Niger appuyées par des hélicoptères de combat attaquent les enclaves de Boko Haram. Leur objectif consiste à anéantir les bases du côté nigérien de la frontière et d'entrer au Nigeria pour libérer la zone voisine de la rivière Komadougou, qui est devenue un point de départ pour les attaques. En même temps, les forces du Nigeria se rendent au Nord le long de la frontière avec le Cameroun en poussant les militants de Boko Haram dans la forêt de Sambisa. À l'Est, 2.500 soldats du Cameroun partent de la ville de Makari, franchissent la frontière du Nigeria et attaquent une base de Boko Haram près de la ville de Saguir.

> **« Pour la première fois, nous constatons que cinq pays africains gèrent leurs problèmes réels de sécurité. »**
>
> *~ Hans de Marie Heungoup, expert camerounais sur la sécurité, International Crisis Group*

Dans l'ensemble, c'est un effort impressionnant coordonné depuis le quartier général de N'Djaména. Selon la MNJTF, au cours des cinq premiers mois de 2016, la force mixte libère 4.690 otages détenus par Boko Haram, « neutralise » 675 membres de Boko Haram, arrête 566 membres et démantèle 32 camps. En octobre 2016, 240 membres supposés de Boko Haram et leurs familles se rendent à la MNJTF à Baga-Sola, au Tchad, après un effort visant à bloquer les routes d'approvisionnement de Boko Haram et à isoler ses places fortes.

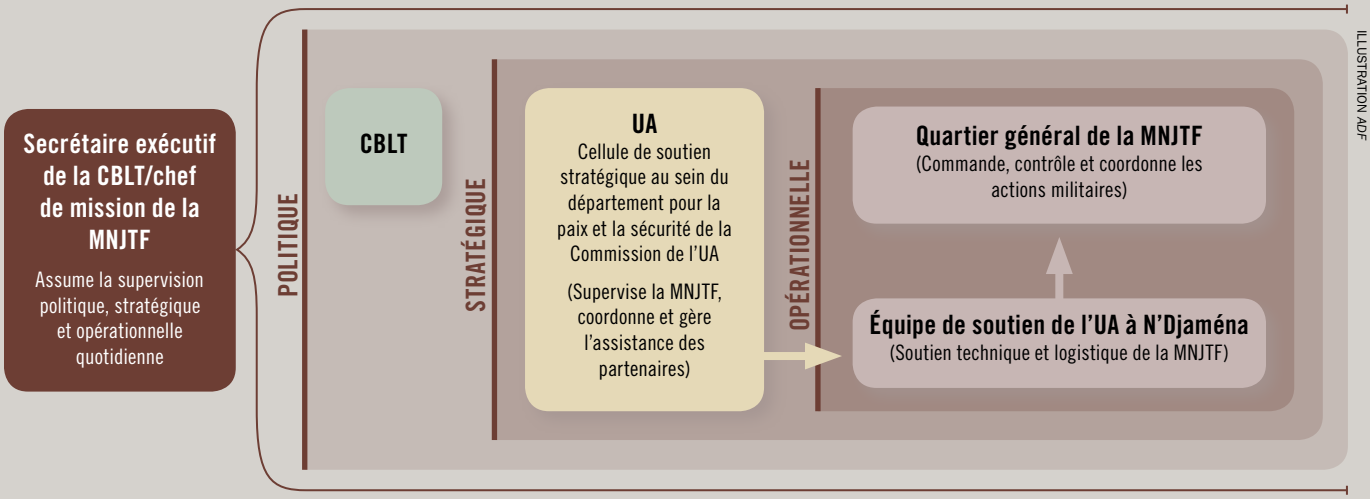
« Leur fin est venue. Boko Haram suit une trajectoire descendante », déclare en 2017 aux soldats le major-général Lucky Irabor, commandant de la MNJTF. « Ce fait à lui seul devrait vous motiver pour savoir que la guerre est en train d'être gagnée et pour que vous puissiez fournir votre ultime énergie et engagement pour qu'ils soient complètement vaincus. »

Une chaîne de commandement complexe

La structure de la MNJTF est nécessairement complexe. Elle exige la légitimité d'une organisation multinationale, mais elle doit aussi recevoir l'approbation de chaque chef d'état et chaque commandant militaire, lesquels ne souhaitent pas céder leur autorité pour la prise de décisions majeures. C'est un équilibre délicat. Si l'une quelconque de ces parties prenantes n'est pas incluse, le projet pourrait échouer.

Le chef civil de la MNJTF est le secrétaire exécutif de la CBLT. Il dirige les activités politiques, stratégiques et opérationnelles quotidiennes de la mission. La MNJTF compte aussi sur une « équipe de soutien de mission » de l'UA, qui offre une assistance technique et coordonne l'appui des partenaires. Les opérations militaires

Structure de commandement de la MNJTF



Source : Institute for Security Studies

Un soldat nigérian patrouille dans la ville de Banki au Nord-Est du Nigeria.

AFP/GETTY IMAGES

sont supervisées par le commandant de la force basé à N'Djaména qui, par accord unanime, est un Nigérian. Au final, les quatre commandants de secteur et les chefs civils et militaires de chaque pays ont une grande latitude en ce qui concerne les opérations qui seront ou ne seront pas autorisées.

M. Heungoup déclare que c'est « une force coordonnée, mais pas intégrée ou fusionnée ». En fin de compte, ce sont les armées nationales qui décident de ce qui se produira. « La MNJTF n'a pas d'argent pour payer les soldats ou pour les équiper, déclare-t-il. Cela signifie en pratique que le soldat n'est pas à 100 pour cent sous les ordres du commandant nigérian, même si c'est le cas en théorie. Le ministère de la Défense aura toujours son mot à dire sur ce qu'il fait. »

Selon l'ISS (Institute for Security Studies, Institut pour les études sur la sécurité), la MNJTF devrait être considérée comme un « cadre pour coordonner les actions afin d'obtenir un effet multiplicateur ». La MNJTF n'est pas conçue pour remplacer les efforts nationaux des quatre pays du lac Tchad ni même les efforts bilatéraux contre Boko Haram.

Un manifestant à Niamey, au Niger, tient une pancarte qui indique : « Agissons Ensemble Contre Boko Haram ».

AFP/GETTY IMAGES

Emplacements des bases de la MNJTF

NIGER
NIGERIA
TCHAD
CAMEROUN
Lac Tchad

Nokou, Rig-Rig, Mao, N'Guigmi, Ngouri, Bosso, Mainé-Soroa, Diffa, Baga-Sola, Damasak, Massakory, Kukawa, Baga, Geidam, Mongonu, Tourba, Moyto, Massaguet, Bokoro, Makari, Gubio, N'Djaména, Dikwa, Maiduguri, Damaturu, Ngamdu, Dourbali, Bili, Logone Birni, Bama, Gwoza, Mora, Mokolo, Bogo, Guelengdeng

0 km 70 140 210 km

- N'Djaména : quartier général de la MNJTF
- Mora : quartier général, secteur 1
- Baga-Sola : quartier général, secteur 2
- Baga : quartier général, secteur 3
- Diffa : quartier général, secteur 4

Capitale · Ville · Ville principale · Village

ILLUSTRATION *ADF*

Coopération

Une méfiance historique entre les chefs militaires et politiques existe en Afrique occidentale, comme dans beaucoup d'autres régions du monde. Le Cameroun et le Nigeria, par exemple, se disputent depuis plusieurs décennies au sujet de leurs frontières.

Au début, cette hostilité entravait quelque peu la MNJTF. Le Nigeria déclarait d'une voix forte qu'il ne voulait pas que des armées étrangères empiètent sur son territoire à la poursuite de Boko Haram. Selon M. Heungoup, les demandes faites par le Cameroun et le Nigeria pour franchir la frontière à la poursuite de Boko Haram étaient régulièrement refusées en 2013 et 2014. L'élection du président nigérian Muhammadu Buhari en mai 2015 fut un événement majeur qui aida à changer cela. Il proclama son soutien vigoureux pour la MNJTF et entre juin et août 2015 il rendit visite aux chefs d'état des quatre autres pays de la force mixte pour réaffirmer son engagement.

« Le président Buhari a fourni un nouveau dynamisme aux efforts de réponse conjoints, comme l'illustrent son engagement à contribuer jusqu'à 100 millions de dollars pour créer la MNJTF et sa décision d'en assumer le leadership », écrivent William Assanvo et ses co-auteurs dans un rapport de l'ISS sur la force mixte.

Le modèle de coopération de la MNJTF a évolué. Bien qu'il n'inclue pas typiquement des unités mixtes ou des missions conjointes, il admet le droit de poursuite transfrontalière, en général jusqu'à une distance de 25 kilomètres, et le partage considérable des informations.

« En ce moment, le renseignement est partagé ; cela n'était pas le cas au début, déclare M. Heungoup. Le renseignement stratégique, et même le renseignement tactique, ce sont les plans opérationnels, les cibles, les projets. … Ce n'est pas quelque chose qui s'est réalisé du jour au lendemain parce qu'au début ils étaient très réticents. Cela s'est développé progressivement. »

Un exemple de cette coopération est l'Opération Flèche Cinq qui organisa le raid du village de Ngoshe au Nigeria par les forces armées du Cameroun en février 2016. Situé à 20 kilomètres de la frontière avec le Cameroun, Ngoshe était une place forte de Boko Haram et servait de centre de fabrication pour les engins explosifs improvisés et les mines terrestres. Avec l'aide des services de renseignement du Nigeria, les forces camerounaises ont libéré le village et tué 162 combattants de Boko Haram. Les forces nigérianes ont empêché les terroristes en fuite de se retirer.

Bien que la responsabilité partagée soit un point fort de la MNJTF, certains observateurs ont noté qu'elle permet une certaine diffusion de la responsabilité. Puisque les forces armées ne sont pas uniformément fortes ou bien équipées, Boko Haram recherche les points faibles. Selon l'IDA (Institute for Defense Analyses, Institut pour les analyses de défense), après l'attaque d'une base nigérienne par Boko Haram en 2016, au cours de laquelle 32 soldats sont morts, le Niger fut forcé de demander de l'aide au Tchad. Cette aide mit environ un mois pour arriver. Depuis 2015, il y a aussi des indications selon lesquelles le groupe a abandonné l'occupation du terrain et adopté des tactiques asymétriques.

L'IDA soutient que, pour que la MNJTF soit vraiment efficace, elle doit être agile et coordonnée. « Les efforts individuels des forces armées régionales ont conduit à des efforts inégaux contre le groupe », écrit Hillary Matfess, chercheuse à l'IDA. « L'échec de coordination d'un effort régional a conduit à des efforts militaires qui font bouger Boko Haram, plutôt que d'anéantir l'insurrection. »

Un modèle qu'il convient de reproduire ?

La MNJTF est considérée comme la réponse à un problème sérieux, qui ne s'appuie pas fortement sur l'assistance externe des pays occidentaux ou de l'Union africaine. L'UA fournit des appareils de communication, des véhicules et des génératrices et l'Union européenne avait promis de fournir 50 millions d'euros.

La MNJTF a été créée par une coalition de pays bien disposés et elle a élaboré sa stratégie à la volée. Les experts tels que Cedric de Coning en Afrique du Sud vantent ce type de solution ponctuelle qui est rapidement développé afin de contrecarrer une menace spécifique. Le modèle ponctuel remplacerait l'ancien modèle des forces en attente et des coalitions préétablies. M. de Coning déclare que cela est nécessaire en Afrique, où les coalitions doivent être basées sur l'intérêt national et les aptitudes.

M. Heungoup déclare que d'autres régions devraient être encouragées par le succès de la MNJTF, sans pourtant supposer qu'il puisse être reproduit ailleurs. Cela a marché dans le bassin du lac Tchad parce que plusieurs des pays concernés avaient des forces armées bien entraînées, éprouvées dans les combats. Ce n'est pas le cas pour chaque région du continent.

« Cela fonctionne parce que le Cameroun a une armée véritable : elle a ses points faibles mais elle est une vraie armée, capable d'infliger de lourdes pertes à Boko Haram, même si la MNJTF n'existait pas, déclare-t-il. Il en est de même pour le Tchad. Nous savons ce que le Tchad a fait au Mali et ailleurs. Cela marche parce que des pays possédant des armées efficaces se sont groupés. Cela pourrait-il être reproduit partout ailleurs ? Je n'en suis pas sûr. »

Cela a aussi marché parce que le caractère grave et immédiat de la crise exigeait une réponse rapide. Ce n'était pas un problème qui pouvait être reporté ou qui pouvait attendre dans l'espoir qu'il se résoudrait de lui-même.

« Il s'agissait de pays dont le territoire était sujet à une menace directe, et ils ne pouvaient donc pas attendre, déclare M. Heungoup. Ils ne pouvaient pas faire jouer la diplomatie. Ils ne pouvaient pas s'adresser à la MNJTF simplement pour recycler les troupes qu'ils ne pouvaient pas payer. C'était une menace existentielle. » ❑

AFP/GETTY IMAGES

Le Niger offre aux ex-combattants une

DEUXIÈME CHANCE

L'État de Diffa lance un programme pour réintégrer les insurgés et rétablir la paix dans ses villages.

PERSONNEL D'*ADF*

La nécessité du DDR (désarmement, démobilisation, réintégration) pour les insurgés qui se rendent est aussi vieille que la guerre elle-même. Les rebelles se fatiguent des batailles, ils se rendent aux vainqueurs et ils suivent un processus de réhabilitation avant de retourner dans la société.

Dans le cas des insurgés de Boko Haram, le DDR est particulièrement complexe. Il peut inclure, en plus des combattants qui se rendent, leurs femmes et leurs enfants, ainsi que d'anciens otages. Boko Haram a aussi une idéologie extrémiste, avec des combattants qui s'engagent à détruire l'état et à tuer les civils innocents. Enfin, le conflit est toujours en cours, ce qui amène à se demander comment concevoir un programme DDR pour une guerre qui n'est pas terminée.

« Du Nigeria à la Somalie, le DDR doit maintenant s'occuper des transfuges ou de ceux qui ont été capturés ou libérés sur le champ de bataille dans le contexte de la radicalisation ou dans l'absence d'une structure d'accord de paix », écrit Vanda Felbab-Brown du Centre pour la sécurité et le renseignement au 21ème siècle. « En outre, le "R" devient souvent une simple "réinsertion", ce qui est un concept beaucoup plus étroit que la réintégration et une étape qui a lieu avant tout désarmement officiel ou toute démobilisation. »

Mme Felbab-Brown a visité le Niger en mai 2017 pour observer les techniques DDR de ce pays. Elle note qu'il existe deux groupes différents ayant besoin d'une réhabilitation : les ex-combattants et leurs victimes.

« Beaucoup de captifs de Boko Haram n'ont jamais été radicalisés, mais simplement réduits en esclavage ; certains peuvent avoir commis des crimes odieux sous la contrainte, écrit-elle. Il est crucial d'établir un processus qui les sépare (par une procédure judiciaire et peut-être par l'emprisonnement) des autres qui peuvent être libérés après le DDR ou une autre assistance. »

Cela crée d'autres problèmes. « Sans mécanisme judiciaire ni critère de triage, l'abus des victimes capturées peut être perpétué ou des personnes dangereuses peuvent être libérées », écrit-elle.

Laouali Mahamane Dan Dano, gouverneur de la région de Diffa au Niger, déclare que son pays doit approcher le DDR selon une perspective unique. Beaucoup de combattants qui se rendent, dit-il, sont eux-mêmes des victimes.

« Pourquoi est-ce que ces jeunes hommes ont rejoint Boko Haram en premier lieu ? », demande-t-il lors d'une interview extensive. « Comment ont-ils été recrutés ? Certains d'entre eux, les premiers à rejoindre Boko Haram, l'ont considéré comme un jeu simplement, et finalement ils se sont retrouvés piégés. Ce qu'ils anticipaient et ce qu'ils pensaient est différent de ce qu'ils ont trouvé sur le terrain là-bas. »

« Ces garçons étaient nigériens comme nous, déclare-t-il. Ce sont des citoyens comme nous, qui ont commis une erreur. La meilleure façon de trouver une solution est donc d'essayer de leur donner une deuxième chance. »

Le gouverneur remarque que certains jeunes hommes ont rejoint Boko Haram parce qu'ils pensaient qu'ils ne pouvaient aller nulle part ailleurs.

« En 2011, 2012, 2013, Diffa a été inondé, déclare-t-il. Beaucoup de gens

Des réfugiés se rassemblent près de Diffa au Niger après avoir été forcés par Boko Haram de quitter leur foyer.
AFP/GETTY IMAGES

« Beaucoup de captifs de Boko Haram n'ont jamais été radicalisés, mais simplement réduits en esclavage ; certains peuvent avoir commis des crimes odieux sous la contrainte. »

— Vanda Felbab-Brown

du Centre pour la sécurité et le renseignement au 21ème siècle

REUTERS

AFP/GETTY IMAGES

« Ces garçons sont des Nigériens comme nous. Ce sont des citoyens comme nous, qui ont commis une erreur. La meilleure façon de trouver une solution est donc d'essayer de leur donner une deuxième chance. »

— Laouali Mahamane Dan Dano
gouverneur de la région de Diffa au Niger

ont perdu leur ferme. Ils cultivaient des piments et gagnaient de l'argent chaque saison, mais ils ont perdu leur source de revenu. Boko Haram a saisi cette opportunité pour leur offrir de l'argent et pour les recruter. »

Les observateurs déclarent que le Niger fait beaucoup plus attention au DDR que les autres pays de la région. Il organise des conférences sur le DDR et sensibilise les citoyens sur l'importance du programme. À la mi-2017, le programme de Diffa avait 150 participants, chiffre qui incluait les épouses et 28 jeunes garçons. Mais les experts s'inquiètent du fait que Diffa n'a pas les ressources pour loger séparément les ex-combattants et les femmes et enfants. Ceci est considéré comme une lacune grave, qui est contraire à la plupart des pratiques acceptées du DDR.

Il existe aussi la question d'une nouvelle formation pour les ex-combattants. À cause de la concurrence pour la terre parmi les agriculteurs et les éleveurs, Diffa a choisi de recycler les transfuges comme mécaniciens. Mais Mme Felbab-Brown note que les villages dans lesquels les ex-combattants retournent n'ont souvent pas besoin de mécaniciens. Beaucoup de ces villages interdisent même les motos, parce que Boko Haram les utilise pour les attentats suicides.

Les villageois sont aussi mécontents que les traîtres repentis reçoivent maintenant un traitement spécial alors qu'eux-mêmes doivent s'en passer. Comme les ex-djihadistes, les villageois sont affectés par la pauvreté et le chômage. Mme Felbab-Brown déclare que les expériences précédentes avec le DDR dans d'autres pays montrent que, si les communautés locales reçoivent une assistance comparable à celle des ex-combattants, elles seront plus à-même de les accepter à nouveau.

Aboubaker Issa, jeune leader de Diffa, pense que sa région a de mauvaises priorités.

« L'état devrait d'abord rencontrer ces communautés qui ont tout perdu, qui vivent sous les arbres », déclare-t-il à l'agence de presse IRIN. « Rencontrez ces gens, réconfortez-les et ramenez-les chez eux, donnez-leur les moyens de se réinstaller. Après ça, l'état pourra se tourner vers les ex-combattants et les aider à retourner dans leurs communautés. »

Le gouverneur déclare que les critiques et les observateurs externes ne comprennent pas les enjeux de Diffa. Il remarque aussi que, pour chaque transfuge qui reçoit une formation, cinq citoyens honnêtes sont formés.

« Tous les pays du monde, toutes les régions du monde ont leur propre réalité, déclare-t-il. Ce que nous faisons ici, les mesures que nous avons prises jusqu'à présent ont produit des résultats. … La fréquence des attaques contre le village a diminué. La meilleure chose à faire pour les partenaires occidentaux est d'essayer de nous aider et d'essayer de comprendre les mesures que nous avons prises jusqu'à présent. »

Le gouverneur met l'accent sur la nécessité pour les professionnels de la santé mentale et les psychologues de participer au processus DDR. En attendant, le Niger, ainsi que d'autres régions d'Afrique, utilise la « rééducation religieuse » en engageant des imams pour aider à « déradicaliser » les ex-combattants. La disponibilité des imams est meilleure que celles des professionnels de la santé mentale, et les sources de financement pour les engager sont plus faciles à obtenir.

Les autorités de Diffa indiquent que décembre 2016 fut une période cruciale pour leurs efforts de DDR. Ce mois-là, 14 combattants de Boko Haram se sont rendus aux autorités, ce qui fut une surprise pour les habitants de toute la région. Mais les responsables de Diffa avaient « mis discrètement à l'essai une tactique visant à demander aux familles dont les enfants avaient rejoint Boko Haram de faire passer le message d'une amnistie », selon le site Web d'actualités African Arguments.

Avant cette nouvelle tactique, la réponse principale de la région à Boko Haram était militaire, et enregistrait un certain succès. À la fin 2017, Boko Haram n'était plus la force qu'il était dans les années précédentes, et il s'était divisé en deux groupes se faisant concurrence. Mais bien que les assauts, attentats à la bombe et kidnappings aient fortement diminué, ils n'ont pas cessé. Lors d'un incident en juillet 2017, les combattants de Boko Haram à dos de chameau ont tué neuf personnes et kidnappé 40 autres dans un raid sur un village nigérien.

Personne ne déclare qu'une réponse militaire n'est pas essentielle : la stratégie de Diffa est considérée comme une façon de l'amplifier.

Dans une étude de 2017, l'International Crisis Group conclut que les programmes comme celui du Niger sont essentiels mais qu'ils doivent être équilibrés avec soin. Pour le Niger, les recommandations du groupe sont les suivantes : « Formuler des politiques de démobilisation et de réintégration pour les ex-combattants de Boko Haram, en particulier ceux qui ont participé à des crimes graves, tout en consultant les victimes de Boko Haram et leurs représentants pour éviter les cycles de règlement de compte. La création récente de sites de démobilisation est appréciée mais la réintégration des anciens insurgés est une question sensible qui nécessite un traitement habile et un investissement majeur à long terme par l'état et ses partenaires. »

De tels programmes d'amnistie en pleine guerre ont eu des succès auparavant. L'Ouganda utilisa une stratégie similaire contre l'Armée de résistance du Seigneur au début des années 2000. Le chercheur Edward Rackley déclare que « l'on pense généralement que cette politique a affaibli les rangs rebelles ».

Cependant, à l'encontre de l'Ouganda, l'initiative de Diffa à la fin 2017 n'a pas de processus juridique pour donner aux ex-combattants de Boko Haram un statut légal de déserteurs amnistiés.

M. Rackley écrit en avril 2017 que l'attention constante de Diffa sur le DDR est son meilleur point fort. « En tant qu'initiative conçue et exécutée localement, elle est aussi impressionnante et prometteuse, écrit-il. Lorsque des plans de désarmement, démobilisation et réintégration sont mis en œuvre, ils sont souvent importés de l'étranger avec peu d'engagement. Mais ce n'est pas le cas à Diffa, et d'autres régions confrontant le même problème observent de près cette expérience audacieuse. » ❑

Une oasis de plaisir en SOMALIE

PERSONNEL D'*ADF*

L'anarchie et la terreur tourmentent la Somalie depuis des années. Bien qu'une force de maintien de la paix de l'Union africaine ait amélioré la situation dans ce pays d'Afrique de l'Est, la violence y est toujours une menace.

Vers la fin octobre 2017, des militants attaquent l'hôtel Naso Hablod dans le district Hamarweyne de Mogadiscio, en tuant 29 personnes pendant un siège de 12 heures. Au moins 12 des victimes sont des officiers de police.

Plus tôt ce même mois, des enfants en tee-shirt et en short jouent dans l'eau près des ruines d'un immeuble dans le même district, soulignant ainsi le clivage de la vie en Somalie : les enfants s'amusent. Les adultes achètent des articles dans les marchés des villes.

Les Somaliens refusent de laisser la violence les vaincre ou les définir.

« Avec un endroit comme la Somalie, définie par des stéréotypes au-delà de ses frontières, il est devenu acceptable de penser que le pays renferme seulement la guerre et l'extrémisme, et d'oublier que les gens ici vivent des vies multidimensionnelles, avec des soucis, des intérêts et des désirs similaires et universels », écrit Alexis Okeowo dans un article du 17 octobre 2017 pour le magazine *The New Yorker*, seulement quelques jours après l'explosion d'un camion piégé qui a tué au moins 300 personnes à Mogadiscio.

Oui, la vie en Somalie s'accompagne toujours de dangers et de destructions potentiels à cause d'al-Shebab. Mais la vie trouve un moyen de continuer dans les cris et les rires joyeux des enfants qui s'éclaboussent dans l'eau.

Des enfants somaliens plongent, jouent et nagent près des ruines d'un vieil immeuble sur la côte du district Hamarweyne de Mogadiscio en octobre 2017. AFP/GETTY IMAGES

ILLUSTRATION D'*ADF*

L'EFFORT FINAL

PERSONNEL D'*ADF*

L'OPÉRATION LAFIYA DOLE MET À PORTÉE LA PAIX DURABLE POUR LE NORD-EST DU NIGERIA

L'importance symbolique de cette opération militaire est aussi grande que son importance stratégique. Le 22 décembre 2016, les Forces armées du Nigeria avancent vers le « Camp Zairo », base située au plus profond de la forêt de Sambisa et servant de centre névralgique à Boko Haram.

L'assaut commence tôt le matin avec un bombardement aérien. Des Alpha Jets, des jets supersoniques F-7 et des hélicoptères de combat Mi-35 frappent le camp. Après le bombardement, les troupes terrestres soutenues par un appui aérien rapproché avancent en rencontrant peu de résistance, et pendant une opération de nettoyage elles arrêtent 1.240 personnes soupçonnées d'être des combattants de Boko Haram, ainsi que les membres de leur famille. Trente autres combattants qui s'enfuient sont interceptés par les forces du Niger qui font partie de la Force multinationale mixte déployée sur les rives du lac Tchad.

La redoute de la forêt porte l'empreinte du groupe de terreur. Des slogans en langue arabe sont peints sur les murs ; des transports de troupe blindés sont retrouvés brûlés, détruits avant une retraite rapide ; et les troupes découvrent des tombes anonymes. Ce qui est peut-être plus significatif, ce sont les drapeaux noirs que les extrémistes de Boko Haram tels que leur chef Abubakar Shekau avaient agités en se moquant sur les vidéos de propagande. Les soldats nigérians s'emparent d'un drapeau et le présentent à leur commandant en signe de victoire.

« Je peux déclarer en toute certitude que les terroristes de Boko Haram n'occuperont jamais plus une portion quelconque de notre territoire », opine le ministre nigérian de la Défense Mansur Dan Ali lors d'un discours quelques mois plus tard, lorsque la 7ème division de l'Armée de terre organise ses exercices annuels à Camp Zairo.

Toutefois le lieutenant-général Tukur Buratai, chef d'état-major de l'Armée de terre nigériane, avertit que le groupe extrémiste est délogé mais pas anéanti. Il déclare que les combats continueront. « Aujourd'hui, Boko Haram se cache, déclare-t-il. Demain, on se réveillera et il semblera exister une recrudescence des attaques. »

« LA PAIX PAR LA FORCE »

La reconquête de la forêt de Sambisa est la réalisation principale de l'Opération « Lafiya Dole », ce qui signifie La Paix par la Force dans la langue haoussa.

Lancée en juillet 2015, Lafiya Dole marque un changement stratégique dans les efforts anti-insurrectionnels qui étaient entrepris depuis déjà 4 ans à l'époque. Elle vise à

Des soldats nigérians montrent un drapeau de Boko Haram capturé dans la ville de Damasak.

REUTERS

Un soldat nigérian monte la garde dans la périphérie de Damasak au Nord-Est du Nigeria.

AFP/GETTY IMAGES

répondre aux demandes d'aide des soldats de première ligne. Ils déclarent qu'ils sont mal équipés, que la prise de décision dure trop longtemps et que la corruption entrave la lutte. Lorsque le président Muhammadu Buhari entre en fonction, l'un des premiers changements qu'il effectue est la relocalisation du quartier général du théâtre d'Abuja à Maiduguri au Nord-Est, épicentre de l'insurrection.

En annonçant ce changement, les forces armées déclarent qu'il « ajoutera un élan et une vigueur renouvelée » à la lutte contre Boko Haram.

Les observateurs pensent que cela a envoyé un message puissant vers le haut de la chaîne de commandement. « Avant la relocalisation, il y avait un décalage énorme entre ceux qui avaient un poste de commandement stratégique dans les forces armées et les soldats sur le terrain qui confrontaient réellement les insurgés », déclare le Dr Freedom Onuoha, maître de conférences à l'Université du Nigeria à Nsukka. « Le but consiste à les rapprocher des unités de première ligne. Pour qu'ils connaissent leur état d'esprit et répondent à leurs inquiétudes. »

Sous les administrations précédentes, les combats contre l'insurrection avaient été livrés par les 3ème et 7ème divisions de l'Armée de terre. Pour Lafiya Dole, les forces armées ajoutent la 8ème division de la Force mixte, dont le quartier général se trouve à Monguno, et une base logistique à Damaturu pour accélérer les réapprovisionnements. Borno devient le seul état du pays possédant deux divisions à l'intérieur de ses frontières.

Le Nigeria annonce aussi des plans pour augmenter les effectifs de son Armée de terre de 100.000 à plus de 200.000 en huit ans.

CONTRE-INSURRECTION

Au moment où Lafiya Dole est annoncée, la majorité du territoire avait été reprise des mains de Boko Haram au Nigeria. Entre février et mai 2015, les forces nigérianes ou alliées libèrent 36 villes du Nigeria. L'expression « plus jamais » devient un hashtag populaire sur Twitter, les Nigérians s'engageant à ne plus jamais souhaiter que Boko Haram plante son drapeau noir sur le territoire nigérian.

L'Armée de terre nécessitait une nouvelle stratégie pour en faire une réalité. Elle a suivi les étapes militaires anti-insurrectionnelles traditionnelles : « dégagement, maintien et construction ».

« Avec plus de deux années à essayer de "dégager" Boko Haram des zones bâties, le travail à faire maintenant, un travail qui s'est révélé difficile en soi, est le "maintien" », écrit l'expert militaire nigérian Akali Omeni.

Cette stratégie de « maintien » exige la sécurisation des villes en même temps que le maintien de la pression dans la périphérie, là où les terroristes rôdent. Entre la fin 2015 et la mi-2016, l'armée nigériane crée six nouvelles brigades. Chacune est localisée dans une ville du Nord-Est

LAFIYA DOLE SELON LES CHIFFRES

300.000 otages et personnes déplacées libérés ou ayant reçu un logement sécurisé.

1.009 membres de Boko Haram se sont rendus volontairement.

1.140 membres de Boko Haram arrêtés.

1.500 personnes soupçonnées d'appartenir à Boko Haram font l'objet d'une investigation.

200 camps et enclaves de Boko Haram détruits.

Source : chef d'état-major de l'Armée de terre du Nigeria, janvier 2017

et entourée de trois bataillons « extérieurs » parcourant les zones rurales. Les garnisons et les bataillons extérieurs ont de petites unités de force de réaction rapide (FRR) qui leur sont affectées, pour mettre l'accent sur la mobilité et la manœuvrabilité plutôt que la puissance de frappe, écrit M. Omeni. « Ces unités sont formées pour effectuer une série d'actions [anti-insurrectionnelles] en plus des tactiques d'infanterie de base, écrit-il. Le personnel FRR sait donc ce qu'il doit chercher lorsqu'il est en patrouille, mieux que le soldat moyen de l'armée nigériane. »

Le but consiste à opposer des niveaux additionnels de résistance aux insurgés qui ont l'intention de mener des attaques asymétriques. Plus leur liberté de mouvement est limitée, plus il leur devient difficile de transporter leurs approvisionnements et d'atteindre les zones civiles vulnérables. « Les kamikazes ont plus de postes de contrôle à traverser, ce qui augmente le risque de détection, écrit M. Omeni. Les patrouilles militaires supplémentaires et la rétention des unités de police au sein des bataillons extérieurs signifient que les matériaux des EEI [engins explosifs improvisés] sont plus difficiles à transporter sans être détectés. Grâce à l'ajout de troupes dans les zones avancées et à l'augmentation de la mobilité des bataillons, la fuite des insurgés est plus difficile. »

Il existe des preuves confirmant que cette stratégie est efficace. Les attentats à la bombe de Boko Haram ont baissé par rapport au nombre record de 101 en 2015, à 30 en 2016. Une légère hausse a été enregistrée en 2017, mais le record de 2015 n'a pas été approché.

Finalement, en août 2017, l'Armée de terre nigériane active ses équipes de frappe mobiles (MST). Ces équipes, formées à l'école des Forces spéciales de l'Armée de terre dans l'État de Yobe, sont préparées à « conduire des patrouilles sur de longues distances et des embuscades en profondeur dans l'arrière-pays », déclare le major-général Ibrahim Attahiru, commandant de Lafiya Dole entre mai et décembre 2017. « Le seul objectif de nos MST était de se déplacer pour trouver Boko Haram où qu'il soit, déclare-t-il. L'idée était d'atteindre et d'anéantir ces petits groupes [d'insurgés]. Dans cette tâche, elles ont été très précieuses et efficaces. »

L'armée nigériane met aussi un accent renouvelé sur les « examens après l'action », analyses intensives des succès et des échecs après une mission. Le but est de réagir rapidement aux changements de tactique de Boko Haram. « Votre adversaire adapte ses tactiques. Pour que vous restiez en avance sur lui, vous devez utiliser une adaptation concurrentielle. C'est ce que nous avons fait », déclare le général Attahiru.

LA LUTTE IDÉOLOGIQUE

Boko Haram s'est renforcé, en partie, parce qu'il a convaincu les civils du Nord qu'ils étaient victimes d'un Nigeria corrompu et illégitime. Les tactiques brutales

DATES CLÉS

16 AOÛT 2015 :

Quartier général de l'armée nigériane relocalisé d'Abuja à Maiduguri.

AVRIL 2016 :

L'armée nigériane lance l'Opération Châtiment pour nettoyer la forêt de Sambisa.

22 DÉCEMBRE 2016 :

Les forces nigérianes capturent Camp Zairo, enclave clé de Boko Haram dans la forêt de Sambisa.

3 JUILLET 2017 :

700 membres soupçonnés de Boko Haram se rendent en bordure de la forêt de Sambisa.

7 À 16 SEPTEMBRE 2017 :

L'Armée de l'air nigériane conduit l'Opération Ruwan Wuta, campagne intensive de bombardement aérien de jour et de nuit ciblant les enclaves restantes de Boko Haram. La NAF conduit 180 sorties avec 208 heures de vol en 10 jours.

16 JUILLET 2015 :

L'Opération Lafiya Dole est lancée, elle remplace l'Opération Zamina Lafiya.

JANVIER 2016 :

L'Armée de terre nigériane crée la 8ème division, basée à Monguno, dont la seule tâche concerne les opérations de contre-insurrection.

1er NOVEMBRE 2016 :

La 8ème division lance l'Opération Coup Dur pour nettoyer les petits groupes de terroristes le long de la frontière entre le Niger et le Nigeria.

10 MAI 2017 :

Le major-général Ibrahim Attahiru est nommé commandant de théâtre de l'Opération Lafiya Dole ; le major-général Lucky Irabor prend le commandement de la Force multinationale mixte.

AOÛT 2017 :

L'Armée de terre nigériane active ses équipes de frappe mobiles.

DÉCEMBRE 2017 :

Le major-général Rogers Nicholas est nommé commandant de théâtre de l'Opération Lafiya Dole.

adoptées par les forces armées et causant des décès parmi la population au début de la campagne ont donné foi à cet argument. Même les civils modérés se disaient coincés entre deux alternatives qui leur faisaient peur. Lafiya Dole a cherché à changer cela.

« Nous devions isoler Boko Haram de sa base de soutien, déclare le général Attahiru. Parce que la population peut être la base du soutien, que cela vous plaise ou non. »

À partir de 2014, les soldats nigérians participent aux réunions de mairie et aux célébrations traditionnelles appelées durbars pour écouter les gens qu'ils protègent et répondre à leurs inquiétudes. Les forces armées encouragent aussi les « patrouilles de recensement » pour les officiers de second rang, tels que les capitaines, les lieutenants et les sergents, à qui il est demandé de passer du temps à communiquer avec les civils. Non seulement cela rend sympathique la présence militaire, mais cela aide aussi les soldats à obtenir des informations. « Auparavant, le personnel militaire restait trop dans ses garnisons et les "patrouilles" qui existaient n'étaient pas en fait conçues pour interfacer avec les résidents, écrit M. Omeni. Cette nouvelle catégorie d'interaction… est cruciale pour la collecte des renseignements utiles aux objectifs de la campagne. »

En outre, l'Armée de terre remet l'accent sur les opérations civilo-militaires. Ces efforts incluent le forage des puits d'eau potable et la reconstruction des routes et des écoles. Les experts du déminage utilisent des dragueurs de mines Bozena pour dégager les routes de l'État de Borno qui étaient devenues mortelles pour les civils. Le 15 septembre 2015, les ingénieurs militaires nigérians ont réparé un pont reliant Maiduguri à Gamboru Ngala, que Boko Haram avait détruit. Ce lien vital permet au commerce de reprendre entre les deux villes, ce qui améliore la vie des gens.

Dans les camps pour déplacés internes (DI), des médecins militaires traitent les maladies depuis le paludisme jusqu'à la malnutrition, aux caries dentaires et à l'hypertension. En août 2015, des DI de 13 villages près de Konduga et Sambisa se sont rendus à l'hôpital de la 7ème division pour recevoir un traitement.

Le général Attahiru déclare que l'armée nigériane assure la sécurité pour que les organisations non gouvernementales et l'ONU puissent offrir une formation professionnelle et d'autres aides aux personnes précédemment déplacées. L'armée forme aussi la police

Un homme regarde des photos d'anciens administrateurs militaires et gouverneurs à Maiduguri au Nigeria. REUTERS

Des lycéennes de Chibok qui avaient été détenues par Boko Haram sont réunies avec leur famille à Abuja, au Nigeria, en mai 2017. REUTERS

locale et les groupes civils de défense.

« Nous suivons une approche axée sur les gens pour lutter contre l'insurrection, déclare le général Attahiru. Nous respectons les résidents locaux et nous plaçons leur bien-être au-dessus de toute autre considération. Les insurgés ne peuvent pas agir sans le soutien, actif ou passif, de la population locale. Donc en obtenant le soutien de la population locale, nous avons pu priver Boko Haram de ce soutien. »

Lafiya Dole cherche surtout à démontrer le professionnalisme des soldats du Nigeria. Un bureau des droits humains a été créé au quartier général de la défense, où six avocats examinent les accusations de comportement immoral de la part des soldats. Un certain nombre d'officiers de haut rang, y compris un ancien chef d'état-major de la défense, ont été chargés de corruption et font face à des poursuites judiciaires. Cela signale aux civils que le comportement non professionnel ne sera pas toléré.

« En ce qui concerne ce qui se passait avant le lancement de l'opération, on pensait que les forces armées avaient enfreint certains droits de la population civile, ce qui avait donc créé un manque de confiance, déclare le Dr Onuoha. Du point de vue professionnel, l'objet de la mission était de montrer la bannière d'un nouveau déploiement qui respecterait les droits des gens, dans le but de conquérir leur cœur et leur esprit. »

L'Armée de terre nigériane a refusé de perdre du terrain sur le plan idéologique. Elle a établi un Centre de campagne médiatique pour informer les journalistes des opérations Lafiya Dole et elle a renforcé sa présence sur les réseaux sociaux. Elle a créé Lafiya Dole FM, station de radio diffusant en anglais, haoussa et kanouri, qui informe la population locale sur la campagne et réfute les rumeurs. Finalement, l'armée a rehaussé les opérations psychologiques avec des vidéos, des prospectus et même des refrains de radio conçus pour atteindre les membres de Boko Haram qui envisagent la désertion. L'Opération Corridor de sécurité et les camps de réinsertion sont conçus pour donner aux combattants une voie de sortie. Le but, déclare le chef d'état-major de l'Armée de terre du Nigeria, est de détruire la « machine de propagande » de Boko Haram.

« Nous avons vaincu physiquement Boko Haram, nous les suivons sur les réseaux sociaux afin de les vaincre à ce niveau également », déclare le général Buratai.

Le général Attahiru déclare que cette approche holistique à la contre-insurrection a nécessité des années pour être apprise. Il pense que Lafiya Dole est maintenant sur la bonne voie. « Nous avons pu identifier les facteurs du conflit et nous allons aussi développer des partenariats avec les alliés locaux, déclare-t-il. En ciblant les facteurs de ce conflit, nous voulons rompre le cycle de violence. » ❑

APRÈS *l'*INSURRECTION

DR HUSSEIN SOLOMON

THE ASSOCIATED PRESS

À ELLE SEULE, LA FORCE DES ARMES N'ÉLIMINERA PAS BOKO HARAM. LE PAYS DOIT RÉSOUDRE LES PROBLÈMES AYANT CONDUIT À LA CRÉATION DU GROUPE.

Après le début de son insurrection en 2009, le groupe extrémiste Boko Haram a tué des dizaines de milliers de personnes et a forcé 2,6 millions d'autres à partir de leur foyer. Ce groupe constitue la plus grande menace pesant sur la paix et la sécurité au Nigeria.

Mais les chefs militaires et civils du Nigeria conviennent qu'il faudra plus que des balles et des bombes pour stopper Boko Haram. « On ne peut jamais résoudre ce genre de problème avec une solution militaire », déclare le général Martin Luther Agwai, ancien chef d'état-major de la Défense du Nigeria. « C'est un problème politique, un problème social, un problème économique ; tant que ces problèmes ne sont pas traités, les forces armées ne pourront jamais vous offrir de solution. »

Lagos, Nigeria

Les hommes et les femmes d'Afrique qui portent l'uniforme doivent toujours bien comprendre les limites de la force lorsqu'ils agissent contre les groupes extrémistes tels qu'al-Shebab, Ansar Dine, al-Qaïda au Maghreb islamique et Boko Haram. Bien que la force militaire soit une composante essentielle d'une vaste stratégie de lutte contre le terrorisme, elle ne peut jamais fournir la paix et la prospérité à elle seule. L'objectif central de cette force armée est de confiner la guerre à une zone limitée et de gagner cette guerre – pas de promouvoir la paix. Sa mission principale est de mettre fin à la violence des extrémistes.

Cependant, cela ne met pas fin à la menace, étant donné les conditions structurelles à l'origine de cet extrémisme. Ce confinement de la guerre fournit les conditions nécessaires sur le terrain pour que d'autres services de l'état, des organismes de la société civile et la communauté internationale puissent s'efforcer de mettre fin aux conditions structurelles à l'origine de la violence.

Comprendre les racines de Boko Haram

Les origines de Boko Haram remontent à 1802-1804, lorsque l'éducateur religieux et berger de l'ethnie fulani Usman dan Fodio déclare son djihad pour purifier l'Islam. En même temps, il crée le califat de Sokoto. Beaucoup de membres du mouvement de Boko Haram déclarent que leur but principal est de rétablir ce califat.

Plus récemment, les soulèvements de Maitatsine à Kano en 1980, à Kaduna et Bulumkutu en 1982, à Yola en 1984 et à Bauchi en 1985 représentent un effort d'imposer une idéologie religieuse à un Nigeria laïque. Ils font écho à la tentative de Boko Haram visant à forcer le gouvernement national d'Abuja à accepter son type de charia islamique dans tous les 36 états du Nigeria.

Entre 1999 et 2008, 28 conflits religieux ont été signalés, le plus notoire étant la violence routinière entre les Musulmans et les Chrétiens à Jos.

Toutefois, la religion n'existe pas sans antécédents historiques. Elle est connectée aux problèmes ethniques, politiques, économiques, migratoires et de violence. Les différences religieuses sont souvent utilisées par les politiciens et autres leaders pour poursuivre leurs propres objectifs. Pour expliquer la violence religieuse qui sévit régulièrement au Nord du Nigeria, il faut explorer le contexte dans lequel ce fondamentalisme islamique prospère.

Une inégalité enracinée

L'un de ces facteurs structurels est le facteur économique. Le fait que le Nord du Nigeria ait été sujet à des soulèvements radicaux n'est pas une coïncidence : il se trouve être la région la plus pauvre du pays. 27 pour cent de la population du Sud vivent dans la pauvreté,

comparé à 72 pour cent de celle du Nord. La situation précaire du Nord a été encore aggravée par l'invasion du désert, la sécheresse périodique et une pandémie de peste bovine.

Les effets de la mondialisation économique ont aggravé la division Nord-Sud. Alors que le Sud bénéficie de grands gisements de pétrole, les quelques industries du Nord, essentiellement des usines textiles, n'ont pas pu faire concurrence aux importations asiatiques bon marché. Un châle de textile fabriqué au Nigeria coûte 1.500 nairas (un peu plus de 4 dollars). Un châle similaire importé de Chine coûte seulement 550 nairas (environ 1,50 dollar). Dans ces circonstances, le nombre d'usines de la ville principale de Kano dans le Nord a baissé de 350 en 1987 à 103 aujourd'hui. Le chômage des jeunes a augmenté dans le Nord, et les recrues de Boko Haram proviennent de ces groupes de jeunes vulnérables et marginalisés.

L'appauvrissement croissant du peuple contraste fortement avec la richesse croissante des élites politiques. Depuis la fin du régime militaire en 1999 jusqu'à l'administration de Goodluck Jonathan, les politiciens nigérians auraient détournés entre 4 et 8 milliards de dollars par an. Cela augmente l'écart entre l'état et le peuple, et l'état est considéré illégitime. Dans ces circonstances, nous pouvons comprendre la résonance de la rhétorique de Boko Haram, qui déclare que l'état nigérian est « taghut », ou mauvais.

Après cela, l'étape suivante consiste à soutenir que l'état laïque occidental a échoué. C'est précisément l'incapacité des gouvernants à garantir la sécurité, accompagnée de la hausse de la criminalité, qui a conduit à l'imposition de la charia dans les états du Nord. Les arguments de Boko Haram en faveur de la charia auraient eu peu d'attrait si les gouvernements qui se sont succédés avaient fourni une sécurité de base à leur peuple, en particulier dans le Nord.

« Plus vite nous fournirons des réformes économiques et une plus grande prospérité à tous les Nigérians, plus vite nous pourrons créer une société plus inclusive et réduire au minimum les divisions sociales et les doléances », déclare le Dr Bukola Saraki, président du Sénat du Nigeria.

La victoire sur Boko Haram ne sera pas suffisante pour rétablir l'ordre au Nigeria. L'organisation non gouvernementale International Crisis Group déclare que le Nigeria doit rétablir l'administration de l'état dans les périphéries marginalisées « de façon à fournir les services cruciaux de base (sécurité, état de droit, éducation et santé) et s'attaquer aux facteurs qui incitent les personnes à se joindre aux mouvements tels que Boko Haram ».

L'identité en tant qu'arme

La politique d'identité est un autre facteur structurel. Les 190 millions de personnes vivant au Nigeria sont divisées en plus de 500 groupes ethniques qui parlent entre 250 et 500 langues. La population est divisée plus encore selon les croyances religieuses : 50 pour cent sont des Musulmans, 40 pour cent sont des Chrétiens et 10 pour cent suivent diverses traditions de croyance indigènes. Pour compliquer encore plus les choses, ces différences se renforcent mutuellement car les repères d'identité ethniques, régionaux et religieux servent à augmenter les divisions.

Depuis l'indépendance, les gouvernements nigérians successifs ont eu des difficultés pour définir une nationalité nigériane commune. En fait, on pourrait soutenir que le caractère d'exclusion de l'état nigérian est conçu pour accentuer les différences, au lieu de les atténuer. Les gouvernements locaux et d'état pratiquent l'exclusion dans la façon dont ils différencient pour accorder des droits aux gens qui vivent dans une région. Au niveau du gouvernement local par exemple, il existe une forte distinction entre les « autochtones » et les « immigrants ». Les « autochtones »,

Des secouristes enlèvent un cadavre après un attentat suicide à l'Université de Maiduguri au Nigeria le 24 juillet 2017. THE ASSOCIATED PRESS

Des journaux donnant la liste des noms des lycéennes nigérianes de Chibok libérées sont vendus à Abuja au Nigeria en mai 2017. THE ASSOCIATED PRESS

Des enfants déplacées par les attaques de Boko Haram assistent à des cours dans une école de Maiduguri au Nigeria. THE ASSOCIATED PRESS

ou « indigènes », partagent les mêmes caractéristiques ethniques, culturelles, religieuses et linguistiques, et ils sont appelés « citoyens locaux ». Les immigrants ou « colons » ont des caractéristiques ethniques, culturelles, religieuses ou linguistiques différentes des « locaux » et sont considérés comme des non-citoyens, sans égard pour la période de temps pendant laquelle ils ont vécu dans un certain lieu ou pour le fait qu'ils sont tous des citoyens du Nigeria.

La conséquence de la nature d'exclusion de l'état nigérian se voit clairement dans les narrations des Nigérians ordinaires lorsqu'ils expliquent la violence. La religion et les identités ethniques et régionales jouent toutes un rôle. Alors que les médias populaires présentent le conflit comme une lutte entre les Musulmans et les Chrétiens, il existe une autre dimension ethnique de ce conflit : les lignes de faille se renforcent. Le Boko Haram islamique peut cibler les Chrétiens qui vivent dans le Nord ; mais les Igbos ont le sentiment que les Fulani haoussas et le Boko Haram kanouri ciblent le groupe ethnique igbo, et qu'il s'agit d'un nettoyage ethnique systématique.

En réponse au ciblage des Chrétiens par Boko Haram dans le Nord, le groupe igbo Ogbunigwe Ndigbo donna à tous les Musulmans du Nord vivant dans le Sud deux semaines pour partir, sous peine de mort. À Lokpanta, la communauté haoussa musulmane qui vivait parmi les Igbos depuis des décennies prit l'avertissement au sérieux et quitta la région dans un convoi de camions.

Corinne Dufka, chercheuse principale pour l'Afrique de l'Ouest à Human Rights Watch, donne à cette perception une plus grande crédibilité. À la suite d'une recherche extensive concernant les victimes de la violence de Boko Haram, Mme Dufka pense que Boko Haram tue les gens du Nord du Nigeria en fonction de leur religion et de leur ethnicité.

La conclusion est incontournable : aucune réponse axée sur les forces armées ne fournira de paix durable au Nord du Nigeria si les variables structurelles sous-jacentes (économie, gouvernance et identité) ne sont pas adressées. De façon similaire, la lutte contre le narratif de l'extrémisme violent n'aura pas de succès si les problèmes de la pauvreté, de la corruption et du nationalisme ethnique virulent ne sont pas résolus. ❑

Le Dr Hussein Solomon est professeur principal au département des études politiques et de la gouvernance de l'Université de l'État-Libre en République d'Afrique du Sud.

L'Armée de l'air du Nigeria défend la région

LA PUISSANCE AÉRIENNE EST UN OUTIL CRUCIAL POUR ARRÊTER BOKO HARAM

PERSONNEL D'*ADF*

Des pilotes nigérians volent en formation lors de la célébration du 53ème anniversaire de l'Armée de l'air en avril 2017.
THE ASSOCIATED PRESS

Le vendredi 1er septembre 2017 est un jour de fête pour les extrémistes de Boko Haram, qui font la pause dans la conduite de leur guerre. Des centaines de combattants se réunissent sous les arbres de la forêt de Sambisa dans l'État de Borno au Nord-Est du Nigeria.

Les services de surveillance du Nigeria les repèrent.

L'Armée de l'air du Nigeria (NAF) envoie des avions de chasse.

Un Alpha Jet commence l'attaque avec des bombes, en « neutralisant » des centaines de combattants, selon un reportage du quotidien nigérian *Daily Post*. Un deuxième jet lance une attaque à la bombe et un troisième avion de chasse utilise des roquettes pour mitrailler les insurgés en fuite. « Après les attaques, on vit quelques survivants de Boko Haram s'enfuir de l'endroit en courant », selon le reportage du journal. Quelques jours seulement avant le raid, le maréchal de l'air Sadique Abubakar, chef d'état-major de l'Armée de l'air, avait déclaré à ses troupes sur la base de la NAF à Yola que l'expérience générale « montre que la puissance aérienne est cruciale pour gagner les guerres asymétriques telles que l'insurrection de Boko Haram ».

« Tous les effectifs doivent donc être prêts à agir pour assurer une projection efficace de la puissance aérienne afin de relever avec un succès complet le défi posé par Boko Haram », avait-il déclaré.

L'Armée de l'air du Nigeria a du pain sur la planche. Boko Haram a été fondé dans le Nord du Nigeria mais il rôde aussi dans les régions des pays voisins du Burkina Faso, du Cameroun, du Tchad et du Niger. Parmi les pays de la région, le Nigeria est de loin la plus grande puissance aérienne.

Selon globalfirepower.com, l'Armée de l'air du Nigeria est la plus importante de la région. Sa flotte aérienne a environ la taille des flottes combinées des 3 pays voisins, le Cameroun, le Tchad et le Niger. On estime que le Nigeria possède au total 110 aéronefs, y compris des chasseurs, des avions de transport, des hélicoptères et des aéronefs d'entraînement. De tels chiffres sont rarement exacts puisque les aéronefs sont mis en service et hors service pendant de longues périodes, ou sont même retirés du service sans notification.

Les aéronefs obsolètes ou retirés du service signalent les efforts déployés pour maintenir les flottes aériennes sur le continent. Le maréchal Abubakar souligne que la NAF améliore la maintenance des aéronefs et de l'équipement, ce qui lui permit d'enregistrer plus de 9.000 heures de vol en 2015 et 2016 dans les opérations anti-insurrectionnelles.

Des officiers de l'Armée de l'air nigériane présentent des armes et des munitions lors de la célébration de son 53ème anniversaire en avril 2017. THE ASSOCIATED PRESS

Le maréchal de l'air Sadique Abubakar commémore le 53ème anniversaire de l'Armée de l'air nigériane à Makurdi en avril 2017. THE ASSOCIATED PRESS

Un officier nigérian pilote un aéronef utilisé pour lutter contre le crime maritime. AFP/GETTY IMAGES

L'AMÉLIORATION DE L'ARMÉE DE L'AIR

Selon le portail d'actualités defenceWeb, le Nigeria commence à moderniser son Armée de l'air en 1999, lorsqu'un nouveau gouvernement démocratique succède à 16 années de régimes militaires. Les responsables nigérians commencent à examiner les capacités de l'Armée de l'air et lancent des programmes pour rénover ou remplacer les anciens équipements. Au cours des dernières années, l'accent est remis sur l'amélioration de la maintenance. Depuis 2016, la NAF semble avoir adopté le principe visant à « employer du mieux possible les ressources disponibles », en limitant les coûts et en achetant des avions d'attaque plus petits qui peuvent être mieux adaptés aux conflits asymétriques. Elle a eu quelques succès pour remettre en service des équipements qui avaient été retirés du service.

- En 2016, l'Armée de l'air reconfigure deux Alpha Jets de ses stocks, qui avaient été achetés sans capacité d'armement. Ces deux jets étaient parmi les quatre achetés auprès des États-Unis en 2015. Les quatre jets avaient été achetés spécifiquement pour la lutte contre Boko Haram. Jusqu'à l'intégration de l'armement, les jets étaient limités à l'entraînement des pilotes. L'Armée de l'air souhaitait que les jets soient reconfigurés à l'étranger mais le fabricant avait depuis longtemps clôturé la production. En fin de compte, les ingénieurs nigérians proposèrent des options pour effectuer les travaux au Nigeria. *Bright Mountain Media* déclare que ces adaptations ont coûté environ 13.000 dollars. Certains rapports indiquent un coût aussi bas que 2.000 dollars. « Étant donné le coût des équipements militaires, ceci représente une réussite remarquable, précise *Bright Mountain*. Des sociétés étrangères avaient demandé jusqu'à 30.000 dollars simplement pour estimer le coût de la rénovation. »
- En décembre 2016, l'Armée de l'air commence à recevoir quatre avions à hélice Kamra Super Mushshak fabriqués au Pakistan, qui seront utilisés comme aéronefs d'entraînement. Le maréchal Abubakar déclare que ces avions ont été offerts, selon Jane's Information Group. Des formateurs et techniciens de maintenance pakistanais aident à intégrer les avions dans la flotte nigériane, alors que des mécaniciens et employés de maintenance nigérians sont formés au Pakistan. Les responsables de l'Armée de l'air déclarent qu'ils espèrent obtenir finalement 10 de ces aéronefs d'entraînement. Le maréchal Abubakar déclare que 56 nouveaux pilotes formés rejoindront la NAF à la fin du premier trimestre 2017. Le Nigeria déclare qu'il prévoit de former tous les nouveaux pilotes sur les Super Mushshak et de les transférer à des jets ou des multimoteurs pour un entraînement poussé et spécialisé. La NAF déclare en avril 2016 que les Super Mushshak remplaceront ses anciens aéronefs d'entraînement fabriqués en Autriche, qui ne sont plus considérés adéquats à cause de leur inaptitude aux acrobaties aériennes.

Les Alpha Jets vieillissants connaissent une seconde vie dans la lutte contre Boko Haram

PERSONNEL D'*ADF*

Dans les années 90, le Nigeria est devenu l'acteur principal d'une mission d'Afrique occidentale visant à rétablir l'ordre au Liberia déchiré par la guerre. Deux factions rebelles du Front patriotique national du Liberia (NPFL) s'opposaient au régime corrompu de Samuel Doe, et grâce à l'argent provenant de la vente des diamants, elles ont attaqué Monrovia, capitale du Liberia. Elles ont terrorisé la capitale en utilisant des enfants soldats, dans une orgie de viols et de meurtres.

Une coalition de pays d'Afrique de l'Ouest crée une force de maintien de la paix de 3.000 personnes appelée l'ECOMOG (Economic Community of West African States Monitoring Group, Groupe de surveillance de la communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest) pour arrêter les rebelles. Avant que l'ECOMOG ne puisse rétablir l'ordre, il devait d'abord soumettre les rebelles par la force. Au cours des derniers mois de 1990, quatre Alpha Jets nigérians conduisent de multiples attaques contre les emplacements d'armes, les convois d'approvisionnement et le quartier général des rebelles.

Le monde prend note de l'utilisation des petits chasseurs Alpha Jets par le Nigeria. Le magazine *Time* déclare : « La puissance de feu des avions de chasse de l'Armée de l'air nigériane a finalement porté un coup incalculable à l'effort de guerre du chef du NPLF ».

En 1992, le commandement de l'ECOMOG reçoit en prêt six Alpha Jets nigérians qui seront utilisés pour ses frappes aériennes, ses bombardements des filières d'approvisionnement et ses raids nocturnes. L'opération ECOMOG enregistre un total de 3.000 missions aériennes de combat. Aucun des six avions n'est perdu. Le Nigeria continue à bien employer ses Alpha Jets vieillissants. Ce ne sont certainement pas des aéronefs de pointe : leur date de conception remonte à 1973. Mais ils sont rapides et maniables, au point que les pilotes qui ont été formés sur eux se plaignent qu'ils n'ont pas été préparés aux plus grandes difficultés liées au pilotage des jets plus grands.

Le Cameroun utilise aussi des Alpha Jets dans ses combats contre Boko Haram. En décembre 2014, les combattants de Boko Haram prennent d'assaut une base militaire à Assighasia au Cameroun. L'Armée de l'air du Cameroun répond par des frappes aériennes avec les Alpha Jets, en tuant 14 insurgés. En date de 2017, le Cameroun utilise toujours au moins quatre des 27 Alpha Jets qu'il avait achetés à l'origine. Les Alpha Jets du Nigeria furent largement abandonnés pendant plusieurs années, jusqu'à ce que l'Armée de l'air commence à les remettre en service en 2013 pour lutter contre Boko Haram. Des 24 aéronefs d'origine, il est estimé que 13 ont été remis en service.

Un incident en juin 2016 montre leur efficacité. La Force multinationale mixte avait récemment chassé les combattants de Boko Haram de leurs camps dans la forêt de Sambisa. Les insurgés arment sept camions, dont deux avec des mitrailleuses lourdes, et attendent pour embusquer les forces ennemies près de Daira Noro dans l'État de Borno. Alors que les combattants de Boko Haram préparent leur attaque, un avion civil non armé les survole et communique par radio la position des insurgés au pilote d'un Alpha Jet proche. Selon le reportage de *Bright Mountain Media*, « l'Alpha Jet déclenche une rafale de tir de roquette sur l'embuscade dissimulée, suivie par des bombes de 110 kg et des mitraillages ».

Tous les camions sont détruits. Les troupes nigérianes arrivent et chassent les survivants. Ces troupes découvrent 15 cadavres et deux lance-roquettes abandonnés.

Un Alpha Jet de l'Armée de l'air du Cameroun est en stationnement après un vol de surveillance dans la lutte en cours contre Boko Haram.
AFP/GETTY IMAGES

Un soldat de l'Armée de l'air nigériane étiquette une bombe à côté d'un avion de chasse. THE ASSOCIATED PRESS

Un officier de sécurité garde un hélicoptère d'attaque nouvellement acquis à Makurdi au Nigeria. THE ASSOCIATED PRESS

- Au début 2017, l'Armée de l'air commence à rénover d'anciens camions de pompiers détériorés dans toutes ses bases du pays. Dès octobre 2017, elle a réparé et restauré 17 camions sur 24. Quelques-uns de ces camions étaient immobilisés depuis plus de 20 ans et identifiés comme étant « impossibles à réparer économiquement ». Des entreprises locales effectuent les travaux en utilisant principalement des pièces et des matériaux fournis sur place.
- En février 2017, l'Armée de l'air annonce qu'elle va obtenir trois turbopropulseurs Super Tucano Embraer de l'Armée de l'air brésilienne. Ces petits avions hautement maniables sont particulièrement adaptés aux opérations anti-insurrectionnelles et aux missions qui emploient des munitions à guidage de précision. En août 2017, les États-Unis approuvent la vente de 12 Super Tucano supplémentaires au Nigeria, à un coût de 593 millions de dollars.
- En avril 2017, l'Armée de l'air met en service deux hélicoptères de combat Mil Mi-35M pour soutenir les efforts de lutte anti-insurrectionnelle, selon un rapport de Jane's. L'Armée de l'air avait commandé 12 de ces aéronefs russes, qui peuvent être modifiés pour les attaques, les assauts terrestres contre les cibles blindées, les évacuations médicales et le transport. Le maréchal Abubakar déclare qu'ils seront utilisés contre Boko Haram. L'Armée de l'air met en service les deux hélicoptères lors d'un événement marquant son 53ème anniversaire. Pendant la célébration, l'Armée de l'air présente aussi son drone Gulma, conçu et développé localement, qui a une envergure d'environ 3 mètres. Les officiels ont déclaré que le coût total de la conception des drones et de la formation de 15 pilotes de drone était d'environ 3,5 millions de dollars. En 2006, le Nigeria avait acheté des drones fabriqués en Israël mais ceux-ci furent finalement mis hors service à cause du manque de pièces de rechange et de l'impossibilité d'effectuer correctement leur maintenance.
- En juillet 2017, l'Armée de l'air annonce qu'elle a réactivé deux véhicules aériens sans humain à bord (UAV) qui étaient hors service. Les drones étaient utilisés pour la formation des pilotes et des opérateurs d'UAV. Les deux aéronefs, basés à l'école de pilotage Kaduna, avaient été mis hors service en début d'année à cause du manque de pièces de rechange. La NAF avait essayé d'obtenir des places de formation dans les écoles des autres pays pour ses opérateurs d'UAV mais elle décida de développer une « solution locale », selon Jane's. Neuf officiers furent formés au Nigeria pour les opérations d'UAV grâce au Centre de recherche et développement de l'Armée de l'air du Nigeria.
- En juillet 2007, l'Armée de l'air annonce qu'elle renforçait sa formation pour satisfaire aux exigences de sa mission et sa flotte aérienne étendues. Selon un rapport de Jane's, cette expansion est due en partie à la réactivation de certains de ses aéronefs.

L'ÉRADICATION DE BOKO HARAM

Dès la fin 2017, Boko Haram était chancelant et s'était divisé en deux groupes. Le maréchal de l'air Abubakar déclare lors d'une conférence de collège en septembre 2017 que l'Armée de l'air nigériane avait éliminé certains des plus importants leaders de Boko Haram, ainsi que plusieurs bases logistiques du groupe terroriste.

« Les frappes aériennes de l'Armée de l'air nigériane au Nord-Est ont dévasté et diminué les insurgés en limitant leur liberté d'agir de manière ouverte et massive, comme ils le faisaient auparavant, déclare-t-il. De même, ces frappes punitives ont anéanti le leadership de "première ligne" et les bases logistiques des insurgés, en réduisant ainsi leur capacité opérationnelle. »

Il ajoute que « l'affrètement et le maintien d'une force aérienne équilibrée » est l'un des plus grands défis que confronte le Nigeria. « Étant donné la situation actuelle précaire dans laquelle se trouve le Nigeria, et les cas de conflit endémiques, les Forces armées doivent se préparer à faire la guerre et à gagner des victoires militaires jusqu'à ce que la paix soit rétablie politiquement, déclare-t-il. C'est en fait la mission de guerre d'une force armée qui détermine comment celle-ci est organisée, équipée et formée. » ❑

Bref historique de l'Armée de l'air du Nigeria

1960 — Octobre — Le Nigeria obtient son indépendance du Royaume-Uni.

1962 — Février — Le pays commence à examiner la nécessité d'une armée de l'air. Dix cadets sont envoyés pour être formés avec l'Armée de l'air éthiopienne.

1963 — Février — Seize cadets sont envoyés pour suivre une formation avec l'Aviation royale canadienne et six autres avec l'Armée de l'air indienne. L'Allemagne ouvre une base aérienne de courte durée en 1966.

1964 — Avril — L'Assemblée nationale adopte la Loi sur l'Armée de l'air, qui crée officiellement l'Armée de l'air du Nigeria (NAF). Elle commence comme unité de transport, comme la plupart des armées de l'air africaines.

1966 — Janvier — Le gouvernement est renversé par un coup d'état militaire, suivi par un contrecoup.

1967 — Juillet — La guerre civile éclate et le Nigeria a besoin d'aéronefs de combat véritables. Le pays acquiert des avions de chasse MiG-15 et MiG-17 pour aider à mettre fin à la guerre en 1970.

1970 — Après la guerre civile, l'Armée de l'air est restructurée selon le modèle des armées de l'air britannique et américaine.

1971 — Juillet — L'Institut pour les études stratégiques estime que l'Armée de l'air du Nigeria a des effectifs de 7.000 personnes et une flotte aérienne de 66 avions et hélicoptères. Au cours de la décennie suivante, l'Armée de l'air acquiert d'autres aéronefs, y compris six avions cargo C-130 polyvalents.

1986 — Janvier — Le Nigeria commence à acheter 24 aéronefs d'entraînement Aero L-39 armés, les jets de formation les plus utilisés dans le monde.

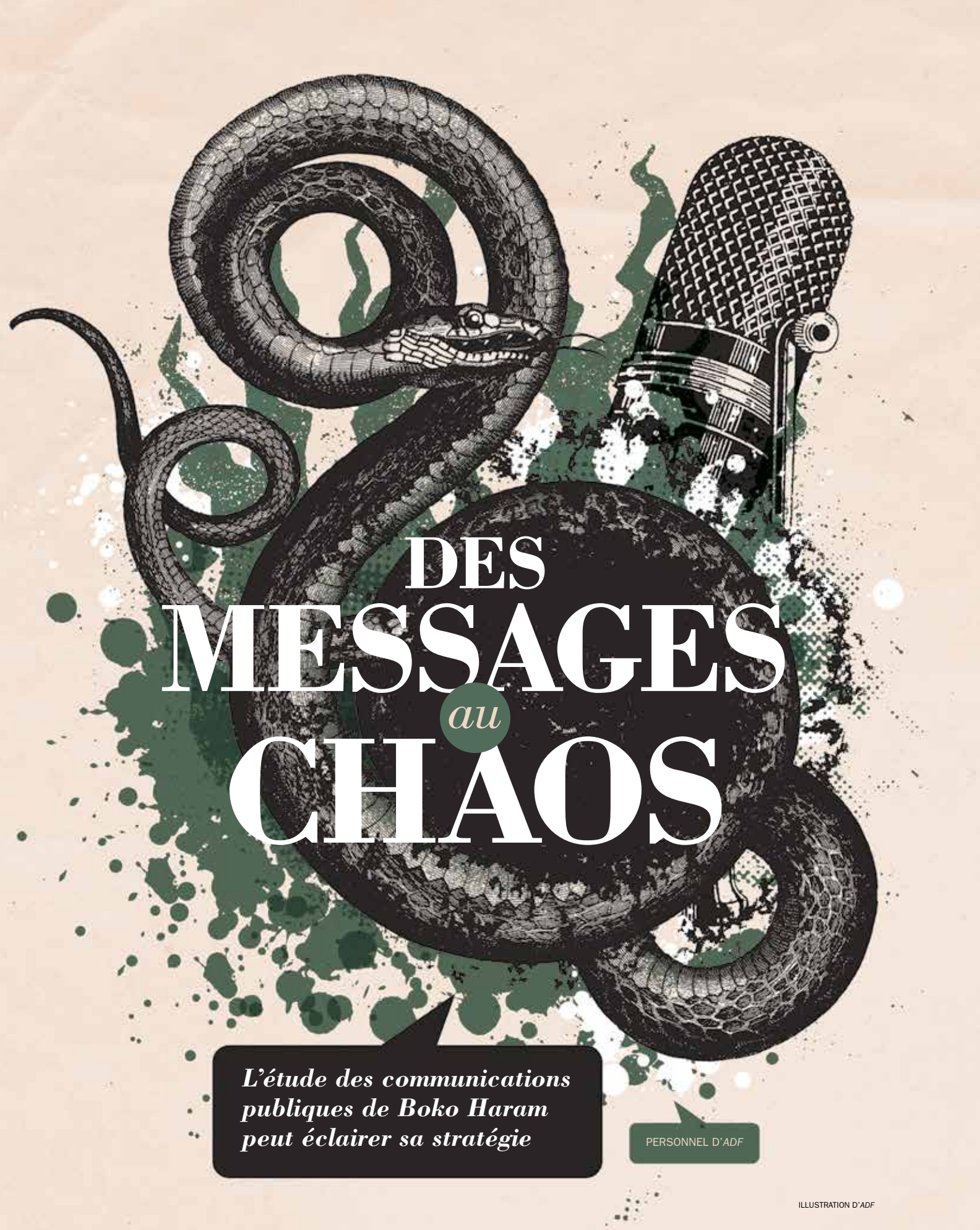
1989 — La NAF révèle son premier aéronef d'entraînement fabriqué localement, appelé Air Beetle. L'avion est construit à partir d'une trousse. L'Armée de l'air commande 60 trousses.

1999 — Mai — Un nouveau gouvernement démocratique met fin à 16 ans de régimes militaires. Le Nigeria, qui entre dans l'ère actuelle, commence à revitaliser son Armée de l'air, en réactivant certains aéronefs et en modernisant sa flotte.

2002 — Le groupe extrémiste Boko Haram est créé.

2009 — Juillet — Le leader de Boko Haram est tué, ce qui déclenche une vague de violence qui se révèle être le plus grand défi affronté par l'Armée de l'air nigériane moderne.

Des avions de chasse nigérians montrent leur puissance de feu en avril 2017 lors de la célébration de l'anniversaire de l'Armée de l'air près de Makurdi. THE ASSOCIATED PRESS



DES MESSAGES *au* CHAOS

L'étude des communications publiques de Boko Haram peut éclairer sa stratégie

PERSONNEL D'*ADF*

ILLUSTRATION D'*ADF*

En juillet 2011, le gouvernement du Nigeria annonce des plans pour demander aux sociétés de télécommunication de mettre à disposition des lignes téléphoniques sans frais pour que les civils puissent rapporter les activités de Boko Haram. Plusieurs mois plus tard, le porte-parole des insurgés Abou Kaka menace d'attaquer les fournisseurs de service et les bureaux de la Commission des communications du Nigeria (NCC).

« Nous avons réalisé que les opérateurs de téléphones portables et la NCC assistaient les agences de sécurité pour suivre et arrêter nos membres en effectuant des écoutes de leurs lignes et en permettant aux agents de sécurité de déterminer la position de nos membres », annonce Abou Kaka selon un article du Dr Freedom Onuoha publié en 2013 sur le site Web E-International Relations.

Huit mois plus tard, Boko Haram concrétise la menace d'Abou Kaka. Le groupe militant lance une attaque de deux jours contre les tours de télécommunication appartenant à plusieurs fournisseurs dans cinq villes : Bauchi, Gombe, Kano, Maiduguri et Potiskum. Abou Kaka annonce que Boko Haram a lancé les attaques contre les tours « à cause de l'assistance qu'elles fournissaient aux agents de sécurité ». Parmi les 530 stations de base de télécommunication endommagées au Nigeria en 2012, Boko Haram en est responsable pour 150.

L'attaque des fournisseurs de services de télécommunication illustre un aspect important des messages de Boko Haram. Le groupe utilise souvent sa messagerie publique comme signe avant-coureur des événements à venir. Bien qu'il puisse sembler absurde de révéler à l'avance les cibles probables des attaques, le chercheur Omar S. Mahmood de l'Institut pour les études de sécurité (ISS) déclare à *ADF* que cette tactique pourrait aider Boko Haram à atteindre deux objectifs importants. Premièrement, elle peut l'aider à obtenir des concessions par intimidation, par exemple la libération des détenus.

« L'autre objectif est un message assez fort, opine M. Mahmood : Boko Haram déclare ouvertement qu'il va attaquer X pour ces raisons, puis il le fait. Cela sert seulement à rendre son prochain avertissement encore plus intimidant et efficace. »

LES MESSAGES ANNONCENT LES ATTAQUES

Dans son article de mars 2017 pour l'ISS intitulé « Plus que de la propagande : un examen des messages publics de Boko Haram », M. Mahmood montre qu'un nombre important de messages de Boko Haram entre 2010 et 2016 contiennent des avertissements et menacent la violence. En fait, parmi les 145 messages analysés, les avertissements et les menaces constituent le deuxième thème le plus fréquent des messages du groupe.

« Étant donné la prolifération des avertissements dans les messages de Boko Haram, particulièrement pendant les longues diatribes de son leader Abubakar Shekau dans lesquelles il accuse essentiellement tous ceux qui l'opposent, il peut être difficile de distinguer entre une menace légitime et une fanfaronnade, écrit M. Mahmood. Mais une lecture attentive de la situation peut déterminer ce que pourrait être la prochaine cible de Boko Haram, laquelle conduirait plus probablement à une action si elle était liée à une doléance spécifique et formulée. »

Boko Haram a endommagé cette tour de communication à Maiduguri au Nigeria en 2012. Les insurgés attaquèrent 150 tours cette année. THE ASSOCIATED PRESS

Boko Haram démontre encore plus cette tendance dans ses menaces contre les écoles. En janvier 2012, Abubakar Shekau s'était plaint publiquement des allégations de mauvais traitement à l'égard des écoles islamiques et de leurs élèves, et il avait menacé de lancer des attaques.

Ici aussi, Boko Haram est allé au bout des choses. De janvier au début de mars 2012, les militants détruisent au moins une douzaine d'écoles dans la région de Maiduguri dans l'État de Borno. Vers le 20 février 2012, les trois premières écoles sont incendiées. Six jours plus tard, Boko Haram déclare que les attaques sont des

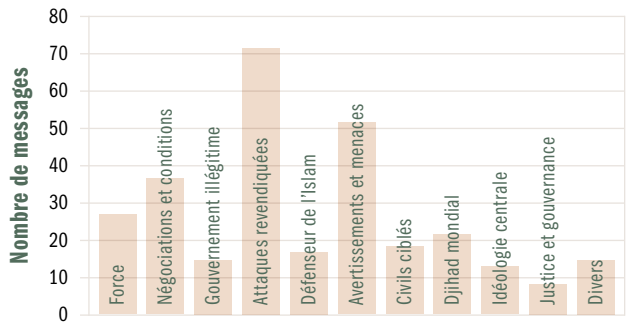
Boko Haram a incendié l'école expérimentale de Maiduguri, une école maternelle, primaire et secondaire privée, en mai 2012. AFP/GETTY IMAGES

> « *Une lecture attentive de la situation peut déterminer ce que pourrait être la prochaine cible de Boko Haram, laquelle conduirait plus probablement à une action si elle était liée à une doléance spécifique et formulée.* »
>
> — *Omar S. Mahmood*

ripostes contre les raids de l'état sur les écoles islamiques, selon Human Rights Watch. Du 26 au 29 février, les militants incendient au moins quatre écoles et le 1er mars ils en brûlent cinq de plus.

Les liens entre les messages et les attaques peuvent aussi être constatés dans l'assaut lancé par Boko Haram contre les médias nigérians et contre l'industrie pétrolière du pays. Alors qu'Abou Kaka se plaint que les médias donnent une image fausse de Boko Haram, les insurgés attaquent à la bombe les bureaux du journal *This Day* à Abuja et Kaduna en avril 2012. La colère de Boko Haram contre *This Day* provient d'un article vieux de 10 ans sur le concours de Miss Monde publié dans ce journal, que certains Musulmans jugent blasphématoires. Des protestations pacifiques avaient déjà eu lieu pendant la période précédant le concours mais l'article suscita des affrontements violents entre Chrétiens et Musulmans qui firent environ 250 morts, selon Human Rights Watch.

Thèmes principaux des messages de Boko Haram

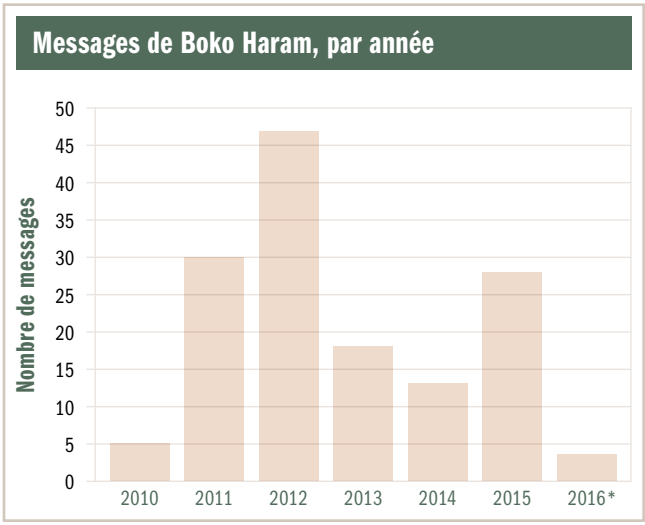


Source : « Plus que de la propagande : un examen des messages publics de Boko Haram »

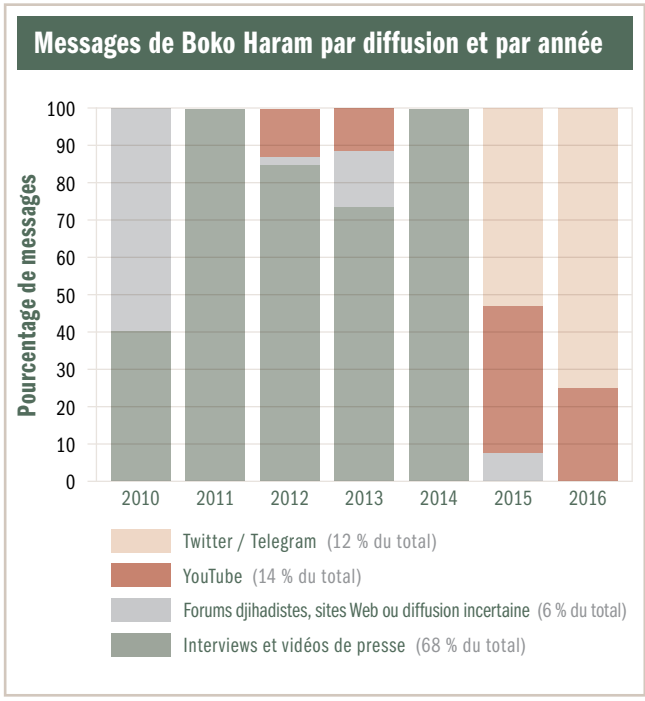
Le concours de 2002, prévu initialement pour avoir lieu au Nigeria, fut finalement relocalisé à Londres, mais la colère de Boko Haram culmine dans des attaques qui se produisent plusieurs années après.

Un mois après l'attaque contre *This Day*, Boko Haram publie une vidéo de 18 minutes qui divise les médias nigérians en trois groupes, selon sa perception de leurs transgressions. *This Day* est seul placé dans le premier groupe à cause de l'incident de Miss Monde et d'autres infractions discernées. Le deuxième groupe inclut plusieurs journaux et une station de radio. Le narrateur déclare que ces médias seront attaqués prochainement. La troisième catégorie comporte des organisations médiatiques qui feront face à des attaques si elles sont imprudentes. Elle inclut d'autres journaux, un service de radio international et un site Web.

En juin 2014, un kamikaze fait exploser une bombe à l'extérieur d'une raffinerie de pétrole à Lagos. M.



Source : « Plus que de la propagande : un examen des messages publics de Boko Haram »
* jusqu'en août



Source : « Plus que de la propagande : un examen des messages publics de Boko Haram »

Mahmood écrit que la décision d'attaquer la raffinerie si loin de la base principale de Boko Haram représente probablement un assaut contre les sources de financement de l'état, plutôt qu'une preuve de récrimination contre l'industrie pétrolière. Des attaques similaires ne se sont pas produites et les messages concernant les intérêts pétroliers ont été rarement répétés. « Plutôt que de surgir de nulle part, l'assaut a été présagé par des messages de Boko Haram en février, mars et mai de cette année [2014], indiquant son engagement et sa capacité à aller jusqu'au bout, même avec des promesses considérées irréalistes à l'époque », écrit M. Mahmood.

OTAGES ET PRISONNIERS

L'acte le plus notoire de Boko Haram est le kidnapping de 276 lycéennes de Chibok en 2014. Le 14 avril, les militants attaquent un pensionnat de Chibok, dans l'État de Borno, en pleine nuit. Les insurgés font irruption dans les dortoirs, chargent les jeunes filles dans des camions et s'enfuient. Certaines fillettes sautent dans les buissons alors que les camions s'éloignent, ce qui laisse 219 enfants en captivité. Cette atrocité est condamnée mondialement mais a un parallèle dans une doléance de longue date de Boko Haram : le souhait de libération de ses membres incarcérés.

Les négociations et les conditions constituent le troisième thème le plus fréquent des messages analysés par M. Mahmood. Il écrit : « La demande que tous les membres incarcérés de Boko Haram soient remis en liberté est un refrain répétitif des messages. »

Pendant la période précédant le rapt de Chibok, Abubakar Shekau fait référence au moins sept fois en 2012 et 2013 aux femmes et aux enfants des insurgés détenus, et il accuse les fonctionnaires fédéraux d'avoir kidnappé les membres des familles des insurgés. En 2012, le porte-parole Abou Kaka déclare : « Nous commencerons bientôt à kidnapper les femmes et les enfants de toutes les personnes qui ont participé à l'arrestation de nos femmes et nos enfants. »

En octobre 2016, après plusieurs mois de négociations, Boko Haram libère 21 des jeunes filles de Chibok en échange d'une rançon monétaire, selon un reportage du *Daily Trust*. En mai 2017, les insurgés échangent 82 autres jeunes filles contre cinq leaders militants.

AUGMENTATION DE LA VIOLENCE, ADHÉSION À EIIL

Boko Haram s'est développé entre 2009 et 2012 en tant qu'insurrection locale. En 2013, son désir d'entreprendre des opérations régionales se manifeste avec le kidnapping d'une famille française au Cameroun, première action transfrontalière du groupe contre le voisin du Nigeria. Le groupe déclare que ce kidnapping est une réponse à l'arrestation des membres de Boko Haram au Cameroun. À partir de là, les opérations se multiplient au Cameroun en 2014 et dès le début 2015 Abubakar Shekau se moque ouvertement aussi des présidents du Tchad et du Niger.

« Cela coïncide avec les premières opérations violentes de Boko Haram dans ces deux pays en février 2015, ce qui démontre encore une fois l'étroite correspondance entre les messages et les actions du groupe, et ce qui confirme l'élargissement de sa lutte à la région du lac Tchad », écrit M. Mahmood.

C'est environ à cette date que le groupe d'insurgés prête allégeance à EIIL. Un nouveau compte Twitter en langue arabe qui prétend être l'organe officiel d'un nouveau groupe médiatique de Boko Haram est lancé. Il est appelé Al-Urwah al-Wuthqa, selon un reportage de la BBC.

L'alignement avec EIIL marque le début d'une grande série de changements dans les messages de Boko Haram. Jusqu'alors, les messages étaient

étroitement liés à ce que le groupe subissait ou accomplissait. Ernest Ogbozor, étudiant en doctorat nigérian à l'Université George Mason aux États-Unis, déclare que sa recherche indique trois phases distinctes dans les messages de Boko Haram, dont l'alignement avec EIIL est le point culminant.

La première phase, de 2009 à 2012 environ, se concentre sur les doléances, le recrutement et les représailles. En 2009, les forces nigérianes tuent le fondateur Mohamed Yusuf, détruisent des mosquées et perturbent leur mécanisme de prêt par micro-crédit. « Le groupe se retrouve alors sans rien », déclare M. Ogbozor, en ajoutant que les messages visent à transformer ces doléances en appui populaire.

La période la plus forte de Boko Haram est de 2013 à 2015, lorsqu'il capture et conserve un territoire, et lorsqu'il enregistre des victoires contre les forces armées. Les messages de l'époque se concentrent sur l'éloge des succès territoriaux et militaires.

Dès la fin 2015 et dans l'ensemble de 2017, les assauts militaires nigérians et régionaux commencent à peser sur Boko Haram. « Donc au lieu de faire ses propres éloges, le message change pour chercher à rester pertinent », déclare M. Ogbozor. « C'est alors que Boko Haram fait allégeance à l'État islamique. »

DIVISION DU GROUPE ET DES MESSAGES

En août 2016, Boko Haram se divise en deux factions, l'une dirigée par le porte-parole pugnace Abubakar Shekau et l'autre par Abou Mosab al-Barnaoui, leader choisi par EIIL. Bien qu'Abubakar Shekau ait prêté allégeance à EIIL en 2015, le groupe se fatigue rapidement de sa gestion de la guerre contre les forces régionales et de son penchant pour cibler les civils, déclare M. Mahmood. La faction al-Barnaoui se sépare, et ce changement suscite des différences dans les messages.

Abubakar Shekau était présenté de façon hautement visible dans les messages de Boko Haram. Peu après avoir prêté allégeance à EIIL, cela prend fin. La faction al-Barnaoui commence à publier des séries de photos thématiques sur les réseaux sociaux pour souligner les aspects non militaires de la lutte du groupe, notamment la gouvernance, la justice et les services que Boko Haram peut fournir du fait de sa participation à EIIL.

La division laisse aussi la faction al-Barnaoui alignée sur EIIL comme grande gagnante en termes de longévité et de létalité potentielles, déclare M. Mahmood. La branche d'Abubakar Shekau essaie seulement de survivre, mais elle utilise toujours les logos d'EIIL dans les messages.

DES RECOMMANDATIONS POUR AGIR

M. Mahmood déclare qu'une recherche supplémentaire est nécessaire pour déterminer si les messages de Boko Haram trouvent un écho parmi les populations locales. Il déclare qu'il est possible que les messages de Boko Haram ne soient pas particulièrement efficaces au niveau local. Dans ce cas, les efforts pour contrecarrer

Boko Haram a incendié des salles de classe de cette école à Chibok au Nigeria et a kidnappé 276 lycéennes en avril 2014.
AFP/GETTY IMAGES

ces messages pourraient ne pas non plus aboutir. Toutefois il écrit : « Les messages de Boko Haram offrent un aperçu du groupe, qui sans eux resterait largement énigmatique et obscur. … Les messages peuvent donc exposer des informations importantes en plus de simplement servir d'outil de propagande, et ils devraient donc être étroitement surveillés. » Il suggère que les observateurs :

- Continuent à rechercher les effets des messages de Boko Haram sur les populations locales, en se concentrant sur le recrutement. Cela conduira ainsi à des programmes plus efficaces pour réduire cette influence.
- Analysent les messages de Boko Haram pour déterminer les changements dans les divisions du groupe ou l'identification de nouvelles cibles.
- Continuent à frustrer les messages de Boko Haram en détenant les opérateurs médiatiques ou en éliminant les affichages sur les réseaux sociaux. De telles tactiques peuvent diminuer les messages ou faire cesser certaines pratiques, notamment l'utilisation des réseaux sociaux.
- Réduisent les pénalités et la stigmatisation de ceux qui regardent les messages de Boko Haram, pour ne pas augmenter leur attrait. Les diatribes interminables peuvent en fait présenter le groupe comme négatif et lunatique.
- Équilibrent la couverture médiatique factuelle des messages de Boko Haram avec le besoin de limiter sa portée. Des consignes de reportage prudentes peuvent empêcher les médias de devenir un outil de propagande.

« Les messages révèlent beaucoup leur stratégie, déclare M. Mahmood. Les deux vont ensemble, et il est donc important d'examiner attentivement ces aspects car ils peuvent bien nous informer sur ce mouvement. » ❑

Les souvenirs musicaux sont éveillés par des enregistrements perdus de Somalie

BBC NEWS À BBC.CO.UK/NEWS

La Somalie du début des années 70 était un pays qui avait du style. À Mogadiscio, les hommes portaient des coiffures afro et des pantalons évasés et les femmes arboraient des robes élégantes avec la tête découverte. L'architecture de la ville reflétait plusieurs siècles de commerce transculturel.

Les Somaliens du monde entier peuvent désormais revivre ces riches souvenirs de Mogadiscio grâce à une archive de plus de 10.000 bandes découverte en 2016 par Vik Sohonie à Hargeisa, capitale de la république auto-proclamée du Somaliland. Les enregistrements riches et variés ont des influences de funk, rock, jazz et Bollywood.

Les bandes remontent à une époque de stabilité économique et politique relative en Somalie.

Bien que le pays ait vécu sous un régime militaire, les arts et en particulier la musique prospéraient et la période fut connue comme l'Âge d'or. Mogadiscio accueillait des hôtels populaires tels qu'Al-Uruba et Jazeera, où les jeunes fans affluaient vers la piste de dance pour écouter des groupes tels qu'Iftiin et Dur Dur.

DISQUES OSTINATO

L'industrie musicale de Somalie fut essentiellement nationalisée sous le général autoritaire Siad Barre qui mit la plupart des industries sous le contrôle de l'état dans l'espoir d'éliminer la politique basée sur le système des clans dans le pays. Pendant cette période, les maisons de disques ne purent pas vendre de musique sur le marché.

Le Théâtre national était un forum adoré où les groupes musicaux produisaient une musique remarquable, mais les artistes devinrent des outils de propagande attrayants pour le message de Siad Barre. Les troupes théâtrales, appelées « bandes », exprimèrent le nationalisme dans leurs paroles et leur style.

Des chanteuses somaliennes donnent une performance au Théâtre national dans la capitale de Mogadiscio. REUTERS

« Lorsque je regarde en arrière, je fonds en larmes parfois, déclare la chanteuse célèbre Maryam Mursal. Je sens les larmes monter en ce moment même en pensant à ce qu'était Mogadiscio dans les années 70. »

Mme Mursal, comme beaucoup d'autres artistes des groupes tels que Waaberi, Shareero et Dur Dur, s'est enfuie de la Somalie après des décennies de guerre pour rejoindre la diaspora.

Dans les boîtes de nuit principales de Mogadiscio, les femmes artistes attiraient plus de fans et plus de foules que leurs collègues masculins. Khadra Daahir, chanteuse vedette des années 70, déclare que les auditoires s'opposaient initialement aux femmes chanteuses en pensant que c'était une « honte ». Mais, déclare-t-elle, la perception des femmes dans la société s'est transformée en moins de dix ans.

« C'était une époque miraculeuse, déclare-t-elle. Pendant les années 70, les gens ont eu l'esprit ouvert, ils ont pris l'habitude de voir les femmes chanter, danser, donner des performances. Ils ont réalisé que cela faisait partie de la culture somalienne et ils ont commencé à nous admirer. »

L'Afrique souhaite accueillir les Championnats du monde en

2025

BBC NEWS À BBC.CO.UK/NEWS

Le président de l'athlétisme africain déclare que le continent présentera sa candidature pour accueillir les Championnats du monde en 2025. L'Afrique n'a jamais organisé cet événement biennal d'athlétisme, qui a débuté en 1983, bien qu'un grand nombre de champions du monde soient originaires du continent.

Le président de la Confédération africaine d'athlétisme Hamad Kalkaba Malboum déclare qu'il pense qu'un pays africain, parmi les six intéressés, va présenter sa candidature. « Nous avons des discussions avec le Kenya, l'Afrique du Sud, le Nigeria, l'Algérie, l'Égypte et le Maroc ; ces pays ont les installations nécessaires, déclare M. Malboum, qui est camerounais. Les gens disaient que l'Afrique ne pouvait pas accueillir la Coupe mondiale de football mais nous l'avons fait avec un très grand succès. »

Le Maroc est le seul pays africain à avoir organisé un meeting de la Ligue de diamant, série d'athlétisme annuelle qui est programmée entre mai et septembre dans le monde entier. La ville marocaine de Casablanca est aussi la plus récente en Afrique à essayer d'organiser les Championnats du monde, mais sa candidature pour l'événement de 2011 a échoué.

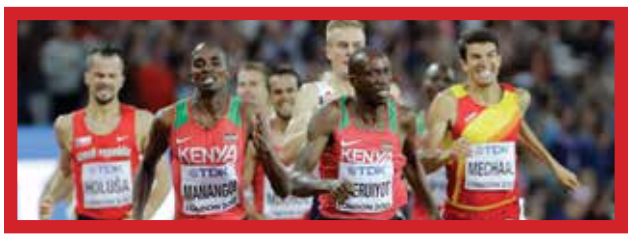
M. Malboum cite les Championnats du monde de cross-country tenus en mars 2017 dans l'Ouganda et les Championnats du monde d'athlétisme pour les moins de 18 ans tenus en juillet 2017 au Kenya comme motifs d'espoir.

Les événements de 2019 et 2021 ayant été attribués respectivement au Qatar et aux États-Unis, la prochaine candidature disponible des championnats est en 2023. M. Malboum, qui a eu des discussions avec les chefs politiques, y compris le président du Kenya Uhuru Kenyatta, pense que cette date serait prématurée pour le continent.

Il déclare que l'Afrique n'avait jamais organisé cette compétition auparavant parce que les événements d'athlétisme étaient moins populaires que le football, et aussi « puisque nous faisons face à beaucoup d'autres problèmes sociaux (santé, éducation, construction des routes ou des chemins de fer), les chefs politiques ont parfois peur de dépenser de l'argent pour organiser un événement ».

« Mais je pense que beaucoup de gens réalisent aujourd'hui que [l'organisation des championnats] pourrait placer un pays sur la scène internationale en termes de publicité et pourrait promouvoir le tourisme, et donc que l'accueil de l'événement a des avantages, déclare M. Malboum. Ce n'était pas le cas auparavant. »

La décision concernant le pays qui accueillera les finales de 2025 sera prise en 2020.



Les coureurs du Kenya sont en tête à la finale masculine du 1.500 mètres des Championnats du monde d'athlétisme de 2017 à Londres. THE ASSOCIATED PRESS

L'artiste Peju Alatise avec une de ses sculptures intitulée *Flying Girls*

PEJU ALATISE

Une artiste nigériane gagne

UN PRIX PRESTIGIEUX

BRAND SOUTH AFRICA

L'artiste nigériane Peju Alatise a remporté le Prix artistique FNB 2017 d'Afrique du Sud, l'une des récompenses artistiques les plus prisées du continent.

Ses œuvres sont axées sur les expériences des femmes africaines contemporaines. Les peintures précoces, les sculptures ultérieures et les montages actuels de Mme Alatise ont été présentés en septembre 2017 à la Joburg Art Fair, parrainée annuellement par la First National Bank.

La foire est l'un des premiers événements artistiques d'Afrique du Sud et présentait plus de 60 exposants dans cinq catégories, y compris l'art traditionnel et l'art moderne. Des artistes et des organisations culturelles originaires de 11 pays y ont participé.

Née à Lagos au Nigeria en 1975, Mme Alatise a étudié l'architecture avant de trouver son inspiration dans l'art visuel discordant de son collègue nigérian David Dale. Plus tard, elle a suivi une formation avec M. Dale et a travaillé avec des artisans traditionnels dans toute l'Afrique, en apprenant comment intégrer les matériaux tels que les perles, les étoffes et les résines naturelles dans ses œuvres ambitieuses.

Mme Alatise a exposé dans le monde entier, notamment au musée national d'art africain de la Smithsonian Institution aux États-Unis et à la Biennale de Venise en Italie, l'un des événements artistiques les plus anciens et les plus respectés du monde. Ses peintures précédentes et ses œuvres multimédia plus récentes font aussi partie de plusieurs collections privées et expositions permanentes du monde.

Mme Alatise déclare que la Biennale « est le plus grand hommage d'exposition qu'une artiste puisse recevoir ». Elle déclare à CNN : « Ce sont les Jeux olympiques des arts ». L'œuvre particulière exposée à Venise a pour titre *Flying Girls*, (Envol de jeunes filles), montage de huit sculptures de jeunes filles ailées représentant « un narratif sociétal puissant sur les réalités auxquelles les femmes font face en Afrique ».

Un gardien de la paix du Cameroun garde des femmes qui ont fui du village de Zike alors qu'elles arrivent dans le village de Bambara en République centrafricaine. REUTERS

L'ONU PROPOSE DE RÉFORMER LES MISSIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX

THE ASSOCIATED PRESS

Le Conseil de sécurité des Nations unies appuie des réformes pour réduire les inefficacités, la corruption et les abus dans les opérations de maintien de la paix reculées.

Bien qu'un grand nombre de missions de maintien de la paix soient considérées comme des réussites – tout récemment en Sierra Leone – d'autres sont critiquées pour les infractions liées à l'abus sexuel et la corruption, en particulier en République centrafricaine et en République démocratique du Congo.

L'ONU a actuellement 16 opérations de maintien de la paix, avec un personnel de plus de 100.000 et un coût annuel de près de 8 milliards de dollars. L'ONU a déclaré que le prix payé par les états membres, ajusté pour l'inflation, a diminué de 17 pour cent au cours des dix dernières années. « Le maintien de la paix reste un instrument hautement économique », déclare au Conseil le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres. Mais il décrit des plans de réforme, axés sur quatre objectifs.

Le premier, déclare-t-il, consiste à assurer que les « opérations de paix sont déployées pour soutenir des efforts diplomatiques actifs, et non pas comme substituts ». Pour ce faire, M. Guterres a changé la structure du Secrétariat de l'ONU pour consolider la gestion des opérations de maintien de la paix et les grandes missions politiques.

Le deuxième enjeu consiste à assurer que les gardiens de la paix soient correctement équipés. M. Guterres déclare qu'il existe des lacunes cruciales dans les capacités de technologie, de transport, de renseignement et autres. La résolution du Conseil de sécurité demande aux états membres de tenir leurs promesses concernant la fourniture de ces capacités et demande à M. Guterres de fournir un rapport dans un délai de 90 jours sur un mécanisme permettant de combler les lacunes.

Le troisième objectif consiste à éradiquer la corruption et les abus, en particulier les scandales liés à l'abus sexuel, qui ont souillé la réputation du maintien de la paix de l'ONU.

M. Guterres déclare qu'il a pris des « mesures fortes » pour lutter contre ce problème, qui selon lui l'a hanté. Il a fait ressortir la nomination d'un champion des droits des victimes et l'exigence selon laquelle les états membres certifient avant le déploiement que leur personnel n'a aucun antécédent de comportement fautif.

Le Conseil de sécurité est divisé en ce qui concerne le quatrième objectif, qui concerne le renforcement des partenariats avec les entités régionales, en particulier l'Union africaine, qui a pris en charge diverses opérations de maintien de la paix. Les membres du Conseil étaient en désaccord sur l'aide de financement cas par cas des opérations de l'UA avec les contributions de l'ONU. Finalement, le Conseil de sécurité a résolu de considérer des mesures visant à établir un mécanisme par lequel les opérations de l'UA pourraient être financées partiellement par l'ONU.

Un exercice sous commandement français cherche à assurer la sécurité dans le

GOLFE *de* GUINÉE

AGENCE FRANCE-PRESSE

La Marine française organise une série d'exercices régionaux de 10 jours appelés African NEMO (Navy's Exercise for Maritime Operations, Exercice de la marine pour les opérations maritimes) avec le porte-aéronefs Dixmude.

Son but consiste à préparer plus de 20 pays d'Afrique de l'Ouest à intensifier leur lutte contre le crime maritime.

« On est passé du stade de l'entraînement tactique des équipes qui montent à bord des bateaux, à celui du sauvetage en mer, et à celui de faire travailler l'ensemble des structures mises en place par le processus de Yaoundé », déclare le capitaine Jean Porcher, commandant du Dixmude.

Le processus de Yaoundé a été adopté en 2013 comme code de conduite par les pays d'Afrique occidentale et centrale pour partager le renseignement et coordonner l'intervention contre la pêche illicite, le narcotrafic et la piraterie sur la côte Ouest de l'Afrique, mais les progrès ont été lents.

Parti du Togo le 10 septembre 2017, le Dixmude participe à une demi-douzaine d'exercices avec les marines des pays riverains du golfe de Guinée, dans le but de renforcer la souveraineté des eaux nationales et de protéger une source alimentaire vitale.

Les états africains côtiers perdent environ 1,3 milliard de dollars par an à cause de la pêche illicite et non déclarée, selon l'Union européenne.

« Les poissons ne savent pas lire les cartes, ils ne reconnaissent pas les frontières et les pirates non plus », a expliqué l'amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la Marine française, lors de l'ouverture d'une conférence à Dakar au Sénégal.

« Quelque 90 % des échanges mondiaux passent par voie de mer, a ajouté l'amiral Prazuck. Dans le golfe de Guinée, il y a 2.000 bateaux. La sécurité de ces bateaux est fondamentale pour la prospérité. »

Depuis 2013, la coopération maritime est un tableau contrasté, déclare le contre-amiral sénégalais Momar Diagne. Bien qu'un centre régional convenu dans le processus de Yaoundé soit opérationnel à Pointe-Noire, dans la République du Congo, un autre à Abidjan, en Côte d'Ivoire, n'est pas encore ouvert.

Le navire militaire ghanéen Blika, au premier plan, et le porte-aéronefs de la Marine française Dixmude manœuvrent dans le golfe de Guinée pendant l'exercice African NEMO organisé par la France.

MINISTÈRE FRANÇAIS DE LA DÉFENSE

UN AVOCAT NIGÉRIAN EST

HONORÉ *pour sa* *médiation*

AGENCE FRANCE-PRESSE

Un avocat nigérian qui a aidé à assurer la libération de plus de 100 lycéennes kidnappées par Boko Haram à Chibok a reçu l'un des premiers prix des Nations unies.

Zannah Mustapha a reçu le prix annuel Nansen Refugee Award pour son rôle de « médiateur crucial » et ses efforts pour aider les enfants affectés par le conflit persistant. M. Mustapha, 58 ans, a déclaré que le prix était une surprise mais qu'il était « extrêmement heureux » d'avoir été choisi. « J'espère être un ambassadeur digne d'un prix si noble », a-t-il déclaré lors d'une interview à Abuja, la capitale.

M. Mustapha a créé en 2007 la Future Prowess Islamic Foundation School, qui depuis lors s'est avérée être une planche de salut pour les enfants du Nord-Est du Nigeria, région déchirée par les conflits et appauvrie. Cette école primaire, qui avait commencé avec seulement 36 élèves et une salle de classe, s'est développée pour atteindre 540 élèves, dont plus de la moitié sont des filles, avec une liste d'attente quatre fois plus longue. En 2016, une deuxième école s'est ouverte près de la première à Maiduguri, capitale de l'État de Borno, pour fournir un enseignement gratuit à 88 élèves déplacés de leur foyer à cause de la violence.

Parmi les élèves, on compte des enfants des combattants de Boko Haram et ceux des soldats nigérians. « C'est le lieu où chaque enfant est importante, quels que soient sa religion, ses antécédents ou sa culture. Notre but est d'apporter des changements positifs dans leur vie », a-t-il déclaré à HCR, l'agence des réfugiées de l'ONU.

M. Mustapha est bien connu dans le Nord-Est du Nigeria, ayant auparavant représenté la famille de Mohamed Yusuf, fondateur de Boko Haram qui est mort sous garde à vue en 2009. Cet avocat a participé à des pourparlers de paix avec le groupe, dont l'insurrection a fait au moins 20.000 morts et a déplacé plus de 2,6 millions de personnes au cours des huit dernières années.

C'est en avril 2014 que Boko Haram kidnappe 276 lycéennes dans leur pensionnat de Chibok. Plusieurs s'échappent ou sont secourues, et des négociations ultérieures conduisent à la libération de 21 jeunes filles en octobre 2016 et de 82 de plus en mai 2017. À l'époque, il est estimé que 113 restent en captivité.

M. Mustapha a déclaré que lorsque l'accord a été conclu, ce fut « le point culminant » de sa vie, et que, puisqu'il était originaire de la région, les kidnappings qui ont attiré l'attention du monde sur le conflit avec Boko Haram étaient comme si sa propre fille avait été enlevée.

M. Mustapha déclare qu'il est « optimiste à 100 pour cent » pour que le reste des lycéennes soient libérées et que l'insurrection prenne fin. Après tant de violence, « tous les habitants de mon état aspirent à la paix », déclare-t-il.

AFP/GETTY IMAGES

Les pays du Sahel s'unissent CONTRE LA TERREUR

REUTERS

Cinq pays du Sahel établissent un bloc de sécurité pour réprimer la contrebande, la terreur et d'autres crimes transfrontaliers. On anticipe que la force réunie par le block du G5 Sahel, qui inclut le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, la Mauritanie et le Niger, comptera environ 5.000 soldats. « Nous faisons la guerre au terrorisme non seulement pour protéger notre propre peuple et notre propre pays, mais aussi au nom du monde entier », déclare le président du Niger Mahamadou Issoufou lors d'une conférence de presse dans la capitale de Niamey.

L'idée d'une force du G5 a été formulée en 2015 et il est anticipé qu'elle sera opérationnelle à la fin 2017. En octobre, les États-Unis ont promis de contribuer 60 millions de dollars pour soutenir les efforts du G5.

Ci-dessus : Un soldat des forces armées du Mali en patrouille près de Tin Hama. REUTERS

Les groupes islamistes, dont certains sont liés à al-Qaïda, ont occupé le désert au Nord du Mali en 2012. Des forces françaises et africaines les ont dispersés l'année suivante mais ils effectuent toujours des attaques contre les gardiens de la paix, les soldats et les civils.

Le président Issoufou déclare qu'une force multinationale dans la région du lac Tchad, y compris des soldats du Bénin, du Cameroun, du Tchad, du Niger et du Nigeria, a eu un certain succès contre Boko Haram, mais qu'elle était financée essentiellement par le Nigeria, qui est la première puissance économique d'Afrique. Aucun pays du G5 ne possède les ressources suffisantes.

« Il est important que la communauté internationale prenne note de cela et décide en commun de nous donner les ressources qui assureront de pouvoir accomplir notre mission », déclare-t-il.

Le président Issoufou et le président du Mali Ibrahim Boubacar Keïta ont demandé un soutien financier, logistique et de formation aux partenaires occidentaux.

« Parce que le terrorisme ne connaît pas de frontière, déclare M. Issoufou. Il se propagera en Europe, il se propagera aux États-Unis. Il faut que le monde se mobilise. »

Les analystes considèrent la force du G5 comme la base d'une stratégie potentielle de désengagement, car 4.000 soldats français environ sont déployés dans la région pour des missions de lutte contre l'insurrection, surtout au Mali.

Le président Issoufou déclare que la force serait divisée en trois déploiements dans la région du Sahel : un déploiement oriental composé des forces du Tchad et du Niger ; un central composé des forces du Niger, du Mali et du Burkina Faso ; et un occidental avec des soldats du Mali et de la Mauritanie.

De gauche à droite : Les présidents Roch Marc Christian Kaboré du Burkina Faso ; Mohamed Ould Abdel Aziz de Mauritanie ; Emmanuel Macron de France ; Ibrahim Boubacar Keïta du Mali ; Idriss Déby du Tchad ; et Mahamadou Issoufou du Niger se réunissent lors du Sommet du G5 Sahel à Bamako, au Mali, en juillet 2017. REUTERS

GOUVERNEMENT ALGÉRIEN

L'ALGÉRIE *déclare qu'elle est* EXEMPTE DE MINES

AGENCE FRANCE-PRESSE

L'Algérie annonce qu'elle a détruit ses derniers stocks de mines antipersonnel, 10 mois après avoir complètement déminé l'ensemble du pays.

Un total de 5.970 mines ont été détruites lors d'une cérémonie à Djelfa au Sud-Est de l'Algérie.

L'Algérie a ratifié la Convention d'Ottawa interdisant les mines antipersonnel en 2000 et a déclaré qu'elle avait achevé le déminage de son territoire en décembre 2016, en éliminant 9 millions de mines terrestres.

Ce fléau avait coûté la vie à 7.300 civils dans le pays d'Afrique du Nord, surtout pendant la guerre d'indépendance de 1954 à 1962, selon le sous-ministre de la Défense Ahmed Gaïd Salah.

Les spécialistes algériens du déminage ont éliminé les mines entre 1963 et 1988, puis ils ont relancé le programme de déminage des mines terrestres en 2004 pour achever la tâche.

« Plus de 120 millions de mètres carrés de terrain ont été déminés et mis à disposition pour une utilisation normale », déclare le colonel Ahcène Gherabi, directeur du Programme national de déminage de l'Algérie. « Grâce aux activités humanitaires de déminage entièrement exécutées avec les propres ressources de l'Algérie, les Algériens peuvent une fois de plus se sentir en sécurité lorsqu'ils vont dans ces zones et utilisent ces terres. »

LES FORCES DU POUNT INTERCEPTENT DES ARMES

REUTERS

La police maritime de la région semi-autonome somalienne du Pount saisit un bateau chargé d'armes en provenance du Yémen.

Les autorités du Pount ont montré des douzaines de canons anti-aériens, de mitrailleuses, de fusils AK-47 et de boîtes de munitions qui se trouvaient sur le bateau appréhendé au large de la Corne de l'Afrique.

Les forces maritimes européennes patrouillant les voies de navigation près des côtes de Somalie ont suivi le petit vaisseau, appelé Al Faruq, depuis le Yémen, déclare Abdirahman Mohamud Hassan, directeur général de la force de police maritime du Pount.

Il déclare que d'autres bateaux. chargés d'armes destinées aux militants de l'État islamique et d'al-Shebab actifs en Somalie, ont été saisis. Toutefois, on pense cette fois-ci que le bateau appartenait à des trafiquants d'armes qui les auraient vendues dans des points de vente locaux.

Les forces du Pount reçoivent des armes saisies à bord d'un bateau près de Bosaso en Somalie, en septembre 2017. REUTERS

« Nous soupçonnons aujourd'hui que des marchands sont les propriétaires de ces armes, mais nous allons continuer l'enquête », déclare-t-il.

Le Pount a enregistré des affrontements violents lorsqu'al-Shebab et un groupe dissident lié à EIIL ont attaqué des soldats gouvernementaux autour des collines de Galagala, à 30 kilomètres au Sud-Est de la capitale régionale de Bosaso.

En juin 2017, al-Shebab s'empare d'une base militaire dans la ville d'Af Urur dans la région des collines, en tuant 38 personnes, surtout des soldats.

Contrairement au reste de la Somalie, le Pount avait rarement subi des attaques des militants avant la flambée de violence de 2017, surtout parce que ses forces de sécurité sont payées régulièrement et reçoivent une aide américaine importante.

UNIVERSITÉ DU CAP-OCCIDENTAL

Des étudiants d'Afrique du Sud utilisent le collisionneur

BRAND SOUTH AFRICA

Un groupe d'étudiants de l'Université du Cap-Occidental (UWC) est la première équipe africaine de chercheurs à mener une expérience à l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) en Suisse.

Bien connu comme site du Grand collisionneur de hadrons, le CERN est l'une des installations de recherche scientifique les plus prestigieuses du monde. Les collisionneurs sont utilisés pour la recherche en physique des particules. Ils permettent d'accélérer les particules pour qu'elles entrent en collision avec d'autres particules. Le CERN possède le plus grand collisionneur du monde, lequel est aussi décrit comme étant la plus grande machine du monde.

L'équipe d'étudiants postuniversitaires a lancé un faisceau de sélénium sur une cible de platine. La durée de vie du sélénium 70 est d'environ 42 minutes et il est produit dans les sursauts X que l'on trouve le plus fréquemment dans les explosions des étoiles à neutron. Le séparateur d'isotopes en ligne, nouvelle installation de recherche du CERN, a un faisceau de sélénium instable, ce qui est nécessaire pour cette expérience.

En 2017, l'Afrique du Sud s'est jointe à la Collaboration ISOLDE, accord entre les pays et le CERN pour mener des expériences dans le domaine de la physique nucléaire et atomique, la physique du solide, la science des matériaux et les sciences de la vie.

Dans les installations de l'université en Afrique du Sud, les chercheurs des sciences physiques, médicales et biologiques mènent des recherches axées sur l'éducation avancée, le traitement des cancers et la production des radio-isotopes uniques.

Le but de l'expérience conduite par UWC était de découvrir comment les éléments exotiques instables étaient créés. « Au-delà du minerai de fer, nous ne savons pas comment les éléments sont produits », déclare Nico Orce, professeur de l'UWC qui a guidé l'équipe.

Les expériences de l'équipe n'ont pas produit les résultats souhaités pour le sélénium 70. Cependant, les membres de l'équipe furent capables de mesurer la création du germanium 66, autre particule exotique.

« Nous pouvons tout de même déclarer que nous avons réussi, opine le professeur Orce. C'est la première fois que le germanium 66 est produit sur la planète. Nous avons pu étudier la désintégration du germanium 66 jusqu'à ce qu'il se transforme en isotope stable. »

Le professeur Orce déclare que la science est comme la boxe. « Vous donnez sans cesse des petits coups jusqu'à ce que vous alliez droit au but. »

Le Soudan du Sud LUTTE CONTRE LES CHENILLES DÉFOLIANTES *naturellement*

VOICE OF AMERICA

Un groupe d'agriculteurs dans l'État d'Imotong au Soudan du Sud déclare qu'il a découvert une façon de combattre les redoutables chenilles défoliantes d'automne qui ravagent les cultures dans tout le continent.

Robert Lokang, chef de l'Association agricole Bidaya, pulvérise régulièrement sur ses récoltes une préparation de feuilles de margousier, de cendres, de savon en poudre et d'eau. Cette formule entièrement naturelle est conçue pour tuer les chenilles défoliantes sans nuire aux plantes.

Ce n'est pas une invention nouvelle. M. Lokang déclare qu'il l'a apprise il y plusieurs décennies lorsqu'il était gosse et son père utilisait le même mélange pour éloigner les ravageurs. Il déclare qu'en 2016 l'organisation non gouvernementale Care International a montré aux agriculteurs comment utiliser le mélange au lieu des pesticides. Il dit que son groupe décida de l'essayer contre les chenilles défoliantes d'automne et que l'essai fut un succès.

Les chenilles défoliantes proviennent des Amériques mais se propagent dans le continent africain depuis 2015, ce qui alarme les agriculteurs et les responsables agricoles. Ces ravageurs prospèrent dans les climats chauds et humides, ils se déplacent rapidement sur de grandes distances et ils dévorent le maïs, le coton, le sorgho et les légumes.

M. Lokang déclare qu'il a subi des pertes financières graves la saison dernière lorsque les chenilles attaquèrent ses aubergines, ses tomates, ses oignons et ses choux.

« Elles mangent les feuilles et les autres insectes, déclare-t-il. Elles détruisent aussi les racines, et celles que l'on transplante lorsque la récolte est prête deviennent également pourries. »

Les fonctionnaires des Nations unies et de l'état déclarent que l'application des insecticides courants est inefficace avec les chenilles défoliantes.

Awello Obale, fonctionnaire du ministère de l'Agriculture de l'état, déclare que la méthode de M. Lokang est économique parce qu'il n'existe pas d'autre solution immédiate pour les infestations des chenilles défoliantes d'automne.

« Nous encourageons les agriculteurs… à utiliser les pratiques traditionnelles pour contrôler non seulement les chenilles défoliantes mais aussi les autres insectes », déclare M. Obale.

Heureusement, il y a beaucoup de margousiers dans la région. M. Obale déclare que les agriculteurs devraient tirer profit de la méthode simple de M. Lokang.

THE ASSOCIATED PRESS

ISTOCK

Une tribu du Zimbabwe *adopte le traitement contre le SIDA*

JEFFREY MOYO/INTER PRESS SERVICE

Holoniphani Sidingo, âgée de soixante-sept ans, fait un grand sourire en surgissant du portail d'une clinique de son village. Elle se rend chez elle en cramponnant des boîtes de médicaments pour le traitement des infections liées aux rétrovirus (médicaments ARV).

Les Khoïsan, premiers Bantous qui sont venus vivre dans ce qui est aujourd'hui le Zimbabwe, sont aussi appelés Bochimans ou Basagwa. Ils occupent les zones reculées d'Afrique septentrionale, notamment en Angola, au Botswana, en Namibie, en Afrique du Sud, en Zambie et au Zimbabwe. Ici, la communauté khoïsan est localisée dans le district Tsholotsho du Matabeleland septentrional où vivent beaucoup d'entre eux, comme Mme Sidingo.

On estime que 1,2 million de personnes souffrent du VIH/SIDA au Zimbabwe. Ce chiffre inclut près du tiers des Khoïsan. Maintenant que la sensibilisation au SIDA se répand de plus en plus, beaucoup de Khoïsan comme Mme Sidingo se sont joints à la lutte contre la maladie. Grâce à l'initiative antirétrovirale du gouvernement du Zimbabwe, elle est toujours en vie après avoir été testée séropositive il y a plus de 16 ans.

« Le SIDA a tué mon époux et mes cinq enfants, déclare Mme Sidingo. Je ne prends pas de risques parce que je veux survivre. À l'époque mon mari ne faisait pas confiance aux soignants communautaires qui nous avaient recommandé de nous fier aux tests du VIH/SIDA et d'obtenir un traitement si nous étions infectés. Mon mari Ntungwa pensait en fait que ces soignants nous voulaient du mal et les évitait. Le résultat est que même nos enfants, qui sont plus tard morts du SIDA, ont agi comme leur père. »

Entre-temps, les organismes qui veillent ici au bien-être des Khoïsan déclarent que l'effroi et la honte associés au VIH/SIDA diminuent parmi les membres de la tribu.

« Les Khoïsan comprennent maintenant que le virus existe et presque tous les gens infectés prennent des ARV », déclare Davy Ndlovu de Tsoro-O-Tso San, fondation de développement qui aide le peuple khoïsan au Zimbabwe. « L'autre problème concerne les examens, pour lesquels les gens doivent se rendre à l'hôpital le plus proche, qui est à environ 15 à 20 kilomètres de distance. Lorsqu'ils ne peuvent pas payer pour le transport, ils restent chez eux et ne bénéficient pas de l'examen. »

Malgré ces obstacles, la lutte contre la maladie est devenue une priorité pour ceux qui, comme Mme Sidingo, vivent avec le VIH.

« J'ai appris à prendre systématiquement mes médicaments, déclare Mme Sidingo. Beaucoup de gens de ma communauté comprennent maintenant l'importance d'être testé pour le dépistage du VIH. »

FRIDAY PHIRI/INTER PRESS SERVICE

Les agriculteurs de la Zambie expérimentent avec l'assurance basée sur les intempéries

FRIDAY PHIRI/INTER PRESS SERVICE

Les conditions météorologiques extrêmes et les changements climatiques menacent déjà fréquemment les groupes vulnérables tels que les petits exploitants. Entre 2004 et 2014, on estime que les agriculteurs ont subi une forte proportion des pertes dues aux conditions climatiques extrêmes, s'élevant à 100 milliards de dollars.

Puisque l'assurance traditionnelle s'avère onéreuse, une approche alternative devient populaire : l'assurance basée sur les indices météo, qui associe les versements aux événements déclenchés par les phénomènes météo extrêmes.

En Zambie, le Programme alimentaire mondial met à l'essai depuis 2015 une telle intervention au district de Pemba dans la province septentrionale. La couverture d'assurance cible les agriculteurs qui sont engagés dans des pratiques agricoles soucieuses de l'environnement, appelées aussi l'économie de terres.

Ce projet désigné « R4 » suit une approche holistique de la gestion des risques en intégrant la gestion des ressources naturelles, le crédit, l'assurance et l'épargne.

Abshy Nchimunya du Club des agriculteurs Kayokela pense que le seul fait d'être assuré améliorera la résilience des agriculteurs face aux chocs climatiques. Depuis longtemps, un grand nombre d'agriculteurs de la région avaient cultivé le maïs comme culture de base. Mais puisque la couverture d'assurance est une récompense pour la pratique de l'économie des terres, les agriculteurs se sont diversifiés vers d'autres cultures, y compris les pois à vache et les haricots.

En fournissant des services clés qui sont en général difficiles à obtenir (financement pour les intrants agricoles, informations météorologiques fiables, marché lucratif et pratiques simples d'épargne), l'approche intégrée du R4 dans la réduction des risques a changé l'état d'esprit de plus de 2.000 agriculteurs.

« Jusqu'à présent, le projet a eu beaucoup d'impact », déclare Nervous Nsansaula au sujet de l'une des agences mettant en œuvre le R4. « Au moins 60 à 70 pour cent des agriculteurs pratiquent l'économie de terres. Tous ces agriculteurs ont accès à l'assurance, au micro-crédit, et nous avons veillé par principe à ce qu'ils appartiennent tous à de petits groupes d'épargne de village. »

REUTERS

LES ÉLÈVES APPRENNENT PLUS RAPIDEMENT *dans leur langue natale*

BANQUE MONDIALE

Lors d'une matinée typique dans les écoles primaires de l'Ouganda, on peut entendre les enfants chanter les lettres de l'alphabet anglais, chaque lettre étant affectée à un objet courant que l'on trouve à la maison, suivie d'un mot courant qui facilite l'association et la mémoire. « La hache, la banane, la tasse, le tambour », chantent-ils en parcourant le tableau.

C'est comme cela que des générations d'Ougandais ont appris.

« C'est l'apprentissage de l'anglais en tant que langue », déclare Caroline Kavuma, spécialiste en lecture précoce auprès du ministère de l'Éducation de l'Ouganda. Elle ajoute que, bien que les enfants puissent apprendre l'anglais facilement, il leur est plus difficile de l'utiliser pour apprendre d'autres sujets académiques, surtout s'ils parlent une autre langue chez eux.

Lorsque l'Ouganda adopta l'éducation primaire universelle et gratuite en 1997, puis ultérieurement l'éducation secondaire universelle, il y eut une augmentation exorbitante des inscriptions. Malheureusement, bien que l'accès de tous à l'éducation se soit amélioré, la qualité a diminué. Une enquête d'évaluation de l'enseignement en 2016 conclut que seulement trois élèves sur 20 de troisième année peuvent lire et comprendre une histoire. Le rapport ajoute que c'est seulement en cinquième année que les enfants peuvent lire et comprendre une histoire courte et simple en anglais.

Entre-temps, un projet pilote appelé Programme scolaire de santé et de lecture découvre que les enfants peuvent mieux lire et comprendre si leurs leçons sont enseignées dans leur langue maternelle. Cela fait désormais partie du programme scolaire de l'enseignement primaire. Les enfants apprennent dans une langue locale au cours des trois premières années de scolarité primaire, avant de passer à l'anglais en quatrième année.

« Les enfants ont besoin d'être enseignés de la façon naturelle dont ils apprennent, déclare Mme Kavuma. Ils apprennent les concepts plus rapidement et accumulent suffisamment de vocabulaire dans leur langue natale pour apprendre de façon élaborée. »

Ça n'a pas toujours été facile. Pour commencer, il existe beaucoup de langues locales parlées dans une région donnée. Par exemple, dans le Busoga à l'Est de Kampala, il n'est pas rare pour les enfants de parler en même temps des dialectes ou des langues différentes.

La conversion des parents prend aussi du temps. « Il est difficile de convaincre les parents que les leçons [des autres sujets] en anglais ne sont pas la façon la plus efficace pour les enfants du P1 », déclare Moses Wambi, directeur adjoint du Collège des enseignants du noyau primaire Bishop Willis à Iganga. « Mais nous pourrons voir les résultats au cours du temps. »

LE NIGERIA *investit dans* L'INDUSTRIE DU SUCRE

NEWS AGENCY OF NIGERIA

Le plus grand groupe manufacturier de l'Afrique occidentale souhaite créer 15.000 emplois en fondant une industrie du sucre dans le delta du Niger au Nigeria.

Le groupe Dangote, dirigé par le milliardaire Alhaji Aliko Dangote, a signé un protocole d'accord de 450 millions de dollars pour développer une industrie du sucre intégrée dans la ville centrale de Lavun au Nigeria. La plantation de 16.000 hectares produirait 12.000 tonnes de canne à sucre par jour.

« Le groupe Dangote croit fermement au grand potentiel économique du Nigeria, déclare M. Dangote. Nous avons décidé d'investir dans une production locale de sucre dans l'État de Niger à cause de sa grande quantité de terre arable disponible. » Il déclare que le protocole concerne aussi la création d'une grande usine de décorticage du riz.

Le groupe commercial est aussi actif dans d'autres régions du pays. Il construit une raffinerie de pétrole de plusieurs milliards de dollars à Lekki dans l'État de Lagos, avec une capacité de 650.000 barils par jour. M. Dangote déclare que le projet de raffinerie de pétrole serait la plus grande raffinerie à source unique du monde, en ajoutant qu'elle ferait du Nigeria un pays exportateur de produits pétroliers.

Le gouverneur de l'État de Niger Abubakar Bello déclare que le projet diversifierait les sources de revenu de la région. Il promet aussi que l'état travaillera diligemment avec le groupe Dangote pour acquérir le terrain afin d'accélérer le lancement du projet.

REUTERS

L'ÉTOILE NOIRE
DES LUMIÈRES

PERSONNEL D'*ADF*

En 1827, Alexandre Pouchkine, le plus grand poète de la Russie, commença sa première œuvre de prose, un roman historique intitulé *Le Nègre de Pierre le Grand*. Il était basé sur la vie d'Abraham Pétrovitch Hannibal, son arrière-grand-père né en Afrique, qui était esclave mais qui est devenu soldat, ingénieur et érudit.

Alexandre Pouchkine ne termina jamais ce livre – et peut-être est-ce préférable. La vie de son arrière-grand-père est si remarquable qu'un seul livre n'aurait pas pu lui rendre justice.

Abraham Hannibal est né en 1696 dans ce qui est aujourd'hui le Cameroun. Son nom de naissance est Abraham et il est le fils d'un prince mineur de la région. Lorsqu'il a 7 ans, il est kidnappé par une tribu rivale et réduit en esclavage. Il est présenté en cadeau au sultan de Constantinople et, plus tard, il est acheté par un ambassadeur russe qui donne le petit garçon noir au tsar Pierre Ier de Russie ; c'est une chose nouvelle pour sa cour.

Le tsar voit dans ce garçon quelque chose qu'il aime et il devient son mentor. Lorsqu'Abraham grandit, Pierre décide de l'avenir du jeune garçon : il sera soldat.

Lorsqu'Abraham a 20 ans, il commence sa formation à Paris, en étudiant la science militaire, les mathématiques et l'ingénierie. Quatre ans plus tard, il s'inscrit à la nouvelle académie d'artillerie de France. Pour obtenir la meilleure expérience technique possible, il se bat pour la France et ses alliés contre l'Espagne dans la guerre de la Quadruple-Alliance. Pendant la guerre, il est capturé par l'Espagne et libéré en 1722, deux ans après la fin des hostilités.

Pendant son séjour en France, il prend le nom d'Hannibal en l'honneur du conquérant. Avec son éducation impressionnante, il devient l'ami des intellectuels français de l'époque, notamment le philosophe Voltaire qui est censé avoir appelé son ami l'« étoile noire des Lumières ».

Abraham retourne en Russie en 1723 comme militaire professionnel et expert en fortifications. Il assume des postes militaires en tant qu'ingénieur, et plus tard en tant que précepteur de mathématiques.

Pierre meurt en 1725 et son successeur ne fait pas confiance à l'étranger hautement cultivé de sa cour. Il exile Abraham à 6.000 kilomètres de distance en Sibérie en 1727. Trois ans plus tard, il est pardonné à cause de ses aptitudes d'ingénierie, qui ont été démontrées pendant son exil.

En 1741, Élisabeth, fille de Pierre, devient la nouvelle dirigeante de la Russie et Abraham devient un membre de plein droit de sa cour. Avec sa femme, descendante d'une famille noble de Scandinavie et d'Allemagne, il a 10 enfants.

Il reçoit finalement le grade de major-général et sert pendant 10 ans comme surintendant de ce qui est aujourd'hui une partie de l'Estonie. L'impératrice Élisabeth lui donne aussi des terres dans une région voisine, avec des centaines de serfs, paysans qui ne sont guère plus que des esclaves, comme il l'avait été jadis. Il prend sa retraite dans ses terres en 1762. Ce général très admiré, appelé le « seigneur noir », décède en 1781 à l'âge de 85 ans.

Abraham n'avait jamais oublié ses racines africaines. Lorsqu'il sollicite l'octroi d'un rang anoblissant auprès de l'impératrice Élisabeth, il soumet un écusson qu'il a conçu lui-même. Au centre de cet écusson se trouve un éléphant. Sous l'éléphant sont inscrites les lettres FVMMO. Les experts pensent maintenant que ces lettres représentent la phrase latine « Fortuna vitam meam mutavit oppido », qui signifie : « la Fortune a changé ma vie entièrement ».

OÙ SUIS-JE ?

1. Si elle avait été construite comme voulue, cette structure aurait une hauteur de 42 mètres et un poids de 1.168 tonnes.

2. On pense que les carriers abandonnèrent ce projet il y a 3.500 ans lorsque des fissures furent découvertes sur les côtés.

3. La carrière de granite a un canal qui aurait pu être relié au Nil pour permettre à la structure de flotter vers son emplacement final.

4. L'objet fournit des précisions sur les techniques de travail de la pierre dans l'antiquité.

RÉPONSE : L'obélisque inachevé d'Assouan en Égypte

ISTOCK

partagez votre expertise

Vous désirez être publié ? *Africa Defense Forum (ADF)* est un magazine militaire professionnel qui sert de cadre international d'échanges aux spécialistes militaires et de la sécurité en Afrique. Le magazine est publié tous les trimestres par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et traite des rubriques suivantes : stratégies de lutte contre le terrorisme, opérations de défense et de sécurité, criminalité transnationale, ainsi que les problèmes affectant la paix, la stabilité, la bonne gouvernance et la prospérité. Ce cadre d'échanges permet une discussion et des échanges d'idées en profondeur. Nous voulons entendre le point de vue de personnes qui se trouvent dans nos pays partenaires africains et qui comprennent les intérêts et les défis du continent. Soumettez un article pour publication à *ADF* et faites entendre votre voix.

directives à l'attention de l'auteur concernant une soumission à *ADF*

EXIGENCES RÉDACTIONNELLES

- La préférence est donnée aux articles d'une longueur approximative de 1.500 mots.
- Les articles peuvent être remaniés pour des questions de style et d'espace. Mais, *ADF* collaborera avec l'auteur sur les changements finaux.
- Incluez une courte biographie de vous-même avec vos coordonnées.
- Si possible, incluez une photographie haute résolution de vous-même ainsi que des images liées à votre article avec une légende et une mention de l'auteur de la photo.

DROITS D'AUTEUR

Les auteurs conservent les droits à leur texte original. Cependant, nous nous réservons le droit de revoir et corriger les articles pour qu'ils soient conformes au style de l'Associated Press et s'intègrent dans l'espace disponible. Le fait de soumettre un article ne garantit pas sa publication. Votre contribution à *ADF* signifie votre acceptation de ces modalités.

SOUMISSIONS

Envoyez vos idées de sujet d'article, vos contenus et vos questions à la Rédaction d'ADF à l'adresse électronique : ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com. Ou par courrier à l'une des adresses suivantes :

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Unit 29951
APO AE 09751 USA

OU

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
KELLEY KASERNE
GEB 3315, ZIMMER 53
PLIENINGER STRASSE 289
70567 STUTTGART GERMANY

RESTEZ CONNECTÉ

Suivez *ADF* sur Facebook et Twitter et rendez-nous visite sur le site adf-magazine.com

adf
AFRICA DEFENSE FORUM